

# APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES HAÏTI

CYCLE DE  
PROGRAMME HUMANITAIRE  
2022  
PUBLIÉ EN MARS 2022



# À propos

Ce document est consolidé par OCHA pour le compte de l'Équipe humanitaire pays et des partenaires. Il présente une compréhension commune de la crise, notamment les besoins humanitaires les plus pressants et le nombre estimé de personnes ayant besoin d'assistance. Il constitue une base factuelle aidant à informer la planification stratégique conjointe de la réponse.

## PHOTO DE COUVERTURE

Une personne déplacée en situation de handicap bénéficiaire d'un projet CERF. Photo: OIM

*Les désignations employées et la présentation des éléments dans le présent rapport ne signifient pas l'expression de quelque opinion que ce soit de la part du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de leurs autorités ou concernant la délimitation de ses frontières ou de ses limites.*

## Pour les plus récentes mises à jour



OCHA coordonne l'action humanitaire pour garantir que les personnes affectées par une crise reçoivent l'assistance et la protection dont elles ont besoin. OCHA s'efforce de surmonter les obstacles empêchant l'assistance humanitaire de joindre les personnes affectées par des crises et est chef de file dans la mobilisation de l'assistance et de ressources pour le compte du système humanitaire.

[www.unocha.org/rolac](http://www.unocha.org/rolac)

[twitter.com/OCHAHaiti](https://twitter.com/OCHAHaiti)

## Humanitarian RESPONSE

La réponse humanitaire est destinée à être le site Web central des outils et des services de Gestion de l'information permettant l'échange d'informations entre les clusters et les membres de l'IASC intervenant dans une crise.

[www.humanitarianresponse.info/haiti](http://www.humanitarianresponse.info/haiti)



Humanitarian InSight aide les décideurs en leur donnant accès à des données humanitaires essentielles. Il donne les dernières informations vérifiées les plus récentes sur les besoins et la dispense de la réponse humanitaire ainsi que les contributions financières.

[www.hum-insight.com](http://www.hum-insight.com)



Le FTS (Financial Tracking Service), géré par OCHA, est le premier fournisseur de données continuellement mises à jour sur le financement humanitaire dans le monde et un contributeur majeur à la prise de décision stratégique en faisant ressortir les lacunes et les priorités et en contribuant ainsi à l'efficacité et à l'efficience d'une assistance humanitaire fondée sur des principes.

[fts.unocha.org](http://fts.unocha.org)



# Table des matières

---

<b>02</b>	<b>À propos</b>
<b>04</b>	<b>Résumé des besoins humanitaires et principales conclusions</b>
<b>22</b>	<b>Partie 1 : Impact de la crise et conditions humanitaires</b>
23	1.1 Contexte de la crise
30	1.2 Chocs et impact de la crise
44	1.3 Portée de l'analyse
46	1.4 Conditions humanitaires, sévérité et personnes dans le besoin
56	1.5 Nombre de personnes dans le besoin
<b>58</b>	<b>Partie 2 : Analyse des risques et suivi de la situation et des besoins</b>
59	2.1 Analyse des risques
62	2.2 Suivi de la situation et des besoins
<b>66</b>	<b>Partie 3 : Analyse sectorielle</b>
72	3.1 Abris / Biens non alimentaires / CCCM
75	3.2 Eau potable, assainissement et hygiène (EPAH)
78	3.3 Éducation
80	3.4 Nutrition
83	3.5 Protection
91	3.6 Santé
95	3.7 Sécurité alimentaire
<b>98</b>	<b>Partie 4 : Annexes</b>
99	4.1 Sources des données
100	4.2 Méthodologie
106	4.3 Insuffisance d'informations
107	4.4 Acronymes
109	4.5 Notes finales

# Résumé des besoins humanitaires et principales conclusions

## Chiffres actuels (2021)

PERS. DANS LE BESOIN

**4,4M**

TENDANCE (2016-2021)



FEMMES ET FILLES

**57%**

ENFANTS

**51%**

AVEC UN HANDICAP

**14%**

## Projections (2022)

PERS. DANS LE BESOIN

**4,9M**

TENDANCE (2016-2022)



FEMMES ET FILLES

**58%**

ENFANTS

**50%**

AVEC UN HANDICAP

**14%**



### HAÏTI

Un enfant victime du tremblement de terre du 14 août 2021 dans le Grand Sud. Photo: OCHA



## Sévérité des besoins : actuels (2021)

MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
3,2M	3,8M	1,9M	1,5M	1,0M

## Sévérité des besoins : projetés (2022)

MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
3,9M	2,6M	2,7M	1,4M	0,8M

### Par groupe de population

Plus d'infos sur les pages 13, 14, 18 - 21, 46 - 55

GROUPE DE POPULATION	PERSONNES DANS LE BESOIN	% PIN
Enfants	2,5M	50%
Femmes vulnérables	1,4M	29%
Personnes vivant dans les zones enclavées	1,2M	25%
Personnes handicapées	707k	14%
Personnes âgées	490k	10%
Déplacées/Retournées/Rapatriées	85k	2%

### Par genre

Plus d'infos sur les pages 16, 57

SEXE	PERSONNES DANS LE BESOIN	% PIN
Filles	1,4M	29%
Garçons	1,1M	22%
Femmes	1,4M	29%
Hommes	1,0M	20%

### Par âge

Plus d'infos sur les pages 16, 57

ÂGE	PERSONNES DANS LE BESOIN	% PIN
Enfants (0 - 17)	2,5M	50%
Adultes (18 - 59)	1,9M	40%
Personnes âgées (60+)	490k	10%

## Contexte et impact de la crise

Régulièrement exposé aux aléas naturels et aux effets du changement climatique, Haïti fait face à des défis socio-économiques et politiques récurrents, ancrés dans des problèmes structurels profondément enracinés. En 2021, le pays a connu une détérioration profonde et inquiétante du contexte socio-économique, politique et sécuritaire. Aggravés par la pandémie de COVID-19 et un tremblement de terre de magnitude 7,2 qui a touché plus de 800 000 personnes le 14 août, les besoins humanitaires se sont accrus, en particulier dans la région Sud du pays.

Les activités des gangs armés dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, ont entraîné le déplacement de plus de 19 000 personnes depuis août 2020, et ont pris de l'ampleur après l'assassinat du Président Jovenel Moïse le 7 juillet 2021. Cela a compromis l'accès humanitaire, notamment sur la route nationale 2 qui donne accès aux départements de la péninsule Sud touchés par le séisme, et qui est, au niveau de Martissant, régulièrement sous le contrôle de gangs armés et souvent le lieu de luttes territoriales. En octobre, les syndicats des transporteurs ainsi que la population ont manifesté leur mécontentement du fait de l'insécurité croissante. Des gangs armés ont bloqué l'accès aux terminaux pétroliers de Port-au-Prince et ont considérablement entravé les distributions de carburants sur l'ensemble du pays entre mi-Octobre et mi-Novembre. Cette situation a gravement affecté le fonctionnement de la vie économique, des services de santé, des télécommunications, des transports publics, des services bancaires et des opérations humanitaires et de secours d'urgence.

De plus, l'inflation, les mauvaises récoltes dues à des précipitations inférieures à la normale, les tempêtes tropicales Elsa (juillet 2021) et Grace (août 2021) ainsi que le récent tremblement de terre du 14 août 2021, ont contribué à accroître la vulnérabilité du pays. En septembre 2021, environ 4,3 millions d'Haïtiens étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë, dont 1,3 million en situation d'urgence (IPC4), et les projections indiquent que ce nombre atteindra 4,6 millions en mars 2022. Avec quelque 1 250 écoles endommagées ou

détruites par le séisme, une majorité des écoles du Sud du pays n'ont pas pu rouvrir pour la nouvelle année scolaire, alors que 300 000 enfants devaient retourner à l'école. Cette situation entraîne un retard dans le programme scolaire, un risque d'abandon et de retrait de l'école, mais également un risque accru de violence à l'encontre des enfants.

L'accès aux structures de soins est une préoccupation majeure. Les dommages causés aux structures de santé dans les zones touchées par le séisme limitent encore plus l'accès de la population aux services de santé, notamment aux soins obstétricaux et néonataux d'urgence, dans un contexte déjà critique pour la santé maternelle (le taux de mortalité maternelle en Haïti est de 529 décès pour 100 000 naissances vivantes, le plus élevé de la région, selon l'EMMUS VI, 2016).

Le faible taux de vaccination contre la rougeole, l'hépatite et la polio (moins de 80% en 2021) expose les Haïtiens, notamment les enfants de moins de 5 ans, à diverses maladies et contaminations. Les faibles niveaux d'accès à l'eau potable provoquent la transmission de maladies diarrhéiques tout en aggravant la malnutrition aiguë.

A la fin du mois d'octobre 2021, Haïti comptait 23 406 cas avérés de COVID-19 et 658 décès (selon les rapports officiels du Ministère de la Santé Publique et de la Population, le MSPP). Même si le nombre de personnes infectées reste relativement faible par rapport à d'autres pays, la pandémie représente un risque majeur pour les structures de santé déjà affaiblies. Malgré un programme de vaccination lancé officiellement à la mi-juillet, Haïti détient le taux de vaccination contre la COVID-19 le plus faible des Amériques (0,6 %).

En 2021, quelque 102 448 personnes se sont retrouvées en situation de déplacement. Parmi elles, un total de 44 450 haïtiens ont été rapatriés en ou expulsés vers Haïti et 58 000 se sont déplacées à l'intérieur du pays en raison de l'insécurité (19 000) et suite au tremblement de terre (39 000).

En 2022, la situation humanitaire en Haïti sera influencée par l'évolution de la situation socio-



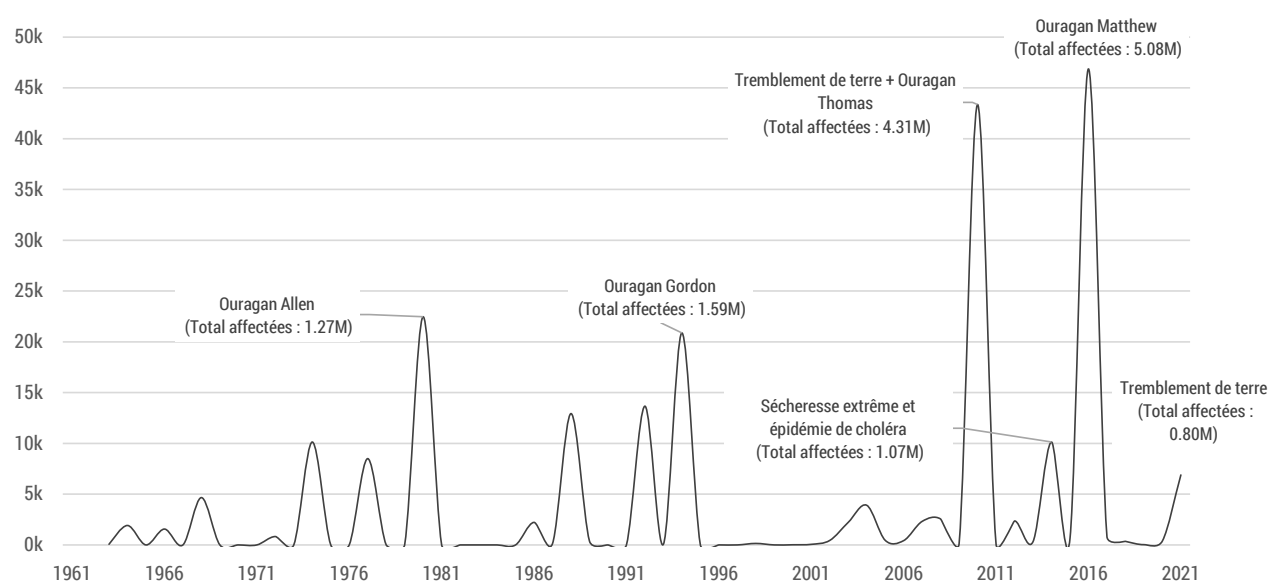
économique, politique et sécuritaire du pays, en particulier la poursuite de la violence des gangs armés et les décisions relatives à la tenue des élections. Les facteurs à l'origine de la vulnérabilité de la population haïtienne en 2021 persisteront en 2022, avec plus de 4,9 millions de personnes (43% de la population) qui devraient avoir besoin d'une aide humanitaire.

L'insécurité et la violence devraient persister en 2022, avec des conséquences potentielles en termes de protection (y compris les violences basées sur le

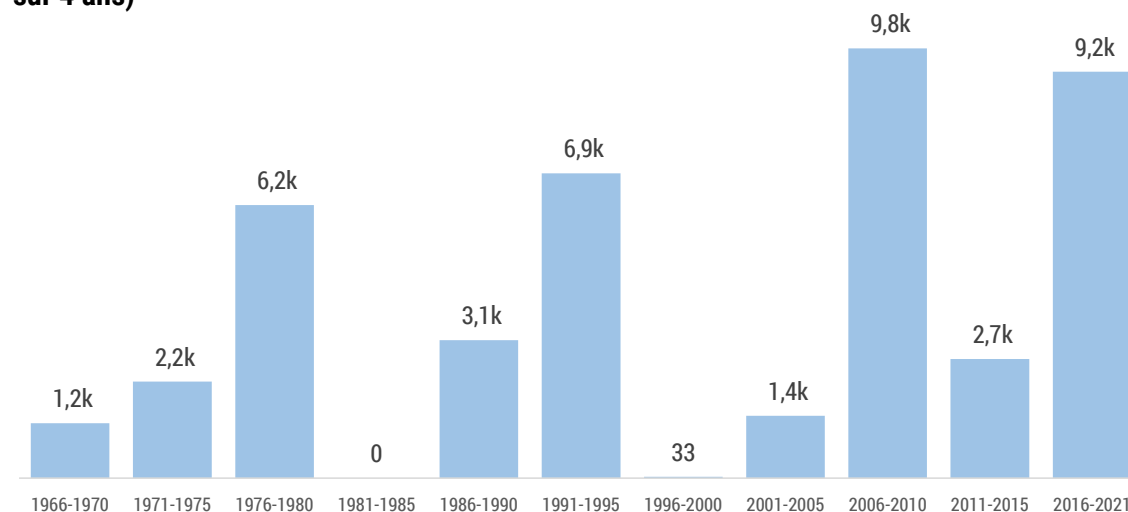
genre), de déplacement, d'insécurité alimentaire, de malnutrition et d'accès aux services de base. À cela s'ajoutent les aléas climatiques et les risques liés aux menaces naturelles qui impactent Haïti.

Si l'ensemble du pays est exposé à de multiples vulnérabilités, celles-ci s'intensifieront dans les zones où les facteurs de crise se chevauchent, comme dans les départements du Sud, des Nippes et de la Grand'Anse touchés par le séisme, ainsi que dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et les régions où

### Nombre de personnes affectées par des désastres naturels pour 100 000 habitants



### Nombre de personnes affectées par des désastres naturels pour 100 000 habitants (moyenne mobile sur 4 ans)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), sur la base de l'Université Catholique de Louvain ([www.emdat.be](http://www.emdat.be)).

l'insécurité alimentaire est élevée.

### Causes profondes

Haïti traverse une période particulièrement difficile, marquée simultanément par la résurgence de l'insécurité, des tensions socio-politiques, une situation économique dégradée et des catastrophes dévastatrices liées aux aléas naturels. La juxtaposition de ces éléments et leurs causes profondes, complexes et multifformes, freinent la croissance socio-économique et le développement durable du pays.

En termes de gouvernance, on notera la faiblesse des institutions, des faiblesses au niveau de la planification et du suivi stratégique ainsi que du pilotage des politiques publiques, notamment celles visant les populations les plus vulnérables. La quasi-absence de ressources financières, avec un espace fiscal très contraint, et des ressources humaines non exploitées à bon escient dans les institutions publiques limitent la capacité de l'État à offrir des services de qualité et à lutter contre la paupérisation de sa population. Cette situation ne favorise pas la progression du pays vers des changements de nature à améliorer le quotidien des populations. L'impunité et la corruption, avec comme corollaire l'évasion fiscale, ne régressent pas et ont un impact négatif sur le paysage socio-économique, en raison de l'absence de mécanismes forts et adéquats pour assurer le contrôle et établir les responsabilités afin de décourager ces pratiques et promouvoir la bonne gouvernance.

Avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant de US\$ 1 149 et un indice de développement humain de 0.510, soit 170 sur 189 pays en 2020, Haïti reste le pays le plus pauvre d'Amérique latine et des Caraïbes, et compte parmi les pays les plus inégalitaires dans le monde. L'économie haïtienne fait face à des contraintes conjoncturelles et institutionnelles. Après trois années consécutives de croissance négative, l'économie haïtienne entre en récession. L'économie est affaiblie par des pratiques protégées, monopolistiques et privilégiées au bénéfice des élites commerciales qui misent principalement sur les importations et qui peuvent, parfois, instrumentaliser la violence pour bloquer les réformes. L'activité

économique est largement entre les mains de quelques conglomérats (et familles). Cette situation accentue la pauvreté, non seulement en raison des prix élevés mais aussi parce que l'entrée de nouveaux entrepreneurs ou producteurs, potentiellement créatrice de richesses et d'emplois, est entravée par lesdites pratiques monopolistiques et renforcent les inégalités socioéconomiques

#### HAÏTI

A la suite du tremblement de terre du 14 août 2021 dans le Grand Sud. Photo : OCHA







## Calendrier des derniers événements



11 JANVIER 2021

### Politique

La Présidence prend acte du fait que le mandat des deux tiers du Sénat était arrivé à expiration le deuxième lundi de janvier, rendant la législature pratiquement dysfonctionnelle.



7 FÉVRIER 2021

### Politique

Des manifestations ont lieu dans les rues en raison de la fin controversée du mandat du Président Moïse qui, selon certains, aurait dû se terminer le 7 février. Le Président et les autorités policières annoncent avoir déjoué une tentative de coup d'État.



12 MARS 2021

### Violences

Au moins quatre policiers sont tués et huit autres blessés à Village de Dieu lors d'une opération contre des gangs armés. D'autres incidents de violence en mars entraînent la fuite d'environ 3 000 personnes du village Issa à Tabarre.



3 JUILLET 2021

### Menaces naturelles

La tempête tropicale Elsa, un ouragan de catégorie 1 rétrogradé en tempête tropicale, frappe la péninsule Sud provoquant de fortes rafales de vent et de la pluie, avec toutefois moins d'impact que prévu.



7 JUILLET 2021

### Assassinat

Le Président, Jovenel Moïse, est assassiné dans sa résidence dans la nuit du 6 au 7 juillet. L'état de siège suivi de trois jours de deuil national est décrété par le Premier ministre ad intérim, Dr. Claude Joseph.



16 JUILLET 2021

### Pandémie

Le MSPP lance la campagne de vaccination contre la COVID-19.



30 AOÛT 2021

### Politique

L'accord dit Montana est signé par quelque 200 représentants de différents secteurs et plaide pour la mise en place d'une transition de rupture dans le pays pour les prochains 24 mois.



11 SEPTEMBRE 2021

### Politique

Un accord politique est signé entre le Premier ministre et plus de 150 partis politiques et organisations de la société civile, dont d'anciens groupes de l'opposition et de la coalition au pouvoir. .



MI-SEPTEMBRE À MI-OCTOBRE 2021

### Rapatriements

En l'espace d'un mois seulement, plus de 10 800 migrants haïtiens sont rapatriés en ou expulsés vers Haïti par voie aérienne et maritime.





15 AVRIL 2021

### Politique

Le Président Moïse accepte la démission de son Premier ministre, Joseph Jouthe, et nomme M. Claude Joseph, ministre des Affaires étrangères, au poste.



25 MAI 2021

### Pandémie / Politique

En raison de la flambée de cas de COVID-19 et de la déclaration de l'état d'urgence sanitaire pour 8 jours, le Conseil Électoral Provisoire (CEP) annonce un calendrier électoral révisé et un report du référendum constitutionnel controversé prévu pour le 27 juin.



1ER JUIN 2021

### Violences

De violents affrontements entre gangs armés à Port-au-Prince forcent des milliers de personnes à fuir les quartiers de Martissant, Bas-Delmas, Bel-Air, Cité Soleil. Le centre d'urgence de Médecins sans Frontières (MSF) à Martissant est attaqué et se voit obligé de fermer.



20 JUILLET 2021

### Politique

Ariel Henry succède à Claude Joseph comme Premier ministre et installe son cabinet de 18 ministres.



14 AOUT 2021

### Tremblement de terre

Le tremblement de terre de magnitude 7.2 affecte 800 000 personnes dans trois départements de la péninsule du Sud.



16 AOUT 2021

### Politique

La tempête tropicale Grace frappe les mêmes zones touchées par le séisme.



MI-OCTOBRE À MI-NOVEMBRE 2021

### Insécurité

Le blocage de l'accès aux terminaux pétroliers de Port-au-Prince par des acteurs économiques et des gangs armés entrave considérablement les distributions de carburants sur l'ensemble du pays.



14 DÉCEMBRE 2021

### Explosion

L'explosion d'un camion-citerne au Cap Haïtien fait au moins 90 morts et des dizaines de personnes brûlées, dont certains sont transportés au centre de santé MSF à Port-au-Prince.



15 DÉCEMBRE 2021

### Insécurité

Le Centre d'Analyse et de Recherche en Droits de l'Homme (CARDH) publie son analyse sur l'état des droits humains incluant un bilan du kidnapping. Du 1er janvier au 15 décembre, 949 enlèvements ont été recensés (dont 55 ressortissants étrangers de cinq pays), contre 796 en 2020.

## Portée de l'analyse

L'augmentation régulière de la violence, des tensions sociales, de violation des droits humains (y compris les violences basées sur le genre, VBG) et de l'insécurité, trouvent leurs origines dans l'incapacité à mettre en place des solutions durables aux problèmes qui gangrènent le pays. Cet état de fait a pour conséquence une augmentation des vulnérabilités aiguës et une réduction de l'accès humanitaire sur l'ensemble du territoire. L'analyse des besoins humanitaires 2022 a donc une portée nationale qui visera à examiner plus spécifiquement les groupes les plus à risque tels que : (1) les femmes et les filles (en âge de procréer, enceintes / allaitantes et adolescentes, mères célibataires), (2) les enfants de 0 à 5 et en âge scolaire, (3) les personnes âgées, (4) les personnes en situation de handicap, (5) les personnes en situation de déplacement (déplacées / retournées / expulsées / rapatriées) et (6) les personnes vivant dans les zones reculées ou enclavées.

Le tremblement de terre du 14 août, la violence et l'insécurité ont considérablement accru les besoins humanitaires, notamment dans la région du Grand Sud du pays ainsi que dans la capitale de Port-au-Prince. La dégradation de la situation en 2021 fait suite à celle de la crise de la COVID-19 et à la crise socio-politique de « *peyi lòk*<sup>7</sup> » de 2018-2019. L'analyse des besoins humanitaires n'a donc pas fait l'impasse sur l'impact cumulatif de ces chocs.

## Conditions humanitaires, sévérité et personnes dans le besoin

Les effets combinés de ces multiples chocs ont produit des traumatismes physiques et psychiques sur la population, dont la majorité lutte pour se nourrir, accéder à l'eau potable, aux services de santé et assurer à leurs enfants un accès à l'éducation. La violence, la réduction du pouvoir d'achat et l'espoir d'une vie meilleure ailleurs poussent beaucoup d'Haïtiens à adopter des mécanismes d'adaptation négatifs, à se déplacer, voire même à quitter le pays.

Pas moins de 4,9 millions de personnes en situation de forte vulnérabilité auront besoin d'une

assistance en 2022.

Les femmes et les filles, en particulier dans les zones contrôlées par les gangs, sont régulièrement victimes de violences et d'abus y compris des abus et exploitations sexuels. De nombreux témoignages font état de la souffrance des femmes et des filles victimes de viols, d'enlèvements, d'abus et d'exploitation.

Les sites de déplacés internes, dont beaucoup restent difficiles d'accès pour les organisations humanitaires, n'offrent pas les conditions nécessaires à leur protection. Il n'y a guère d'espaces où elles peuvent avoir suffisamment d'intimité, et la promiscuité favorise également la violence sexuelle, y compris à l'égard des mineurs. Pour de nombreuses femmes qui ont perdu leur logement et leurs sources de revenus, les mécanismes d'adaptation négatifs tels que le sexe transactionnel sont souvent le dernier moyen de rapporter un peu d'argent à la famille.

L'accès aux services de santé reproductive et maternelle, déjà mis à mal par le « *peyi lòk* » en 2019 et la pandémie de COVID-19 en 2020, s'est encore réduit dans les communes touchées par le séisme, mais aussi dans la région métropolitaine de la capitale.

En 2022, environ 2,8 millions de femmes et de filles auront besoin d'assistance humanitaire et de protection.

En raison des crises successives, les enfants haïtiens sont exposés à la violence, à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition chronique et aiguë et au risque de déscolarisation. Pas moins de 750 000 enfants et adolescents, principalement dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et dans les communes affectées par le séisme, se retrouvent privés de leur droit à l'éducation. Non seulement l'accès physique aux écoles est restreint mais les parents, manquant souvent de ressources, peinent à payer les frais de scolarité. En dehors de l'école, les enfants sont exposés aux abus et à l'exploitation sexuels, à la traite, au recrutement par des bandes armées ou à d'autres formes de mécanismes de survie.

En Haïti, 300 000 enfants de moins de cinq ans

souffrent de malnutrition chronique et 50 000 de malnutrition aiguë, selon les dernières données disponibles.

En 2022, on estime que 2,5 millions de filles et de garçons de moins de cinq ans et en âge scolaire sont extrêmement vulnérables et auront besoin de protection, d'accès à l'éducation, de soins de santé et de nourriture.

Les personnes âgées, qui représentent 7% de la population, et les personnes en situation de handicap, au moins 10% de la population, ont été, une fois de plus, particulièrement affectées en 2021. Des centaines de personnes en situation de handicap ont fui les affrontements entre gangs et ont vu leurs habitations brûlées le 17 juin au camp « La Piste ». Elles ont rejoint les rangs des déplacés, parmi lesquels s'ajoutent de nombreuses personnes âgées, et ont trouvé refuge dans des structures souvent insalubres et peu propices à les accueillir.

Le tremblement de terre n'a pas non plus épargné cette tranche de la population qui avait déjà été particulièrement affectée par les crises de 2019 et 2020. Plus de 4 400 personnes en situation de handicap ont été recensées dans les communes affectées par le séisme. Si des efforts ont été réalisés pour inclure les associations travaillant avec les personnes en situation de handicap dans le cadre de la réponse, trop peu a été fait pour prioriser des actions concrètes en faveur de ce groupe particulièrement vulnérable.

Parmi les 4,9 millions de personnes dans le besoin, on estime que 10% sont du troisième âge et 14% sont en situation de handicap.

Plus de 84 800 personnes en situation de déplacement sont sans abri, ont perdu leurs documents personnels, sont victimes de violence, et ont peu ou pas accès aux services de base, y compris la santé et le soutien psychosocial, ou encore à l'assistance juridique.

Comme conséquence directe du climat d'insécurité, de la détérioration continue de la situation socio-économique et des menaces naturelles qui ont frappé

le pays, de nombreuses familles ont été contraintes de se déplacer à l'intérieur du pays. En 2021, au moins 58 000 personnes se sont déplacées à l'intérieur du pays - incluant 19 000 dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, et 39 000 dans les communes touchées par le séisme du 14 août. Par ailleurs, plus de 44 450 migrants, principalement des hommes, ont été renvoyés ou rapatriés en Haïti.

On estime que 1,2 million de personnes vulnérables ayant besoin d'une aide humanitaire vivent dans des zones enclavées, éloignées ou difficiles d'accès en raison de l'insécurité.

L'accès humanitaire a continué à se détériorer en 2021 en raison de l'insécurité, du manque de carburant ou du mauvais état du réseau routier pour accéder ou fournir les services essentiels. De nombreux quartiers de la capitale sont contrôlés par des gangs armés et l'insécurité qui y règne génère des contraintes très importantes, voire ne permet plus aux prestataires de services et aux acteurs humanitaires d'apporter l'assistance à la population. La route nationale menant aux départements du Sud a été le théâtre de nombreux affrontements, obligeant les partenaires à mettre en place des alternatives coûteuses pour contourner le quartier de Martissant par voie maritime ou aérienne.

Les zones montagneuses touchées par le séisme ne sont souvent pas accessibles aux camions et autres véhicules lourds, ni même aux voitures. Pour atteindre ces zones, des opérations par hélicoptère ont été organisées dans les premiers jours de l'intervention. Malgré tout, de nombreuses personnes vivant dans ces zones n'ont encore reçu que peu ou pas d'assistance.

En conséquence, en 2022 pas moins de **4,9 millions de personnes** (43% de la population) auront besoin d'assistance humanitaire :

1. 1,4 million de **femmes** enceintes, allaitantes, mères célibataires, à risque ou survivantes de violences (y compris de VBG), isolées et les travailleuses du sexe ;
2. 2,5 millions d'**enfants** de moins de 5 ans ou en âge scolaire ;

3. 489 700 **personnes âgées** ;
4. 706 700 hommes, femmes et enfants en **situation de handicap** ;
5. 84 800 personnes en **situation de déplacement** (personnes déplacées internes (PDI), retournées, rapatriées, expulsées) ;
6. 1,2 million de personnes vivant dans les **zones enclavées**.

L'analyse intersectorielle des indicateurs de vulnérabilité réalisée dans le cadre de la rédaction de ce document et décrite dans la section 4.2 (méthodologie) nous a permis de classer la population dans les cinq groupes de sévérité des besoins et montre que près d'une personne sur quinze (7,1%) en Haïti se trouve en situation catastrophique.

NIVEAU DE SÉVÉRITÉ	MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
Population	3,9M	2,6M	2,7M	1,4M	815,1k
Pourcentage	34,6%	22,4%	23,7%	12,1%	7,1%





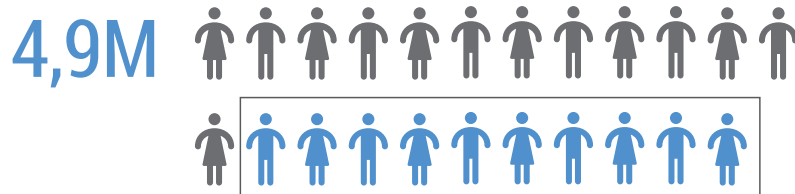
Pwotekyon  
ak respè  
dwa migran yo

## Estimation du nombre de personnes dans le besoin

### POPULATION TOTALE



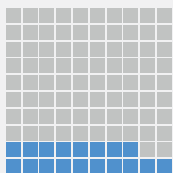
### PERSONNES DANS LE BESOIN



#### PAR SECTEUR

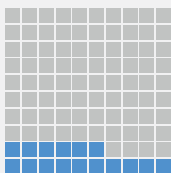
##### ABRIS

0,9M



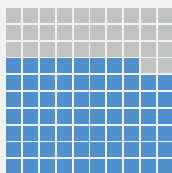
##### ÉDUCATION

0,8M



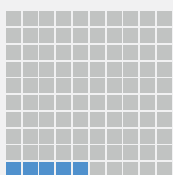
##### EPAH

3,3M



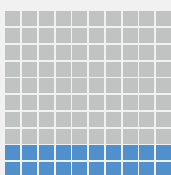
##### NUTRITION

0,2M



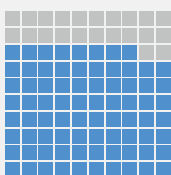
##### PROTECTION

1,0M



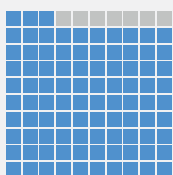
##### SANTÉ

3,8M



##### SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

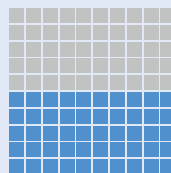
4,6M



#### PAR ÂGE ET SEXE

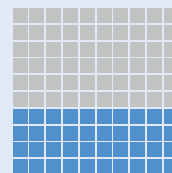
##### ENFANTS <18 ANS

2,5M



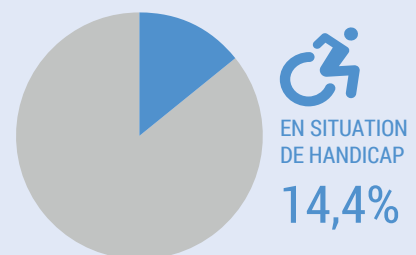
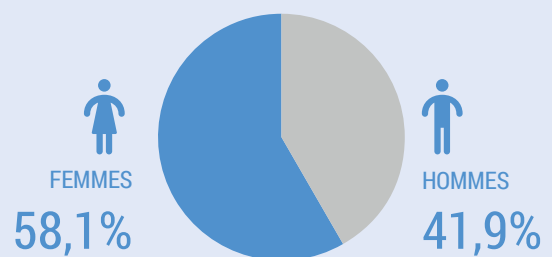
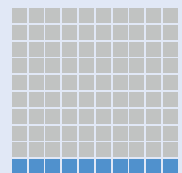
##### ADULTES 18-59 ANS

1,9M



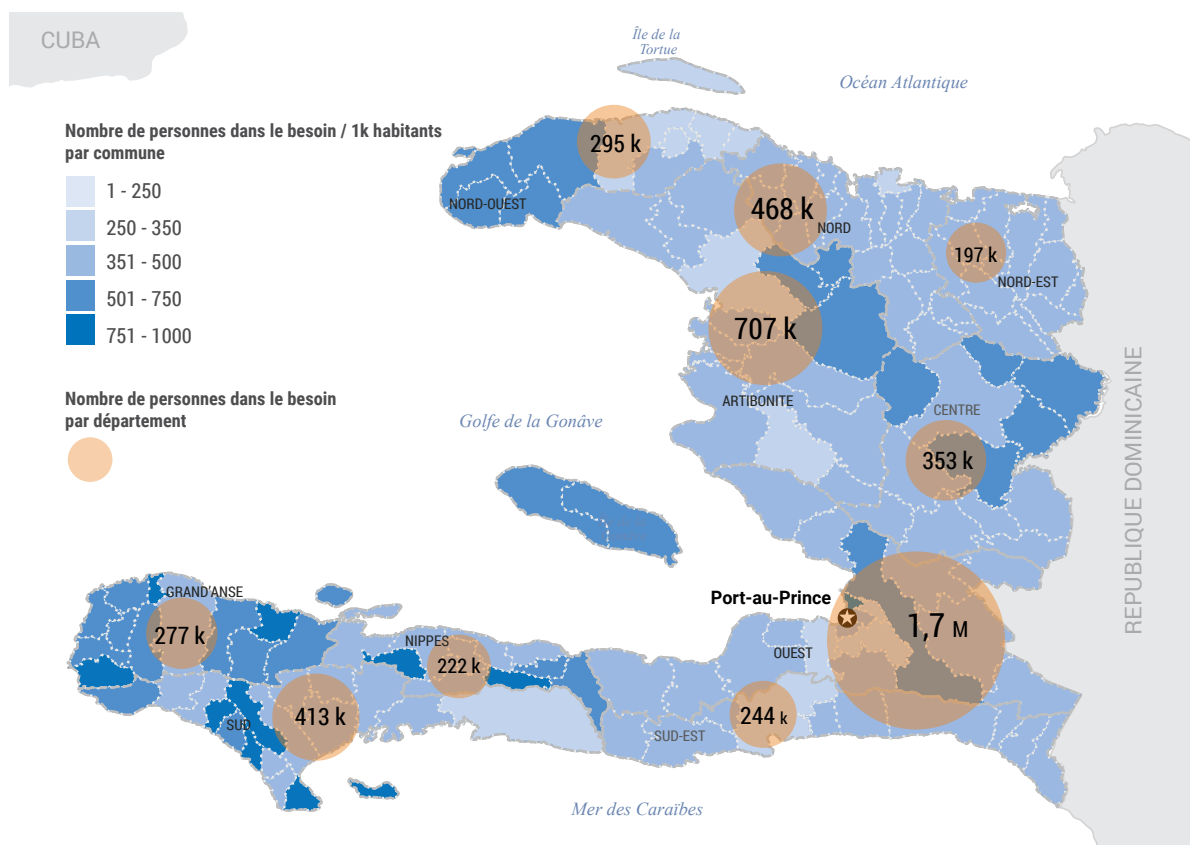
##### PERSONNES ÂGÉES ≥60 ANS

0,5M

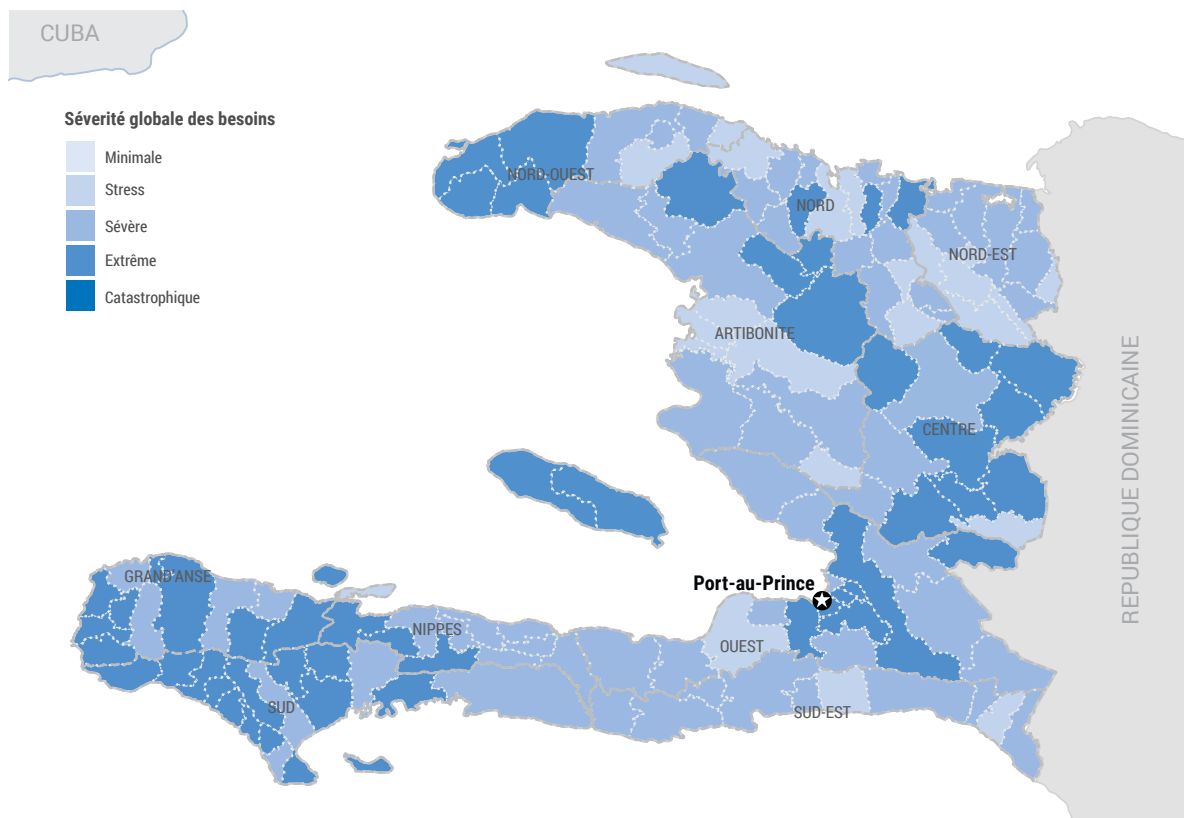


Sources : Secteurs, OCHA

## Nombre de personnes dans le besoin



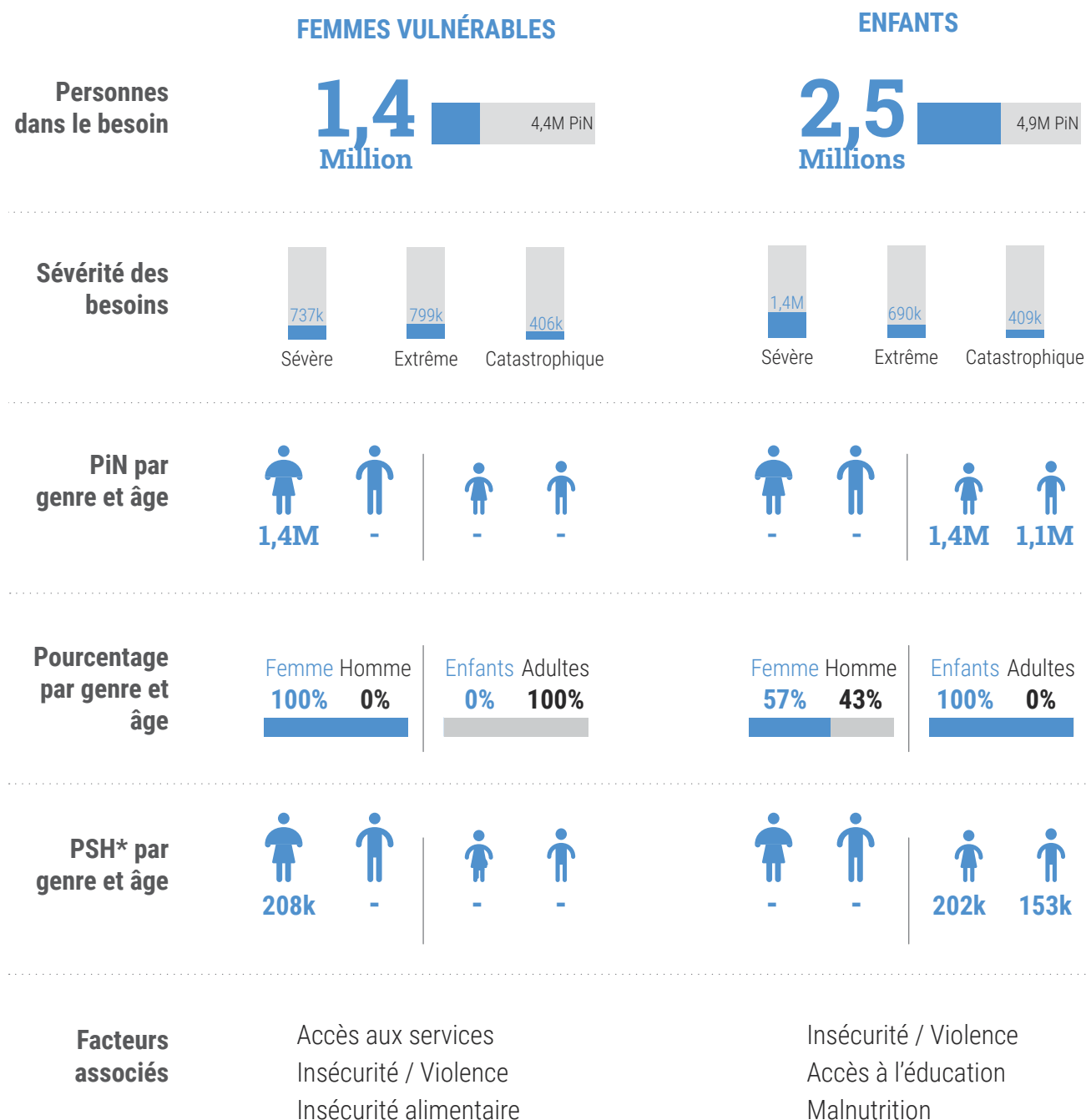
## Sévérité des conditions humanitaires (Indice de vulnérabilité global)



Sources : Secteurs, OCHA



## Sévérité des conditions humanitaires et nombre de personnes dans le besoin



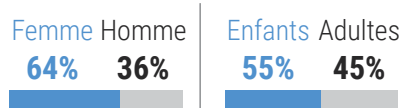
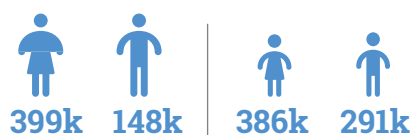
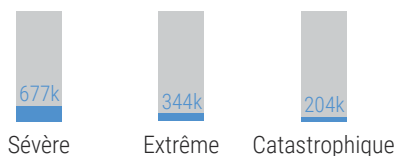
\*PSH : Personnes en situation de handicap

Sources: Secteurs, OCHA

## PERS. DANS LES ZONES ENCLAVÉES

**1,2**  
Million

4,9M PiN

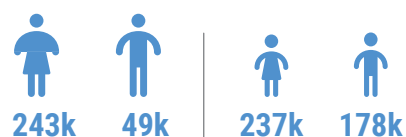
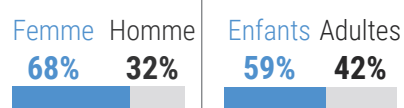
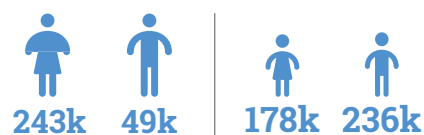
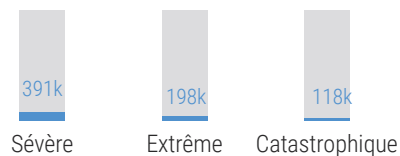


Accès aux services  
Environnement et climat  
Insécurité alimentaire

## PERS. EN SITUATION DE HANDICAP

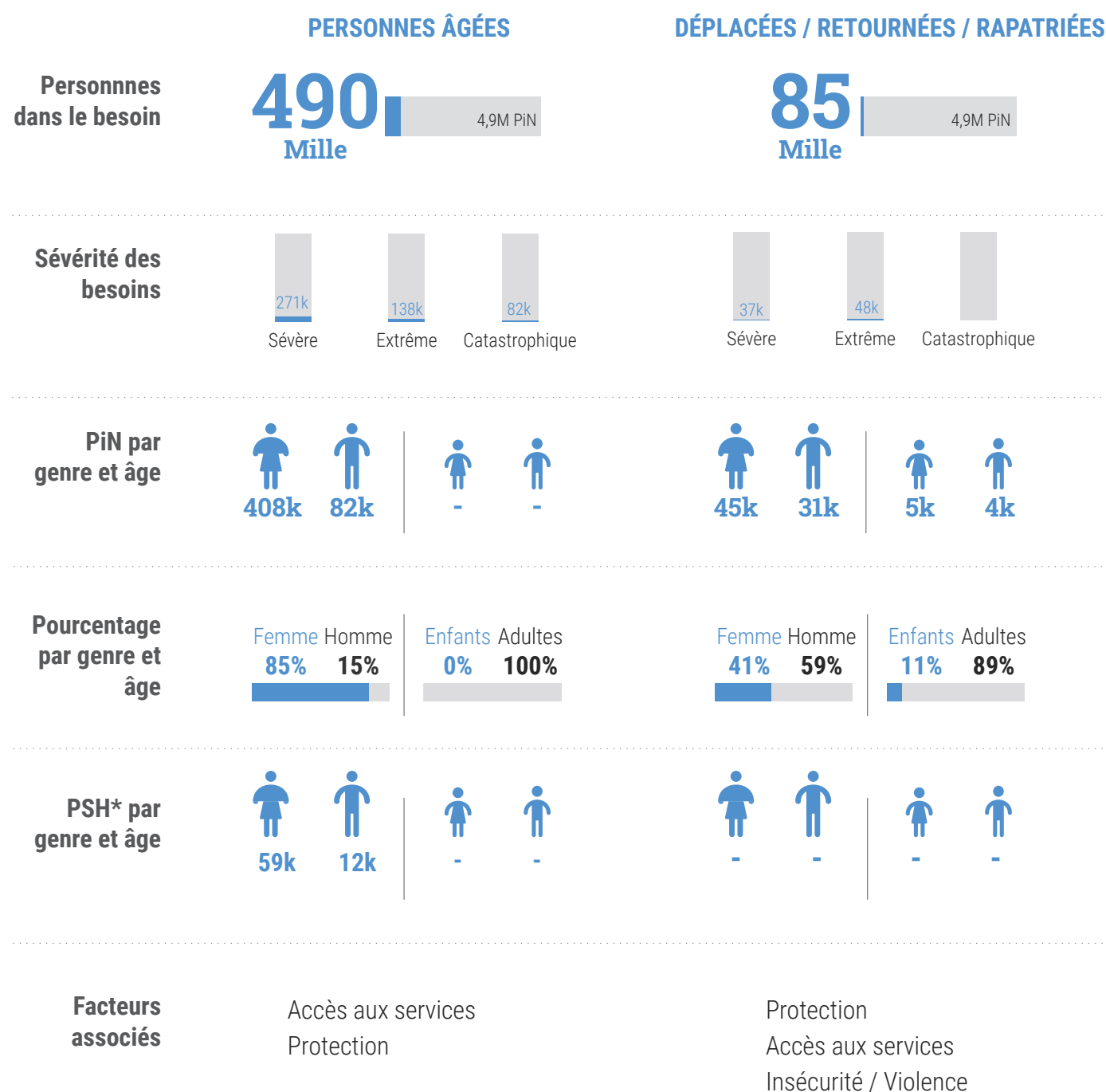
**707**  
Mille

4,9M PiN



Accès aux services  
Protection

## Sévérité des conditions humanitaires et nombre de personnes dans le besoin



\*PSH : Personnes en situation de handicap

Source: Secteurs, OCHA



## TOTAL DES GROUPES VULNÉRABLES

**4,2**  
Millions

4,9M PIn

2,3M

Sévère

1,2M

Extrême

0,7M

Catastrophique



1,4M



0,3M



1,4M



1,1M

Femme Homme

68%

32%

Enfants Adultes

59%

41%



244k



49k



236k



178k

HAÏTI

Photo: FNUAP



## Partie 1 :

# Impact de la crise et conditions humanitaires

---

### HAÏTI

Photo: Agence américaine pour le développement international (U.S. Agency for International Development, USAID)





## 1.1

## Contexte de la crise

### Contexte politique

La crise politique haïtienne s'est dégradée significativement en 2021. Dès le début de l'année, elle a gravité autour de la question de la fin du mandat du Président Jovenel Moïse et a atteint son paroxysme avec l'assassinat du chef de l'État le 7 juillet 2021.

Suite à l'assassinat du Président Moïse, qui a été par ailleurs précédée par le décès en juin du Président de la Cour de cassation des suites de la maladie à coronavirus (COVID-19) les trois branches du pouvoir sont devenues dysfonctionnelles. Depuis la prise de ses fonctions, le Premier ministre Henry - que le Président avait nommé à peine 24 heures avant sa mort - a exprimé son désir de parvenir à un accord politique dans un climat inclusif et consensuel propice à créer des conditions favorables à la tenue d'élections nationales. Le 11 septembre, il a conclu, avec plus de 150 partis politiques et organisations de la société civile, dont d'anciens groupes de l'opposition et de la coalition au pouvoir, un accord définissant les modalités de gouvernance pendant la période précédant les élections, qui devraient avoir lieu au plus tard à la fin de 2022. L'accord recense les domaines d'action prioritaire du Gouvernement, notamment en ce qui concerne la sécurité, la justice et l'économie. Dans le même temps, certaines parties prenantes nationales, y compris la Commission pour la recherche d'une solution haïtienne à la crise, ont exprimé leur préférence pour un exécutif dirigé par un Président provisoire et un Premier ministre, et ont appelé pour une transition politique plus longue – deux ans - au cours de laquelle de vastes réformes seraient engagées en matière de gouvernance et de sécurité.

Le Premier ministre a poursuivi ses interactions avec les différentes parties prenantes, y compris le groupe Montana en octobre 2021, et en échangeant à plusieurs reprises avec d'autres groupes politiques

clés, des syndicats, des associations du milieu des affaires et des acteurs de la société civile. Suite à ces consultations, le Premier ministre a présenté un gouvernement partiellement remanié, le 24 novembre, dont la composition apparaît plus inclusive compte tenu de la présence dans le cabinet des représentantes et représentants de la société civile, d'anciens membres de l'opposition politique au défunt Président Jovenel Moïse et des hauts fonctionnaires des administrations précédentes.

Alors que des efforts sont en cours pour élargir davantage le consensus autour d'un projet national facilitant la restauration des institutions démocratiques nationales, les populations attendent que l'État assume ses responsabilités et assure la sécurité de la population face à des gangs armés qui continuent de semer la terreur. Au cours des mois d'octobre et novembre 2021, les syndicats de transport et la population, protestant contre l'insécurité croissante, ont organisé des mouvements de grèves et de blocages de routes. Des gangs armés, ayant entre autres des revendications politiques – certains auraient réclamé le départ du Premier ministre – ont bloqué l'accès aux routes menant aux terminaux pétroliers de Port-au-Prince, ce qui a entravé gravement la distribution de carburant et engendré la paralysie du pays. Ainsi, les incertitudes et l'instabilité dans la gestion politique, administrative et technique de l'État augmentent, les élections étant par ailleurs reportées à 2022, sans calendrier précis.

En attendant, certains des nœuds gordiens du développement et de la paix durables en Haïti, dont l'impunité et la corruption, facteurs structurels et aggravants, contribuent à l'instabilité du pays. La corruption représente un défi important pour Haïti. Ce phénomène rampant et quasi généralisé affaiblit les secteurs de la justice et de la sécurité et présente un





## HAÏTI

Photo: OCHA

obstacle majeur à l'amélioration de la gouvernance, à l'accès à des services de qualité et à la croissance économique. Selon Transparency International, en 2020 Haïti occupait la 170ème place sur 180 dans le classement de l'indice de perception de la corruption, soit une régression de neuf places par rapport à 2018. D'autres rapports internationaux et nationaux font le même constat. La corruption compromet l'État de droit et le contrat social, dans un cercle vicieux où elle nourrit l'impunité et exacerbe ainsi l'insécurité et la violation des droits fondamentaux des Haïtiennes et des Haïtiens.

C'est dans ce contexte que le Conseil de Sécurité des Nations unies a décidé, le 15 octobre 2021, de prolonger le mandat du Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) jusqu'au 15 juillet 2022, en attendant une évaluation de cette Mission Politique

Spéciale établie par la résolution 2476 du Conseil de sécurité du 25 juin 2019 et déployée sous le Chapitre VI de la Charte des Nations unies. La résolution 2600 demande au Secrétaire Général de procéder à une évaluation du mandat du BINUH dans les six mois suivant l'adoption de cette résolution.

### Contexte économique

Avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant de 1 149 dollars et un indice de développement humain de 170 sur 189 pays en 2020, Haïti reste le pays le plus pauvre d'Amérique latine et des Caraïbes et parmi les pays les plus inégalitaires dans le monde. La pauvreté touche 70% de sa population.

Après une contraction de 1,7% en 2019 générée par l'instabilité politique et les troubles sociaux, le PIB a

encore reculé d'environ 3,8% en 2020, l'instabilité socio-politique et la pandémie de COVID-19 ayant exacerbé une économie déjà faible.

Selon une estimation de la Banque mondiale, le taux de chômage serait de 14,5 % en 2020. Le Fonds monétaire international (FMI) et d'autres sources en revanche estiment que le chômage et le sous-emploi touchent 60% de la population. Les jeunes et les femmes sont davantage affectés, ainsi que les personnes vivant dans les zones rurales, qui représentent les deux tiers de la population. L'écart de bien-être entre les zones urbaines et rurales est largement dû aux conditions défavorables à la production agricole. Ce déséquilibre encourage la pratique d'activités illégales, entraîne des niveaux très élevés d'insécurité alimentaire, et aggrave la pauvreté et la violence.

Les perspectives socio-économiques pour 2022 s'annoncent difficiles. Selon une évaluation du FMI d'avril 2021, la croissance du PIB devrait augmenter d'environ 1% en moyenne en 2022, sous réserve de reprise économique post-pandémique dans le monde. La dette brute est tombée à 25,1% du PIB en 2020 et devrait rester aux alentours de ce chiffre en 2021 et 2022 (26% et 24,9%, respectivement). Bien que l'inflation ait sensiblement ralenti en 2021, principalement en raison de l'intervention de la banque centrale haïtienne sur le marché des changes en 2020, les prévisions de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) révèlent qu'elle repartira à la hausse pour atteindre un pic de 18,8 % en mai 2022.<sup>2</sup>

En septembre 2021, les prévisions initiales d'un taux de croissance de plus de 3% pour 2021 lors du lancement du Plan de relèvement post-COVID du gouvernement ont été révisées à la baisse. Trois années successives de croissance négative, dans un contexte de reprise économique mondiale et régionale, témoignent de l'exception haïtienne.

Le contrôle de points d'entrée et de sortie stratégiques de la capitale et du pays par les gangs armés continuera vraisemblablement d'avoir un impact négatif sur la circulation des personnes et des biens, donc sur l'économie haïtienne, et devrait contribuer à accroître les besoins humanitaires.

## Situation sécuritaire

Alors que la situation sécuritaire en Haïti s'est détériorée au cours des dernières années, une augmentation notable de la violence a été observée en 2021. L'instabilité politique favorise l'influence des gangs armés qui exercent leur emprise dans des zones déjà fragilisées par la faiblesse de l'autorité de l'État, notamment dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince mais aussi de plus en plus dans les autres départements.

La multiplication des gangs armés dont le nombre est estimé à 162 et comptant au moins 3 000 membres sur l'ensemble du territoire, semble suivre l'instabilité du pouvoir. La tendance des gangs à former des coalitions et à s'engager dans la violence urbaine gagne du terrain et se manifeste par des assassinats ciblés, des kidnappings, la destruction de biens privés et publics, le blocage de quartiers et de routes, des affrontements pour le contrôle de territoires, etc. Cette situation d'insécurité crée également un véritable défi pour la protection des personnes et de leurs biens et affecte les relations entre l'État et ses citoyens. Des viols, des meurtres, des vols, des attaques à main armée et des enlèvements continuent d'être commis quotidiennement contre des populations souvent livrées à elles-mêmes dans des quartiers où l'État est absent tant par ses services sociaux que par ses forces de l'ordre. Sans accès à ces zones contrôlées par les gangs, il est difficile de mesurer l'ampleur de ces exactions et ce que les habitants vivent au quotidien.

En 2021, cette violence s'est répandue dans la métropole à un rythme très inquiétant, contribuant à un climat de peur généralisé. Presqu'aucun quartier ou catégorie sociale n'a été épargné et de nombreux secteurs de la vie économique ont été frappés. Cette situation a également un impact sur la circulation des personnes et des biens, notamment en ce qui concerne l'accès à la péninsule Sud du pays.

Les cas d'enlèvement ont augmenté de façon spectaculaire. Selon le CARDH, plus de 949 enlèvements ont été signalés entre janvier et le 15 décembre 2021 contre 796 en 2020.<sup>3</sup>

Dans un environnement coercitif de quartiers contrôlés par des gangs, où la liberté de consentement a disparu au profit d'un régime de terreur, l'esclavage sexuel et le viol sont devenus une arme de contrôle sur les habitants. Les viols de jeunes filles rentrant de l'école ou les viols collectifs de femmes enlevées ou attaquées dans les transports en commun se comptent par dizaines chaque mois. Si les femmes et les jeunes filles sont les principales victimes de la violence sexuelle, les jeunes hommes recrutés par certains gangs armés sont également victimes d'abus sexuels en guise de rituel d'initiation.

### Contexte socio-culturel

Haïti reste un des pays dits les plus inégalitaires du monde, avec 20% des plus riches de la population détenant plus de 64% du revenu total du pays, contre moins de 2% de la richesse détenue par les 20% les plus pauvres. L'accès aux services sociaux de base est faible et se caractérise par des inégalités importantes. Selon le rapport sur la pauvreté multidimensionnelle, le pourcentage de personnes souffrant de pauvreté multidimensionnelle et de privations en matière de durée de scolarisation en Haïti est le plus élevé d'Amérique latine et des Caraïbes (22,8%).<sup>4</sup>

Cette inégalité est également reflétée entre les genres. La République d'Haïti affiche un Indice d'inégalité de genre (IIG) de 0.636, qui la place au 152ème rang sur 162 pays en 2019. Les femmes continuent à être confrontées à des discriminations dans l'accès aux ressources productives, à l'emploi et à la prise de décisions. Tandis que 26,9% des femmes adultes ont atteint un niveau d'éducation secondaire, ce chiffre est plus élevé pour les hommes (40%). Les femmes rurales sont plus défavorisées que leurs homologues masculins, et les différences selon le sexe sont plus importantes parmi les groupes pauvres et vulnérables.<sup>5</sup>

Les violences basées sur le genre (VBG), y compris les viols et violences conjugales, renforcent les inégalités existantes. Une étude du Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) au cours de l'année 2016-2017, note que près de 29% des femmes et filles interrogées âgées de 15 à 49 ans ont été victimes de violence physique. Les évaluations

conduites au courant de l'année 2021 montrent que les risques de VBG ont fortement augmenté à la suite des déplacements internes causés par l'insécurité et le séisme. La banalisation de différentes formes de violence, les normes sexistes, la perpétuation des stéréotypes basés sur le genre, le manque d'éducation sexuelle à l'école, l'absence de mécanismes de justice tenant compte du genre, l'impunité pour les VBG et l'absence d'un environnement protecteur pour les filles et les femmes, aggravent les inégalités existantes sur le genre (voir le chapitre Protection).

### Cadre juridique et institutionnel

La République d'Haïti a signé et ratifié la plupart des instruments juridiques internationaux relatifs aux droits humains et au droit international humanitaire.

Sur le plan national, la Constitution prend en compte les normes fondamentales édictées par les traités internationaux dont le pays est partie; ainsi en est-il, par exemple, des principes d'égalité de sexe et d'équité de genre et des initiatives et mesures positives prises pour assurer la promotion de la femme et sa représentation et/ou sa participation dans la vie publique nationale à travers la consécration d'un principe de quota de 30% pour la représentativité des femmes dans le secteur public et à tous les niveaux de la vie nationale.

Les principes fondamentaux relatifs à la protection de l'enfance ainsi que ceux portant sur la protection des personnes ayant des besoins spécifiques telles que les personnes handicapées sont pris en compte à travers des mécanismes juridiques mis en place par le pays.

Sur le plan régional, Haïti a également ratifié les principales conventions de l'Organisation des Etats Américains visant la promotion de l'État de droit, la bonne gouvernance et la protection des droits humains.

Dans des catégories spécifiques, l'environnement juridique et institutionnel du pays est constitué aussi de diverses initiatives relatives aux questions de migrants, des déplacés, des réfugiés et demandeurs d'asile. C'est par exemple le cas dans le domaine



de la migration, pour lequel l'État a signé le Pacte mondial sur les migrations (en anglais Global Compact on Migration), qui vise à améliorer la coopération internationale en matière de migration et à renforcer la manière dont les migrants et la migration contribuent au développement durable. Le pays a adhéré également aux principaux instruments juridiques internationaux relatifs aux réfugiés, demandeurs d'asile et à la question d'apatridie. La volatilité de la situation politique a un impact considérable sur la vitalité de l'espace civique et sur la sécurité des défenseurs des droits humains, des journalistes et des opérateurs de justice. A la suite des assassinats du Président Jovenel Moïse en 2021 et du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Port-au-Prince, Maître Monferrier Dorval, en 2020, les juges d'instruction et greffiers en charge de l'investigation sont victimes de menaces répétées ainsi que d'attaques physiques, témoignant d'importantes lacunes dans la protection des acteurs judiciaires.

La question de l'indépendance de la justice en Haïti doit aussi être posée, notamment en termes de conformité aux standards internationaux en la matière. La problématique du renouvellement des mandats des juges et celle de l'impunité peinent également à être prises en considération, de manière concrète. Le manque de redevabilité, la corruption omniprésente, les lois et procédures inadéquates, le manque de moyens, mettent à mal le système judiciaire.

Au-delà des efforts déployés pour renforcer le secteur judiciaire ces dernières années, notamment par la promulgation de la loi sur l'aide juridique gratuite pour les personnes vulnérables ainsi que par la mise en place de mécanismes de contrôle interne et de responsabilisation, la population est toujours en quête de protection et d'une justice plus accessible et adéquate. La loi sur l'aide juridique gratuite peine à être mise en œuvre de manière intégrale, notamment en ce qui concerne l'établissement de bureaux d'assistance légale dans l'ensemble des juridictions du pays.

La situation des droits humains se détériore également, en raison de l'incapacité des autorités à endiguer la violence et la montée rapide des gangs armés. La situation sécuritaire dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et l'absence de contrôle territorial de la

Police Nationale d'Haïti (PNH) dans certains quartiers sont particulièrement révélatrices des déficiences existantes et de l'incapacité de la PNH à assurer la sécurité des résidents des zones concernées et à permettre aux citoyens haïtiens de jouir de leurs droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques.

Par ailleurs, la majorité des survivant(e)s de VBG ne les signalent pas, et parmi les plaintes déposées, les enquêtes ont montré que peu, voire aucune, n'ont abouti à un procès.<sup>6</sup> L'absence de priorité accordée par le système judiciaire aux cas de violence de genre, associée à une formation insuffisante des acteurs judiciaires à la question, décourage encore davantage le signalement des abus et l'avancement des dossiers. Il convient également de mentionner la préoccupante situation carcérale en Haïti, où 82% des personnes incarcérées sont en détention provisoire et ne bénéficient pas, dans leur grande majorité, des services d'assistance légale.<sup>7</sup> Cette situation entraîne par ailleurs un très haut niveau de surpopulation carcérale, dont le taux s'élève à plus de 300%.

## Profil environnemental

Selon le Climate Risk Index 2021, Haïti est le troisième pays le plus touché au monde par les aléas climatiques au cours des deux dernières décennies.<sup>8</sup> Sur la même période, les pertes économiques annuelles moyennes causées par ces phénomènes ont atteint près de 400 millions de dollars, ce qui représente environ 50% de l'aide publique au développement (APD) et 55% des dépenses publiques moyennes depuis 2010.

Plus de 93% du territoire et plus de 96% de la population sont exposés à au moins deux aléas, dont les ouragans, les inondations, les séismes, les glissements de terrain et les sécheresses, qui provoquent régulièrement des baisses importantes de la production agricole dans de nombreux départements. Ces phénomènes récurrents fragilisent le pays, entraînant une insécurité alimentaire et une augmentation des migrations.

Si la saison cyclonique 2021 dans l'Atlantique n'a pas atteint le niveau record de la saison 2020, les tempêtes tropicales Elsa et Grace ont provoqué des



inondations et des destructions de cultures dans les départements du Sud. La tempête Grace, qui a touché deux jours plus tard les mêmes départements que le séisme, a également ralenti le déploiement des équipes de secours.

La dégradation des écosystèmes marins et terrestres d'Haïti s'est également accentuée ces dernières années. Le pays a déjà perdu toutes ses forêts primaires, et les forêts restantes continuent de se réduire. Ces dernières années, la superficie forestière est tombée à 12,6% du territoire national et le couvert boisé est estimé à 36,3%.

La gestion des déchets - collecte et traitement - reste très rudimentaire. Seuls 12,4 % des déchets solides sont collectés, soit le taux le plus bas d'Amérique latine et des Caraïbes.

### Situation démographique

La population d'Haïti continue d'augmenter régulièrement. Selon les estimations de la Banque Mondiale, la population était de 11,4 millions d'habitants en 2020 avec un taux de croissance démographique en baisse depuis les années 1980 (2,4% en 1983 contre 1,2% en 2020).<sup>9</sup>

Le taux de mortalité brut chute progressivement de 23 pour 1 000 personnes en 1960 à 8 en 2019 (7.5 en moyenne mondiale). Le taux de fécondité a également diminué au cours des deux dernières décennies, passant de 6-6,5 enfants par femme pour la période 1950-1980 à 2,8 en 2019, avec un taux de fécondité plus important dans les zones rurales. Toutefois, cet indice reste le plus élevé d'Amérique Latine et des Caraïbes.<sup>10</sup>

Le taux de mortalité infantile a baissé (60.2 pour 1 000 naissances en 2009 contre 48 en 2019), mais reste élevé par rapport à la moyenne mondiale (28,2 enfants). Aussi, l'espérance de vie à la naissance diffère significativement de la moyenne mondiale (64 ans en Haïti contre 72,7 ans au niveau mondial), mais s'est améliorée puisqu'elle n'était que de 60 ans en 2011.

Malgré ces améliorations, la pauvreté persiste avec près de 60% de la population vivant toujours sous le seuil de pauvreté, une situation de précarité qui entraîne une migration externe soutenue des Haïtiens à la recherche d'une vie meilleure. Entre 1990 et 2020, le nombre de migrants haïtiens est passé de 525 000 à plus de 1,7 million, soit 15% de la population haïtienne.

### Infrastructures publiques et profil technologique

Le problème de l'accès aux services sociaux de base reste problématique en Haïti. Quelque 26% des ménages n'ont pas accès à des sources d'eau améliorées (41% dans les zones rurales et 5% dans les zones urbaines). Seuls 25% des ménages ont accès à des installations adéquates pour le lavage des mains avec du savon et 70% n'ont pas accès à un système d'assainissement amélioré.

Le pays compte environ 908 établissements de santé répartis dans les dix départements du pays et se classe au dernier rang des 34 pays de la région en termes de dépenses par habitant dans le secteur de la santé (2% du PIB contre 6% en moyenne mondiale). Cela se traduit par un nombre relativement faible de personnel et de lits disponibles (dix et quatre fois moins que la moyenne de la région), ainsi qu'au recours aux établissements privés, situés principalement en zones urbaines.

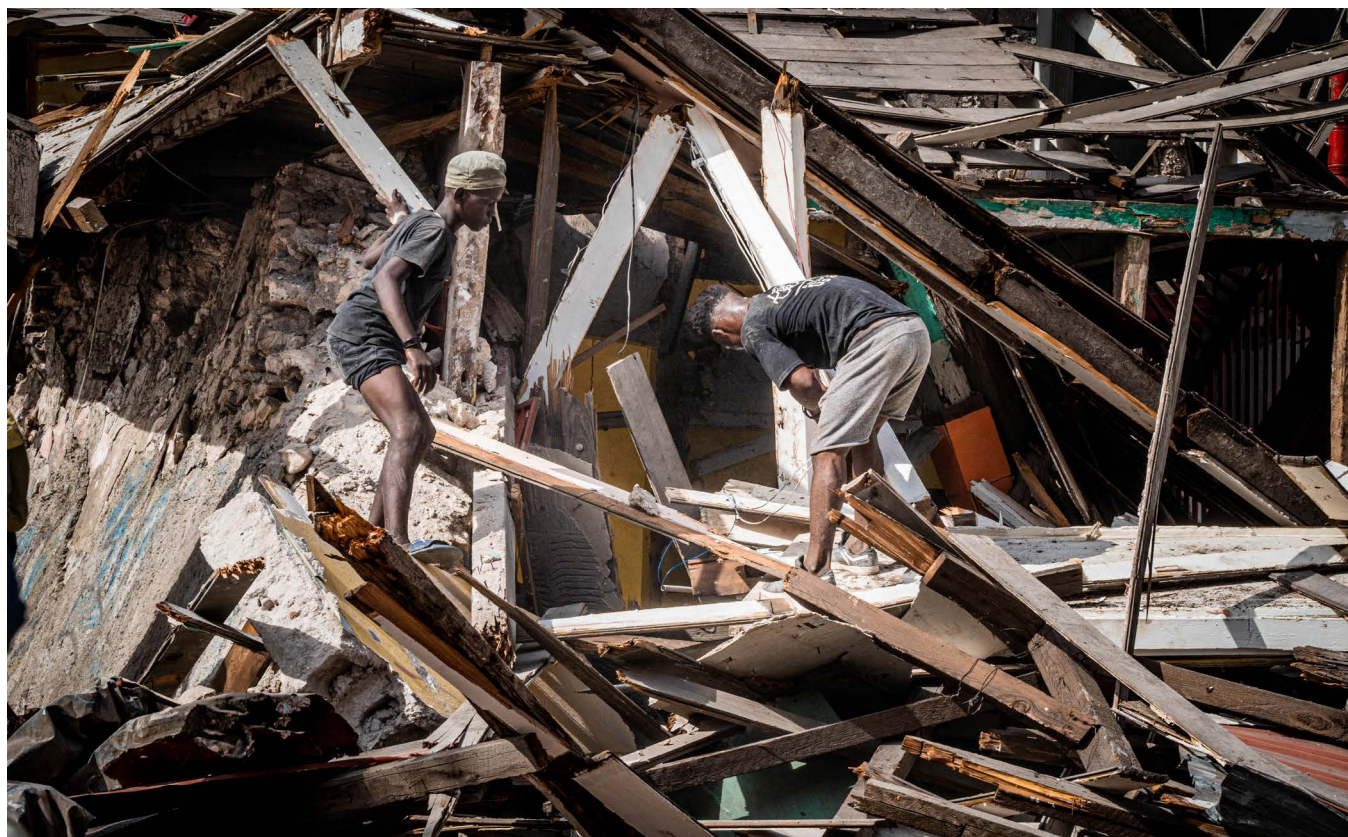
Sur les 21 000 écoles que compte le pays, plus de la moitié fonctionnent de façon précaire, sans accès à l'eau ni à l'électricité. Compte tenu des difficultés de déplacement et du faible taux de pénétration d'internet, notamment lors des nombreux épisodes de restriction de mouvement liés à l'insécurité ou à la rareté du carburant, les acteurs du système éducatif éprouvent des difficultés à rendre efficace les modalités d'enseignement à distance, risquant ainsi de laisser de nombreux enfants pour compte.

La précarité du réseau routier, en particulier dans les zones rurales, ou l'absence de routes, pose des contraintes d'accès aux services de base et à l'aide humanitaire. Une étude sur les besoins et contraintes logistiques des organisations humanitaires en Haïti menée en 2020 indique que 68% de l'accès est

mauvais, très mauvais ou impossible, en raison des risques sécuritaires ou des contraintes liées à l'état du réseau routier, seulement pavé à 20% et souvent impraticable en cas de fortes pluies.

Cette situation réduit la capacité des populations à accéder aux services de base ou aux agriculteurs d'écouler leurs productions. De plus, les marches de plusieurs kilomètres pour atteindre les hôpitaux, les écoles ou les sources d'eau augmentent la vulnérabilité des populations vivant dans les zones reculées ainsi que les risques liés aux violences.

Selon la Banque mondiale, en 2019, seulement 45% de la population avait accès à l'électricité. La disparité est importante entre les zones urbaines (80% - malgré une distribution très souvent sporadique) et rurales (moins de 1% contre 18% en 2003).<sup>11</sup> En 2021, le taux d'accès à internet en Haïti était de 37,3%, alors qu'il atteignait 74,8% en République dominicaine. Bien que le taux de pénétration d'internet reste faible, le nombre d'utilisateurs a augmenté de plus de 600 000 entre 2020 et 2021. Le nombre de connexions mobiles en Haïti en janvier 2021 était équivalent à 64,3% de la population totale, soit une augmentation de 3,1% par rapport à l'année précédente.



#### HAÏTI

A la suite du tremblement de terre du 14 août 2021 dans le Grand Sud. Photo : OCHA

## 1.2 Chocs et impact de la crise

### Le séisme du 14 août 2021

#### Exposition de la population au séisme

Haïti est situé dans une zone tectonique très active, à la frontière de deux plaques de la croûte terrestre : la plaque des Caraïbes et celle de l'Amérique du Nord. Ces plaques se déplacent l'une par rapport à l'autre à une vitesse d'environ 2 cm par an. Ces déplacements se traduisent par des phénomènes sismiques localisés principalement dans deux grandes zones de failles actives, le système de failles Septentrional et le système de failles Enriquillo (également appelé système de failles Enriquillo-Plantain-Garden). Mais la

frontière entre ces plaques n'est pas une ligne droite. Lorsqu'elles entrent en collision, les forces appliquées ouvrent des failles qui sillonnent la région.

Le séisme dévastateur de 2021 est probablement lié à celui de 2010, car si les pressions au niveau des failles sont libérées lors des tremblements de terre, elles poussent également les failles environnantes d'une manière propice à de futurs séismes.

Les analyses menées dans la région après le séisme de 2010 ont suggéré que le déplacement de la surface a augmenté la pression entre l'est, vers Port-au-Prince,



et l'ouest, vers l'épicentre du séisme du 14 août 2021 de magnitude 7,2.

Les troubles et la pauvreté se reflètent dans le développement du pays, où les structures sont construites avec des matériaux de qualité médiocre. De nombreux bâtiments sont en béton, un matériau bon marché utilisé pour construire des murs et des toits lourds et résistants aux ouragans. Cependant, une grande partie de ce béton n'est pas armé et s'effrite facilement face aux secousses sismiques.

Le tremblement de terre du 14 août, dont l'épicentre était situé à environ 13 km au sud-est de Petit Trou de Nippes, a affecté, dans les départements du Sud, des Nippes et de Grande Anse, pas moins de 800 000 personnes et environ 650 000 personnes se sont retrouvées en besoin d'une aide humanitaire d'urgence.

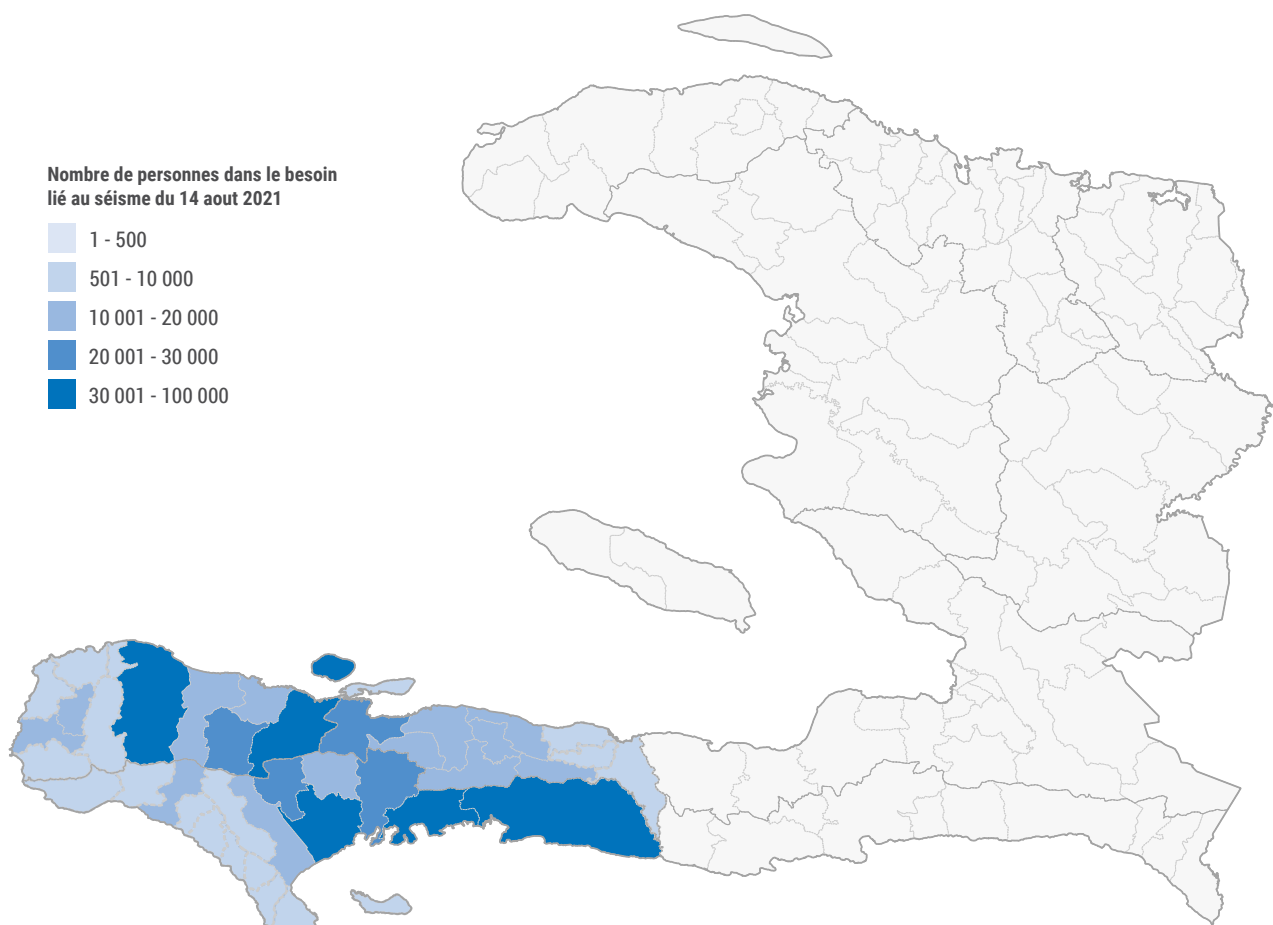
Il a causé la mort de 2 248 personnes, tandis que 12 763 personnes ont été blessées et 329 autres sont portées disparues. Près de 39 000 personnes ont été déplacées par la catastrophe.<sup>12</sup>

#### Impact du séisme sur les systèmes et les services

Selon l'évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA)<sup>13</sup>, le séisme a touché tous les secteurs sociaux. En plus de l'impact direct sur les personnes, les effets du tremblement de terre sont estimés à 1,6 milliard de dollars en termes de dommages et de pertes, ce qui représente 10,9% du PIB 2019-2020. Les secteurs du logement, de l'éducation et de la santé représentent 73% de l'impact total du séisme. Les coûts de la reconstruction durable et de la reprise économique sont estimés à environ 2 milliards de dollars.

Le secteur du logement a été le plus touché, avec

### Nombre de personnes dans le besoin dû au séisme du 14 août 2021



Sources: Secteurs, OCHA

plus de 115 000 maisons, dont environ 39 850 ont été détruites ou gravement endommagées. Le département du Sud a été le plus touché avec 62% du nombre total de maisons endommagées, suivi par les Nippes avec 24% et la Grand'Anse avec 14%. La proportion de maisons détruites en milieu rural est en moyenne 5 à 7 fois plus élevée que dans les centres urbains.

Dans le secteur de l'éducation, deuxième secteur le plus touché, 1 250 écoles, dont 530 écoles publiques, ont été endommagées ou détruites.

Les services de santé, déjà affaiblis par les crises précédentes et la pandémie de COVID-19, ont été particulièrement touchés. Avant le tremblement de terre, on comptait environ 9 600 habitants par établissement de santé dans la péninsule du Sud. Le tremblement de terre a touché 62% des structures de santé (97 au total), 23% avec des dommages sévères et 39% avec des dommages légers. Cela porte le nombre d'habitants par établissement de santé à plus de 13 200 si l'on suppose que le quart des établissements ne sont plus opérationnels.

Pas moins de 57 réseaux d'eau potable ruraux et 2 urbains (Les Cayes et Jérémie) ont été endommagés. Les dégâts se caractérisent principalement par la destruction de stations de pompage, de fissures dans les réservoirs d'eau et, de l'enfouissement de sources d'eau potable et d'infrastructures d'irrigation de terres agricoles suite aux nombreux glissements de terrain provoqués par le séisme et les pluies torrentielles tombées lors du passage de la tempête Grace.

### Impact du séisme sur les personnes

Le séisme du 14 août 2021 a aggravé les conditions socio-économiques des populations des trois départements touchés, qui ne s'étaient pas encore totalement remises des conséquences de l'ouragan Matthew de 2016 et des conséquences des crises de 2018-2020. Avant le séisme, la proportion de ménages en situation de pauvreté multidimensionnelle était de 46% dans le département du Sud, 60,7% dans la Grand'Anse et 41,8% dans les Nippes. Les affrontements entre les bandes armées en juin avaient déjà isolé la péninsule de la capitale et 400 000

personnes vulnérables n'avaient déjà plus accès à l'aide humanitaire.

Près de 34 000 femmes enceintes et allaitantes, plus de 5 200 personnes en situation de handicap et 167 000 enfants de moins de cinq ans ont été directement touchés par le tremblement de terre. Environ 30 000 familles continuent à vivre dans des maisons gravement endommagées nécessitant des réparations urgentes. Le tremblement de terre a déplacé près de 39 000 personnes sur 89 points de rassemblement à travers les trois départements. Le manque d'abris sûrs augmente le sentiment d'insécurité chez les femmes et les hommes (65% des organisations de femmes dans le Sud et 76% dans la Grand'Anse ont mentionné ce problème). L'évaluation préliminaire rapide des dommages et des besoins (EDAB) a révélé que les femmes étaient plus nombreuses que les hommes à ne pas avoir de logement dans les jours qui ont suivi le séisme, avec tous les risques de protection que cela comporte. Filles et garçons sont normalement sous la responsabilité de leurs parents, mais beaucoup ont dû quitter le foyer parental pour se réfugier dans les plaines ou dans la rue (surtout les garçons). Loin de la cellule familiale, ils sont plus actifs dans la recherche de moyens de subsistance. Les garçons risquent d'être entraînés dans des activités de petite délinquance, de mendicité, de travail des enfants, voire d'abus sexuels. Les filles courent un risque élevé de viol, de grossesse précoce et non désirée, et de maladies infectieuses comme le VIH, dans une région où la prévalence est élevée.

En l'espace de quelques minutes, pas moins de 379 000 personnes se sont retrouvées sans accès à l'eau potable et à l'assainissement. En septembre, à l'occasion de la rentrée des classes, plus de 300 000 élèves, plus de 7 500 enseignants et plus de 1 000 directeurs d'école n'ont pas pu rejoindre leurs établissements.

L'insécurité alimentaire dans les trois départements du Sud a augmenté de 41%. Entre septembre 2021 et février 2022, 754 000 personnes seront en situation d'insécurité alimentaire aiguë (IPC phase 3 et plus), dont 320 000 en situation d'urgence (IPC phase 4).<sup>14</sup>

Selon une enquête menée par CARE et ONU Femmes<sup>15</sup>, le séisme est à l'origine de la perte de ressources, d'emplois et de capitalisation des personnes du secteur informel, des femmes en particulier. Interrogés sur leur capital productif, 30% des femmes et 34% des hommes ont répondu avoir subi des pertes de revenus. Les femmes sont devenues plus dépendantes de leurs conjoints qui ont eux-mêmes perdu leurs ressources productives, leurs emplois et leurs biens. La diminution des activités rémunérées est de 26% chez les femmes interrogées et de 27% chez les hommes, et près de la moitié des membres des communautés (48%) ont déclaré que le manque d'activités économiques était le plus grand changement dans leur vie quotidienne. Les hommes et les femmes détenteurs de petites propriétés, privés de leurs commerces et de leurs entreprises économiques, se retrouvent endettés sans savoir comment rembourser leurs emprunts contractés auprès des banques et des institutions de microcrédit.

### Impact du séisme sur l'accès humanitaire

Le séisme a détérioré les conditions de vie des habitants des zones rurales en rendant l'accès aux services de base déjà difficile encore plus compliqué pour au moins 407 000 personnes

Selon le PDNA, 860 km de routes ont été endommagés, soit 32% du réseau routier de la péninsule du Sud, y compris la route nationale qui relie les villes des Cayes et de Jérémie. Le pont Dumarsais Estimé qui enjambe la rivière Grand'Anse à l'entrée de Jérémie, passage incontournable pour le transport terrestre entre la partie occidentale de la Grand'Anse et le reste de la péninsule, est impraticable pour les véhicules.

Dans les premiers jours de la réponse, plusieurs incidents ont contraint les partenaires humanitaires à utiliser des escortes armées pour protéger les convois terrestres. Afin d'augmenter la capacité de transport et minimiser les risques, des convois maritimes ont également été mis en place entre Port-au-Prince et les trois départements. En raison de l'insécurité croissante entre mi-octobre et mi-novembre dans les zones de Martissant et du port de Varreux, seul le pont aérien mis en place par le Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) était resté disponible pour les

mouvements du personnel humanitaire.

## Crise sociopolitique et sécuritaire

### Exposition de la population à la crise socio-politique et sécuritaire

Les défis institutionnels liés notamment aux reports successifs des élections, à l'assassinat du Président Moïse le 7 juillet 2021, à l'instabilité politique qui prévaut depuis plusieurs années ainsi qu'à l'absence de pouvoir exécutif et législatif pleinement opérationnel dans les paramètres établis par la Constitution, posent des obstacles majeurs au fonctionnement du pays et à la capacité de l'État à fournir des services de qualité à une population de plus en plus vulnérable et à la merci de bandes armées toujours plus présentes dans le quotidien des Haïtiens.

Les gangs sont depuis longtemps un des éléments caractéristiques de la violence en Haïti. Après l'escalade de la violence des gangs en 2003 et 2004, à une époque où le régime du Président Aristide était chancelant, ils sont revenus sur le devant de la scène lors du « *peyi lòk* » en 2019 et 2020. Ces gangs ont commencé à cibler et à rançonner leurs propres quartiers ou communautés, poussant un grand nombre d'habitants à abandonner ces zones. À partir de juin 2021, la zone métropolitaine de Port-au-Prince a connu un niveau et une expansion rapide de la violence liée aux gangs jamais enregistrés auparavant. Le nombre de personnes tuées, blessées et kidnappées entre juin et décembre 2021 a dépassé ceux documentés en 2019 et 2020.

Aucun quartier n'est désormais à l'abri de la violence. L'insécurité résultante des affrontements entre gangs pour le contrôle de territoires affecte directement des centaines de milliers de personnes en particulier dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince notamment dans les quartiers de Martissant, Miron, Bolosse, Lelio, Portail Leogâne, Cité de l'Éternel, Village de Dieu, La Saline, Bel-Air, Saint Joseph, Saint Martin, Bas-Delmas (2, 4 et 6), et Cité Soleil. Encore dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, presque complètement encerclée par la prolifération de gangs, on estime qu'entre 800 000 et un million de personnes se retrouvent prises au piège dans les quartiers



contrôlés par les bandes armées.

La police nationale et les opérateurs de la justice, de par leurs faibles capacités, ont rencontré plusieurs défis dans la mise en place des efforts efficaces visant à freiner l'expansion des activités des gangs surtout dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince.

### Impact de la crise sociopolitique et sécuritaire sur les systèmes et les services

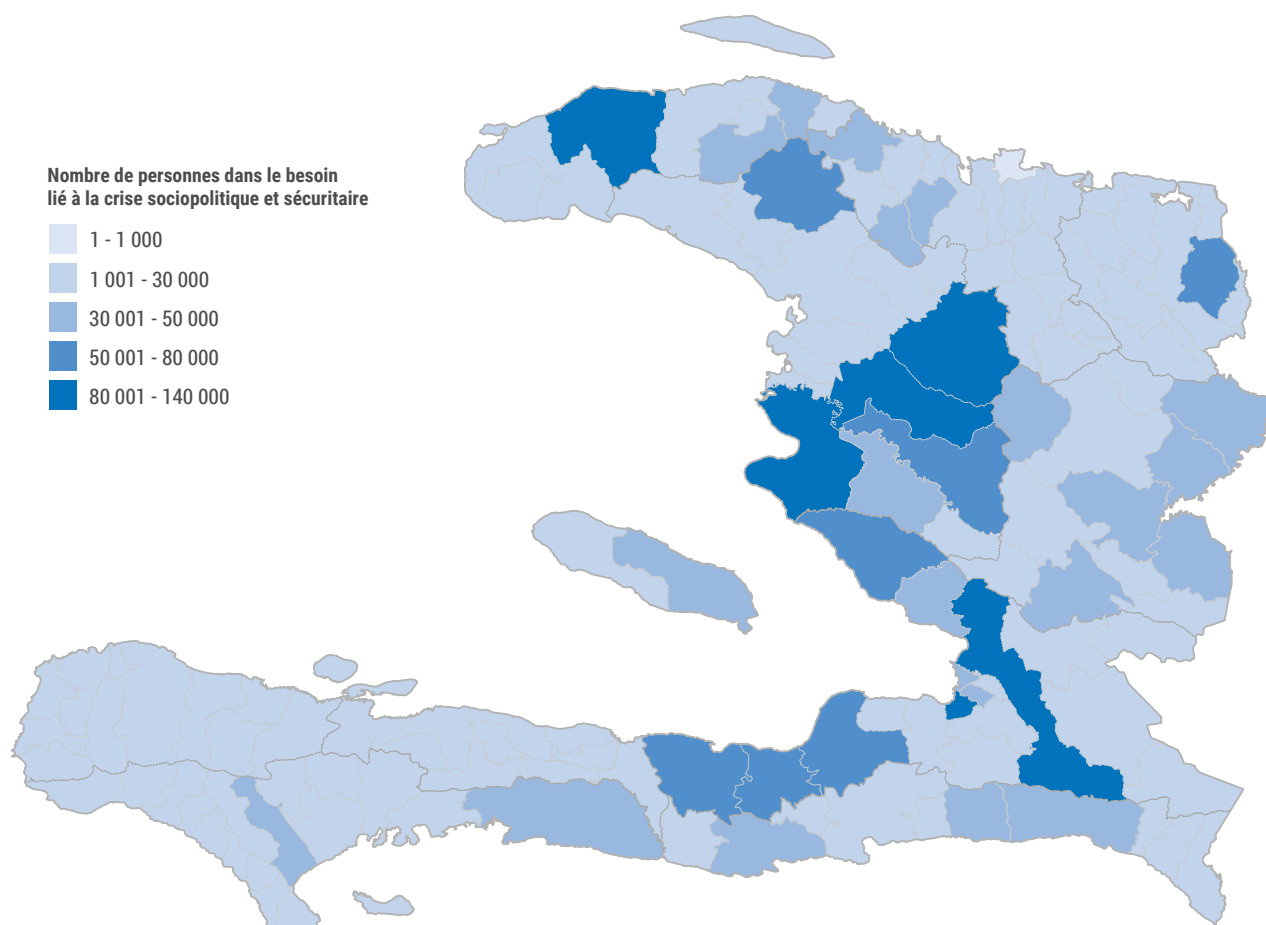
Les installations médicales et les acteurs de la santé n'ont pas été épargnés par la violence armée. Plusieurs attaques contre les acteurs ou établissements médicaux ont été rapportées. En juin 2021, par exemple, MSF Belgique a suspendu ses activités à Martissant après que son enceinte ait été attaquée par des éléments de gang. D'autres hôpitaux et établissements de santé ont également été confrontés à des difficultés similaires, qui ont été exacerbées par l'interruption de la distribution de carburant entre

septembre et novembre 2021.

La violence armée a également affecté directement ou indirectement le personnel médical. Le risque physique pris pour atteindre certaines zones leur a fait subir un stress psychologique supplémentaire. Des staffs médicaux ont été tués ou kidnappés, tandis que de nombreux véhicules ambulanciers sont la cible de tirs. En conséquence, de nombreux membres du personnel ont déserté leur poste. Dans ces circonstances, la violence est devenue un problème de santé publique, ayant un impact négatif sur l'accès aux soins médicaux pour plusieurs dizaines de milliers de personnes, notamment celles vivant dans des zones contrôlées ou influencées par des gangs.

Par ailleurs, l'état de santé des enfants se détériore. UNICEF indique que 58% des enfants n'ont pas reçu leur vaccination complète, 42% d'entre eux vivant dans les zones marginalisées, notamment Port-au-

## Nombre de personnes dans le besoin lié à la crise sociopolitique et sécuritaire



Sources: Secteurs, OCHA

Prince, Cité Soleil et Carrefour. Cette faible couverture vaccinale expose davantage les enfants aux maladies et aux épidémies.

L'accès à l'éducation a aussi été gravement affecté par la violence armée. De nombreux enfants, parmi lesquels des enfants déplacés ou ceux vivant encore dans les quartiers sensibles de la capitale, ont abandonné l'école et sont à risque d'être enrôlés par les gangs. Plus de 200 écoles de Martissant, de Gran Ravin, de Fontamara, de Bas-Delmas, de Cité Soleil, de La Saline et du Centre-Ville sont restées fermées laissant des milliers d'enfants en dehors de l'école.<sup>16</sup> Un grand nombre d'enfants, de jeunes, de parents, de directeurs d'écoles ou d'enseignants sont victimes de kidnapping ou d'actes de violence sur le chemin de l'école ou dans l'enceinte des écoles.

Malgré les efforts continus des partenaires, les sites de déplacement qui hébergent des centaines de ménages victimes de la lutte des gangs pour le contrôle des territoires, ne disposent pas des aménagements et des services appropriés pour permettre aux déplacés d'accéder aux services minimum. Les conditions d'hygiène et de protection dans ces abris sont critiques, ce qui suscite de vives inquiétudes dans un contexte d'augmentation des cas de COVID-19 et de risques croissants pour la protection des groupes vulnérables, notamment les femmes et les filles, les personnes âgées ou en situation de handicap.

### Impact de la crise socio-politique et sécuritaire sur les personnes

Le cumul des chocs politiques et des catastrophes naturelles a non seulement aggravé la situation économique et sociale des populations vulnérables, mais a également favorisé la montée et l'expansion de la violence armée contre les populations vivant les zones urbaines et périurbaines du pays. Entre janvier et novembre 2021, au moins 2 781 personnes ont été tuées, blessées ou enlevées, principalement dans la métropole de Port-au-Prince. Les hommes constituent la majorité des victimes (86 %), suivis des femmes (10%) et des enfants (4%). Les défenseurs des droits humains, les journalistes et certains acteurs du secteur judiciaire n'ont pas été épargnés par cette violence.

Les violences basées sur le genre, particulièrement les incidents de violences sexuelles, ont aussi connu une augmentation exceptionnelle (+400%) sur l'ensemble du pays en comparaison avec 2020, selon les services fournissant un appui aux victimes. Un niveau élevé de brutalité est souvent souligné, comme décrit dans un rapport public de MSF sur l'augmentation de la violence contre les femmes et des cas atroces à Port-au-Prince.<sup>17</sup>

Dans les zones marginalisées et enregistrant un accroissement de la violence armée, les enfants sont aussi enclins à rejoindre très jeunes les bandes criminelles et à s'identifier à leurs leaders, du fait de la précarité sociale et de l'absence d'opportunités économiques. La situation des enfants potentiellement associés aux bandes criminelles et/ou à risque de recrutement constitue une préoccupation majeure en matière de droit des enfants en Haïti.

Au moins 1,1 million de personnes à Port-au-Prince et 400 000 dans les départements du sud ont été affectées par la violence liée aux gangs entre juin et août 2021. Parmi les quelque 19 000 personnes qui ont été forcés de se déplacer en raison des combats entre gangs armés, un grand nombre d'enfants, de personnes âgées et en situation de handicap ainsi que des femmes enceintes ont dû trouver refuge sur des sites peu appropriés à les recevoir ou auprès de familles d'accueil. Des quartiers tels que Tabarre Issa, en mars, ou camp « La Piste » en juin ont été incendiés et pillés.<sup>18</sup>

On estime qu'il y a plus de 1,7 million de migrants haïtiens à travers le monde. Ce chiffre s'explique en partie par la situation socio-économique alarmante du pays et surtout, depuis 2019, par les troubles politiques, les tensions sociales et l'insécurité.

Les migrants haïtiens, une fois dans les pays de transit ou de destination, sont très fréquemment victimes d'abus et de mauvais traitements. Nombre d'entre eux qui sont expulsés vers les postes frontières officiels entre Haïti et la République dominicaine expliquent avoir été dépouillés de leur argent et de leurs effets personnels, privés de moyens de communication et d'accès aux services d'hygiène pendant leur

séjour dans le pays voisin. Une fois de retour chez eux, les migrants voient leurs vulnérabilités souvent exacerbées par la mise en œuvre limitée des droits économiques, sociaux et culturels et des problèmes d'ordre sécuritaire.

Les données statistiques recueillies par l'OIM via son réseau de surveillance des frontières et dans les Centres de ressources aux frontières (CRB) montrent que 65% des migrants ne détiennent généralement aucun document, contre 30% de la population au niveau national. La migration illégale et le manque de papiers favorisent davantage les activités irrégulières et constituent une entrave au respect des droits fondamentaux.

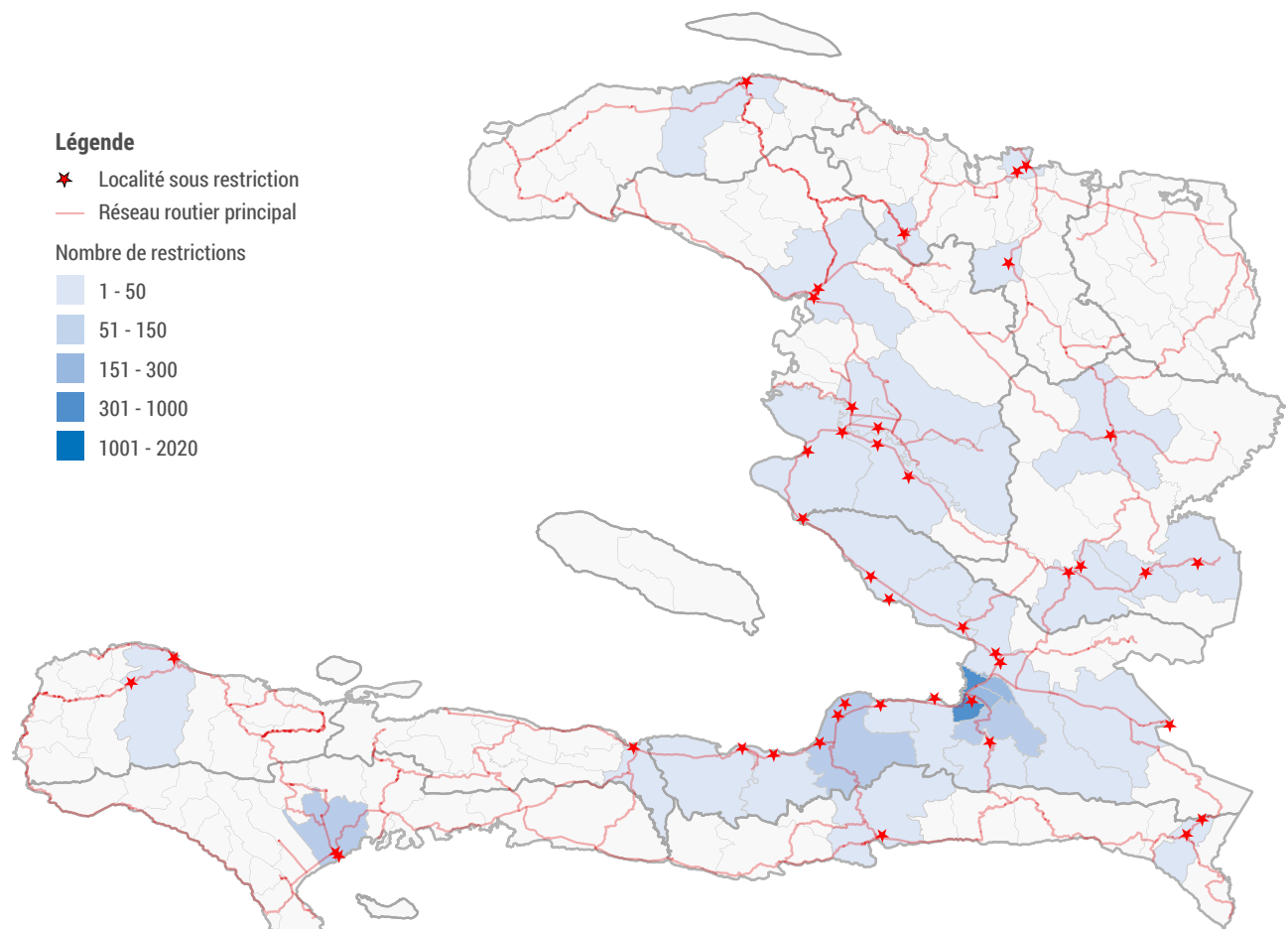
Bien qu'il n'y ait pas de statistiques officielles sur la traite des êtres humains en Haïti, la majorité des cas identifiés par les acteurs de la protection sont

des enfants employés comme domestiques, et les femmes et les travailleurs migrants sans papiers qui sont exploités dans le trafic sexuel et le travail forcé dans le pays et à l'étranger. Le risque de violence, y compris la violence sexuelle, la traite et la négligence, est plus élevé pour les enfants, notamment en raison des capacités limitées du Gouvernement haïtien à appliquer les principales dispositions de protection, à instituer des mécanismes d'assistance aux victimes de la traite et à poursuivre les trafiquants.

#### Impact de la crise socio-politique et sécuritaire sur l'accès humanitaire

Dès le début de l'année 2021, l'accès à une grande partie de la capitale haïtienne, Port-au-Prince, est restreint pour les organisations humanitaires en raison de l'insécurité accrue résultant de la présence et du contrôle exercé par les gangs armés. Pris au piège dans les territoires contrôlés par les gangs, de

### Restrictions de mouvement pour les agences des Nations unies en 2020



Source: UNDS



nombreux segments de la population sont restés hors de portée de prestataires de service de base et des partenaires humanitaires. Toutes les zones riveraines des deux côtés des routes nationales 1 et 2 (RN#1 et RN#2), ainsi que les parties basses de la route de Delmas, restent difficiles d'accès. Cette situation a considérablement restreint l'accès aux sites de déplacés internes dans la capitale et aux routes principales qui relient les départements et en particulier ceux touchés par le séisme dans le sud de la péninsule.

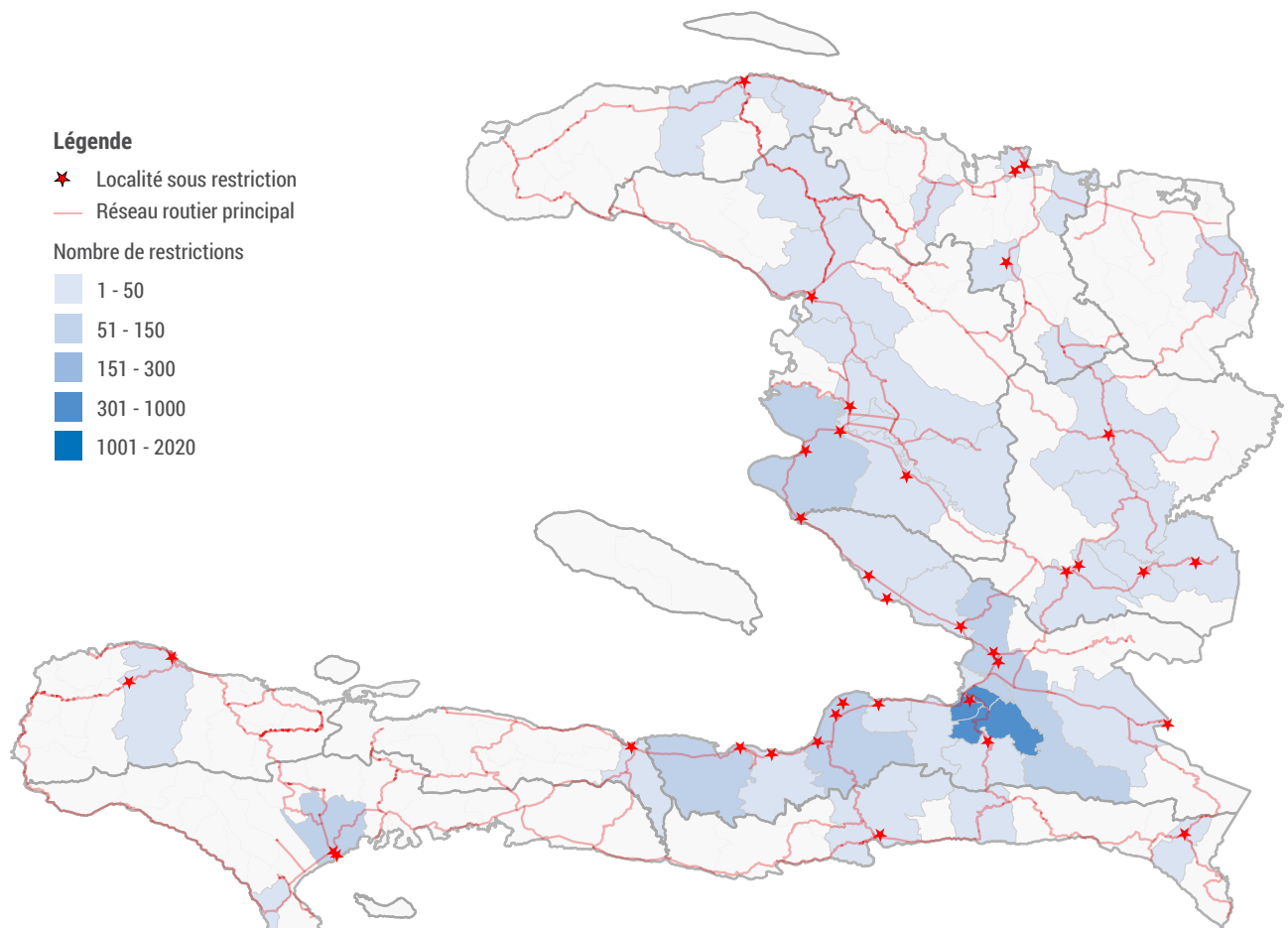
Les affrontements meurtriers dans la zone de Martissant, ont entraîné à partir du mois de juin, une restriction de l'accès aux routes menant aux quatre départements du sud du pays, donnant lieu à des pénuries de produits de première nécessité et paralysant encore davantage les activités socio-économiques mais aussi le fonctionnement des

structures sanitaires. Cette situation s'est propagée sur l'ensemble du pays, quand, en septembre, les perturbations importantes de la distribution de carburant ont mis à mal les services de secours, de santé, d'approvisionnement en eau, entre autres. Avec le développement d'un marché noir, les prix du carburant ont augmenté de façon spectaculaire, enregistrant une hausse du prix du carburant de 500 à 1 000% sur le marché noir.

Certains acteurs humanitaires ciblés par des attaques ont dû fermer leurs locaux et/ou relocaliser leurs interventions en dehors des zones à risque. En conséquence, l'accès aux populations vulnérables est devenu extrêmement risqué et périlleux.

Alors qu'à la suite du séisme du 14 août, l'accès par la RN#2, facilité par des escortes policières armées, a permis à quelque 46 convois d'aide humanitaire

## Restrictions de mouvement pour les agences des Nations unies en 2021



Source: UNDSS

d'atteindre le sud, dès la mi-octobre et pour plus d'un mois, l'accès au port maritime, notamment le port de Varreux à Cité Soleil, était sous le contrôle de gangs armés, entraînant une grave perturbation de la distribution de carburant qui a pratiquement paralysé le pays et les opérations humanitaires. Durant cette période, plus un seul convoi routier escorté n'a pu traverser le quartier de Martissant de Port-au-Prince.

Le transport humanitaire vers le nord (RN#1) et vers la République dominicaine voisine (RN#8) reste possible. Cependant, traverser les zones contrôlées par les gangs entraîne des défis logistiques complexes et des risques de sécurité supplémentaires. Au cours de l'année, de nombreux enlèvements ont été signalés le long de la RN#1, notamment près du quartier de Croix-des-Bouquets.

#### *Accès par voie maritime*

Le déploiement de moyens maritimes permettant de contourner les zones d'insécurité de la capitale, qui facilitent l'acheminement de l'aide humanitaire vers le sud, a été temporairement interrompu début novembre 2021 à la suite d'attaques contre ces navires et de menaces contre leurs propriétaires.

#### *Accès par voie aérienne*

L'aéroport international Toussaint Louverture de Port-au-Prince reste ouvert aux vols internationaux et domestiques. Même si l'aéroport est situé à proximité de diverses zones contrôlées par des gangs armés, il reste accessible par de multiples routes. UNHAS continue d'exploiter deux appareils pour soutenir le transport aérien du personnel humanitaire et des fournitures de secours dans le sud, mais sa capacité de fret reste limitée.

### **Impact de la crise du carburant sur les opérations humanitaires**

Les routes menant aux principaux terminaux pétroliers d'Haïti ont été bloquées par des gangs armés entre la mi-octobre et la mi-novembre, ce qui a considérablement entravé les distributions de carburant dans tout le pays. En raison de la détérioration de la situation, un nombre croissant de personnes se sont retrouvées sans accès aux services de base essentiels. Le manque de carburant

a affecté l'aide d'urgence, les services de santé, l'approvisionnement en eau, les services bancaires et des télécommunications dans tout le pays.

Le 5 novembre, près de la moitié des stations de pompage d'eau de l'agglomération de Port-au-Prince ont été fermées en raison des pénuries de carburant et d'électricité, dont les effets se sont fait sentir dans tout le pays.

En conséquence, un tiers des partenaires humanitaires avaient signalé un impact immédiat et significatif sur leurs opérations, y compris une réduction temporaire des activités. Selon une enquête menée par OCHA en novembre 2021, 34% des partenaires avaient fait état d'une réduction de 50% de leurs activités, et 18% de 80% de leurs activités. Près d'un partenaire sur dix a déclaré être complètement dysfonctionnel. On estime que 700 000 personnes ayant besoin d'aide dans le pays étaient hors de portée des acteurs en raison de la rareté du carburant.

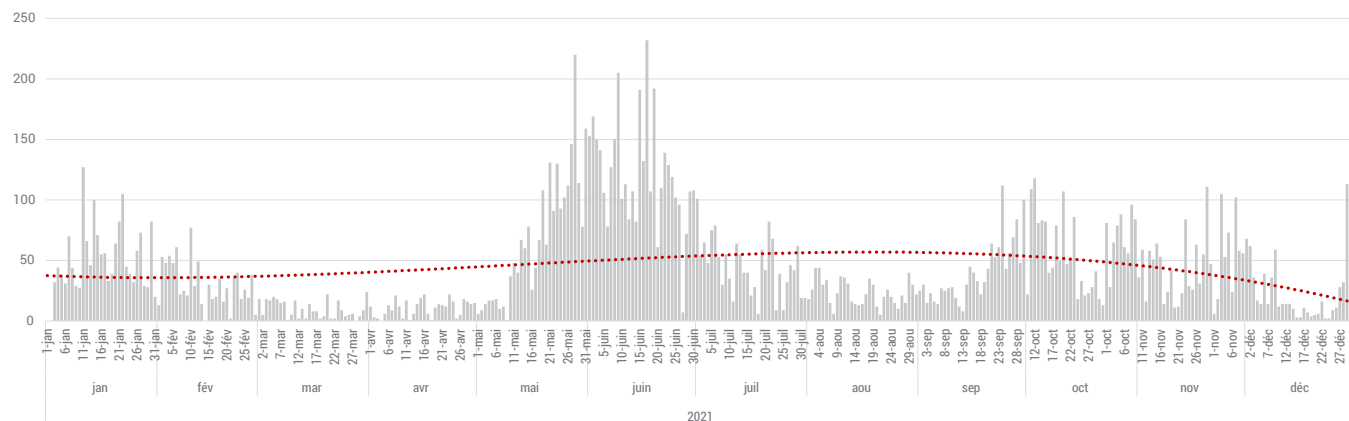
## **Pandémie COVID-19**

### **Exposition de la population à la COVID-19**

Le 19 mars 2020, les deux premiers cas de COVID-19 ont été confirmés en Haïti. Le même jour, le gouvernement a déclaré l'urgence sanitaire pour une période de quatre mois. Au 19 novembre 2021, le pays a enregistré 25 016 cas confirmés et 725 décès. Si le département de l'Ouest reste le plus touché avec 66% du nombre total de cas, les départements des Nippes, du Nord et du Sud ont enregistré les taux de létalité les plus élevés du pays (7,84%, 6,18% et 5,54% respectivement).

Après un premier pic en juin 2020, une deuxième augmentation des cas confirmés a pu être observée vers la période des fêtes de fin d'année 2020-2021. Une troisième vague, plus prononcée, a été relevée pendant les vacances scolaires d'été (juin 2021). Depuis la découverte des variants Mu et Delta en septembre 2021, une quatrième augmentation du nombre d'infections a été enregistrée. Chaque vague pourrait correspondre à une augmentation des visiteurs en provenance de l'étranger (fêtes de fin d'année, vacances scolaires) parmi lesquelles des cas

## Nombre de nouveaux cas confirmés Covid-19 (janvier - décembre 2021)



Source : Ministère de la Santé Publique et de la Population, Direction des Statistiques

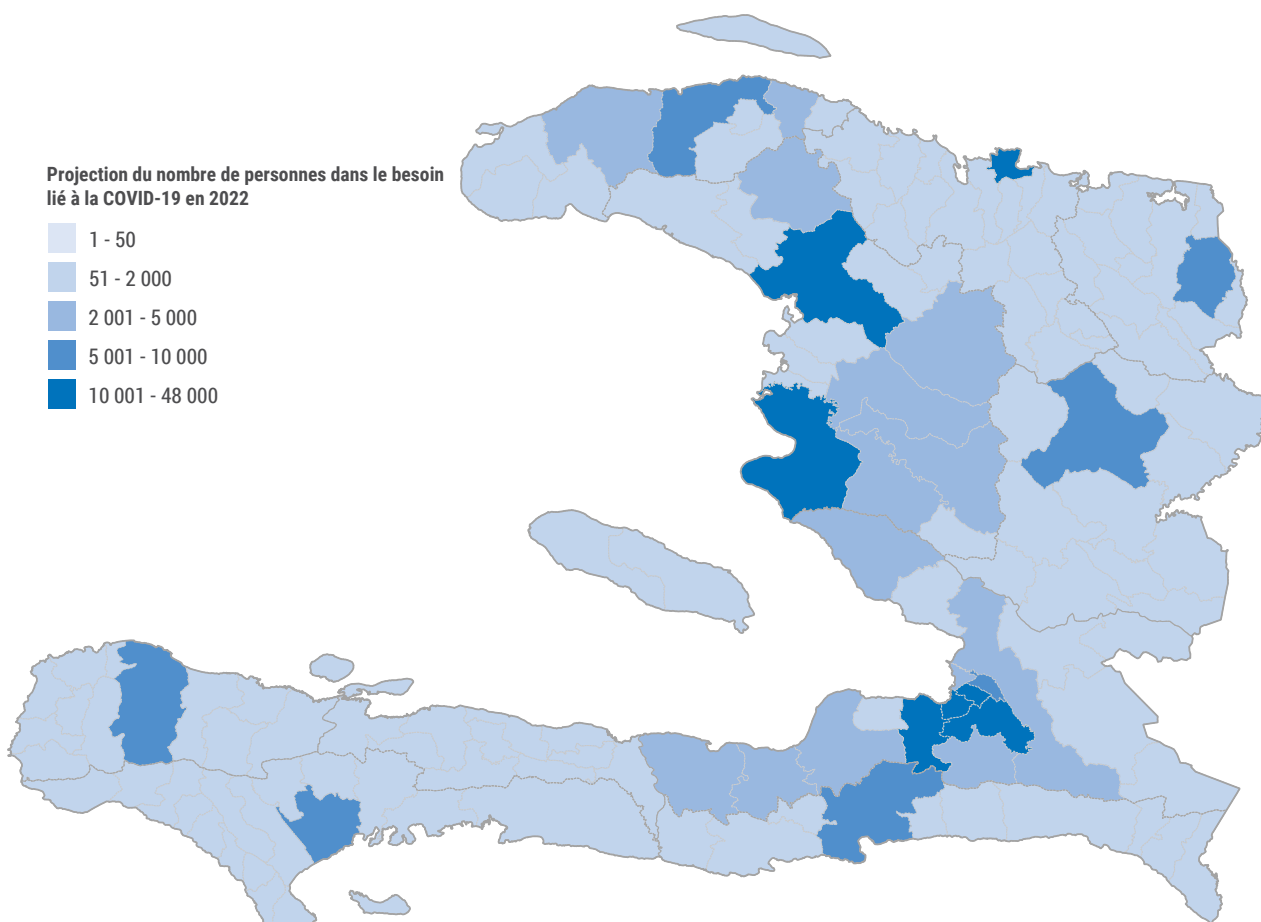
positifs ont été détectés.

### Impact de la COVID-19 sur les systèmes et les services

Après que le gouvernement ait décliné la livraison de

doses de vaccin contre la COVID-19 d'AstraZeneca en avril 2021, Haïti a accepté une livraison de 500 000 doses en provenance des États-Unis par le biais du mécanisme COVAX. Le MSPP a lancé une première phase de vaccination le 16 juillet. De nouvelles

## Projection du nombre de personnes dans le besoin dû à la COVID-19 en 2022



Sources: Secteurs, OCHA



donations continuent d'arriver dans le pays, mais à la fin octobre, seules 135 597 personnes avaient reçu au moins une dose de vaccin COVID-19, soit le taux de vaccination le plus bas des Amériques (0,6%). À la mi-octobre, le pays a même dû retourner 250 000 doses sur le point d'expirer vers d'autres pays où la demande était plus urgente.

Bien que le nombre de personnes infectées reste relativement faible par rapport à d'autres pays, la pandémie continue de faire peser un risque important sur les services publics, tels que les établissements de santé, et sur la fragile économie nationale.

La crise sanitaire a rendu plus difficile l'accès aux soins de santé. Selon une évaluation socio-économique de l'impact de la COVID-19 publiée en janvier 2021<sup>19</sup>, 43% des ménages ont déclaré ne pas avoir accès à un traitement médical régulier et à des médicaments, la principale raison invoquée étant que les services de santé et les médicaments sont trop chers. D'autre part, près de 48% des femmes n'avaient pas accès aux soins maternels ou à la planification familiale en raison du manque de ressources et faute de services de santé disponibles à proximité de la zone de résidence.

### Impact de la COVID-19 sur les personnes

Selon une enquête menée par CARE en avril 2021<sup>20</sup>, avant le pic de violence en juin et le tremblement de terre du 14 août, une majorité des personnes interrogées avaient subi une perte de leurs moyens de subsistance et déclaré que la COVID-19 avait affecté leur capacité d'épargne. Pour plus de la moitié d'entre elles, la diminution se situait entre 60 et 80% de leurs revenus. La proportion de femmes qui n'ont pas d'emploi rémunéré est passée de 17% à 39%, tandis que celle des hommes est passée de 9% à 24%.

Dans l'enquête, les hommes et les femmes ont indiqué que l'accès aux soins de santé était leur première priorité (50 % des répondants), avant le soutien aux moyens de subsistance et un abri sûr.

Surtout dans les premiers mois de la pandémie, le confinement et la peur du virus ont conduit à davantage de discrimination et de stigmatisation, notamment à l'encontre des personnes handicapées

et des personnes âgées. La distanciation sociale préconisée avait entraîné une détérioration des conditions de vie de ces personnes, rendant très difficile l'accès à l'aide sociale, aux soins médicaux appropriés et à la nourriture.

### Impact de la COVID-19 sur l'accès humanitaire

En raison du faible nombre de cas et de décès par rapport aux autres pays de la région, en 2021, la COVID-19 n'aura eu qu'un impact limité sur l'accès humanitaire en Haïti, notamment lors de la réponse au tremblement de terre. Cependant, sur les sites de déplacés dans la capitale et sur les points de rassemblement dans les départements du Sud, la gestion des risques de contamination liés à la pandémie a posé des défis majeurs aux partenaires, notamment en raison du manque d'espace pour la distanciation sociale et l'isolement des cas suspects et confirmés.

## Chocs climatiques

### Exposition de la population aux chocs climatiques

Haïti est très vulnérable aux risques climatiques. Selon les indices de gestion des risques (INFORM 2021)<sup>21</sup>, qui vont de 0 (aucun risque) à 10 (risque très élevé), Haïti est à haut risque pour tous les aspects des chocs climatiques (7 en moyenne). Le changement climatique est également une préoccupation majeure en Haïti. La position du pays dans le bassin des Caraïbes en fait une voie privilégiée pour les cyclones qui, avec les inondations et les sécheresses, constituent les principales menaces climatiques sur l'environnement. De plus, le risque de tremblements de terre, de glissements de terrain et de raz-de-marée est élevé.

L'environnement haïtien est par ailleurs soumis à une série de pressions anthropiques, dont les plus importantes sont la déforestation et l'urbanisation incontrôlée de zones écologiquement sensibles dans les grandes villes, notamment Port-au-Prince, entraînant une utilisation irrationnelle de l'espace. La croissance démographique soutenue reste également un facteur important de pression sur l'environnement.

Des précipitations inférieures à la normale ont affecté

la performance de la campagne agricole de printemps (qui représente environ 50% de la production annuelle) dans plusieurs zones agroécologiques. Ces pertes de récoltes, combinées aux ralentissements des activités économiques liées en partie par la violence des gangs armés, les perturbations dans la distribution de carburant et à l'inflation ont largement contribué à la diminution du pouvoir d'achat des ménages les plus pauvres.

### Impact des chocs climatiques sur les systèmes et les services

En 2021, les déficits pluviométriques enregistrés dans plusieurs départements notamment le Centre, Nord, Nord-Est, Ouest et Sud-Est), n'ont pas permis au sol de maintenir un taux d'humidité suffisant pour assurer la croissance et le développement normal des plantes saisonnières à cycle court comme le haricot et le maïs ce qui se traduira par la perte de biens productifs, y compris des intrants, limitant la performance de la

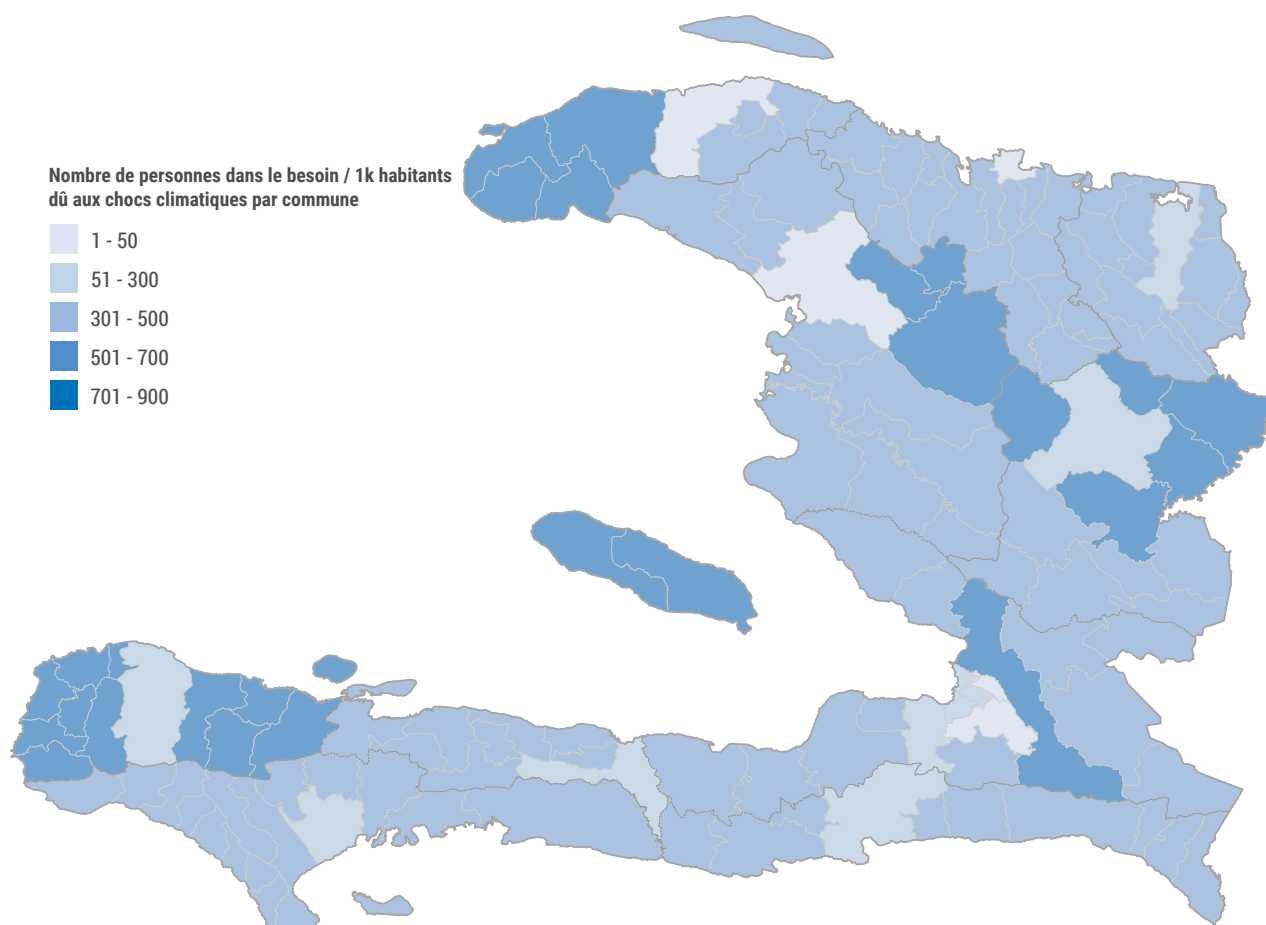
campagne agricole d'automne. Outre la situation pluviométrique déficitaire, les inondations liées au passage de la dépression tropicale Grace ont endommagé les récoltes de la saison estivale et l'élevage du bétail domestique et par conséquent limitent la performance agricole d'automne dans les régions déjà affectées par le séisme.

### Impact des chocs climatiques sur les personnes

Ces précipitations inférieures à la normale, l'impact du séisme et des tempêtes tropicales Elsa (juillet) et Grace (août), combinés aux ralentissements économiques dus à l'insécurité et à l'inflation, ont gravement affecté le pouvoir d'achat des ménages les plus pauvres et leur capacité à accéder à la nourriture.

L'accès à l'eau dans les régions concernées par ce déficit hydrique reste difficile pour un grand nombre de ménages. Selon une étude réalisée par REACH en

## Nombre de personnes dans le besoin par mille habitants dû aux chocs climatiques



Sources: Secteurs, OCHA

partenariat avec Catholic Relief Services (CRS), en juillet 2021, 42% des personnes interrogées ont déclaré que leur ménage était confronté à des problèmes d'approvisionnement en eau principalement en raison de la sécheresse.<sup>22</sup>

### **Impact des chocs climatiques sur l'accès humanitaire**

Les fortes pluies qui ont accompagné la tempête tropicale Grace ont perturbé les opérations de sauvetage et la recherche de survivants dans les décombres au lendemain du séisme. Les habitants ont été confrontés à un dilemme entre la crainte de s'abriter dans des bâtiments encore debout et le risque d'effondrement dû aux répliques sismiques, et la nécessité de se protéger des pluies torrentielles.

Les pluies des 16 et 17 août ont occasionné des inondations et des glissements de terrain dans plusieurs régions du Grand Sud, bloquant des routes, détruisant des ponts sur des lignes d'approvisionnement vitales et perturbant l'acheminement des secours.





HAÏTI  
Photo : FNUAP

## 1.3

## Portée de l'analyse

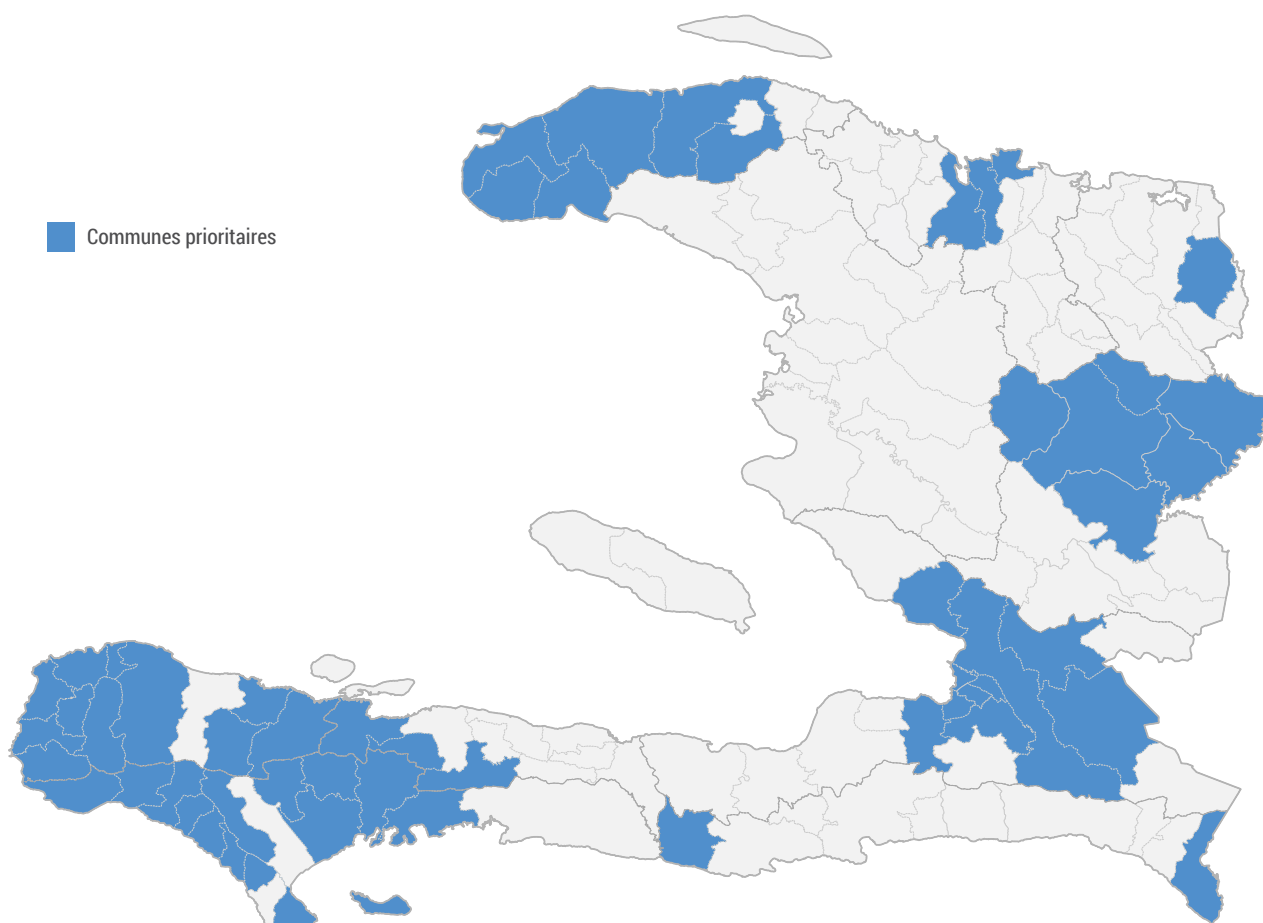
## Considérations contextuelles

En 2021, quatre chocs majeurs ont ébranlé l'ensemble du tissu social haïtien : (a) le tremblement de terre dévastateur du 14 août, (b) la dégradation de l'espace économique et sociopolitique avant et après l'assassinat du Président le 7 juillet, (c) la résurgence de la violence, notamment dans la capitale Port-au-Prince, et (d) la crise sanitaire persistante liée à la pandémie de COVID-19.

## Considérations géographiques

L'analyse multisectorielle a permis d'identifier les zones géographiques dans lesquelles les niveaux de vulnérabilité multidimensionnelle étaient les plus élevés. Ainsi, 58 des 146 communes du pays affichent un taux de vulnérabilité multidimensionnelle supérieur à la moyenne nationale. Celles-ci peuvent être divisées en quatre groupes : les communes frappées par le séisme (départements de la Grand'Anse, des Nippes et du Sud), celles sujettes à la violence et également à la plus grande exposition à la COVID-19 (département de

## Communes prioritaires



Sources: Secteurs, OCHA

l'Ouest), celles touchées par le déficit pluviométrique et la forte insécurité alimentaire (départements du Nord-Ouest et du Centre) et enfin les communes frontalières par lesquelles transitent les migrants et les rapatriés en provenance de la République Dominicaine (voir chapitre 4 pour plus d'information sur la méthodologie).

### Vulnérabilités spécifiques

L'analyse des données sectorielles et contextuelles ont confirmé les cinq groupes de personnes vulnérables identifiés dans l'aperçu de besoin humanitaire de 2021, à savoir : 1) les femmes et filles (notamment les femmes enceintes et les mères célibataires, les femmes et les filles survivantes ou à risque de violence); 2) les enfants et les jeunes (de moins de 5 ans et en âge scolaire), 3) les personnes en situation de handicap et les personnes âgées; 4) les personnes en situation de déplacement (rapatriées, expulsées et

déplacées internes); 5) les personnes vivant dans des zones éloignées, isolées ou difficile d'accès.

Ces personnes sont particulièrement vulnérables face à la violence ou aux abus, ont un accès réduit voire totalement absent aux services essentiels. Les différents aspects de l'évolution des vulnérabilités de ces groupes sont décrits ci-dessous (voir section 1.4.).

### Matrice de la portée de l'analyse

Groupes de population					
	Pers. en IPC 4	Impact Covid-19	Pers. déplacées dû à l'insécurité	Pers. affectées par le tremblement de terre du 14 août	Zones enclavées
Artibonite	Non	Oui	Non	Non	Oui
Centre	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Grande'Anse	Non	Oui	Non	Oui	Oui
Nippes	Non	Oui	Non	Oui	Oui
Nord	Non	Oui	Non	Non	Oui
Nord-Est	Non	Oui	Non	Non	Oui
Nord-Ouest	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Ouest	Oui	Oui	Oui	Non	Non
Sud	Non	Oui	Non	Oui	Oui
Sud-Est	Non	Oui	Non	Non	Oui



# 1.4

## Conditions humanitaires, sévérité et personnes dans le besoin

### Groupes les plus vulnérables

Millions (M)/milliers de personnes (k)

GROUPES VULNÉRABLES	POPULATION TOTALE	MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE	PAR GENRE FEMMES/HOMMES (%)	PAR ÂGE ENFANTS/ADULTES/ PERS. ÂGÉS (%)
Femmes vulnérables	3,3M	1,1M	737k	799k	406k	241k	100 / 0	0 / 100 / 0
Enfants	4,8M	1,4M	930k	1,4M	690k	409k	57 / 43	100 / 0 / 0
Personnes en situation de handicap	1,6M	570k	369k	391k	199k	118k	57 / 43	50 / 40 / 10
Personnes âgées	1,2M	441k	286k	271k	137k	82k	57 / 43	50 / 40 / 10
Déplacées / Retournées / Rapatriées	85k	-	-	37k	48k	-	41 / 59	10 / 80 / 10
Personnes vivant dans les zones enclavées	4,9M	2,2M	1,5M	677k	344k	204k	64 / 36	50 / 40 / 10

HAÏTI  
Photo: FNUAP





## Groupe de population 1 - Femmes et filles vulnérables

(e.g. enceintes, allaitantes, mères célibataires, à risque / victimes des violences, isolées, travailleuses de sexe, femmes en situation de handicap)

POPULATION TOTALE	DONT: MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
<b>3,3M</b>	<b>1,1M</b>	<b>739k</b>	<b>797k</b>	<b>405k</b>	<b>240k</b>

Les femmes et les filles (enceintes, allaitantes, mères célibataires, à risque / victimes de violences, isolées, femmes en situation de handicap), en particulier dans les zones contrôlées par les gangs, sont régulièrement victimes de violences et d'abus. De nombreux témoignages font état de la souffrance des femmes et des filles survivantes de viols, d'enlèvements, d'abus et d'exploitation.

Les femmes et filles haïtiennes sont confrontées à de nombreux défis qui diminuent ou limitent leur capacité à répondre à leurs besoins fondamentaux. Elles font généralement partie des groupes les moins éduqués, et celles qui vont à l'école n'ont pas les mêmes chances que les hommes d'atteindre le niveau universitaire.

L'accès aux services de santé reproductive et maternelle, déjà mis à mal par le « peyi lòk » en 2019 et la pandémie de COVID-19 en 2020, s'est encore réduit dans les communes touchées par le séisme, mais aussi dans une grande partie de la zone métropolitaine de la capitale. Selon une enquête menée en août<sup>23</sup>, près de 7 prestataires de services sociaux sur 10 interrogés ont déclaré avoir observé qu'après le séisme, les femmes avaient un accès limité ou inexistant aux soins de santé. Le problème d'accès à la nourriture rend les femmes enceintes et les jeunes enfants plus vulnérables à un apport insuffisant en micronutriments, ce qui peut entraîner des limitations du développement et des handicaps, et les rendre plus vulnérables aux maladies et aux infections.

Le chômage structurel touche davantage les femmes. Sur le marché du travail, les femmes sont peu

nombreuses et la plupart travaillent dans le secteur informel. Avec un revenu plus faible, les dépenses pour l'alimentation et l'éducation représentent une part élevée du revenu des femmes, et les mères célibataires se trouvent dans une situation encore plus précaire (45% de foyers seraient dirigés par les femmes en 2020<sup>24</sup>). Dans les zones rurales, les femmes ont encore moins de capacités économiques, éducatives et sociales. L'accès aux services sociaux de base est très difficile, voire inexistant, dans les régions éloignées et isolées.

Les sites de déplacés internes, dont beaucoup restent difficiles d'accès pour les organisations humanitaires, n'offrent pas les conditions nécessaires à la protection des femmes et des filles. Il n'y a guère d'espaces où elles peuvent avoir suffisamment d'intimité, et la promiscuité favorise également la violence sexuelle, y compris à l'égard des mineurs. Pour de nombreuses femmes qui ont perdu leur maison et leurs sources de revenus, les mécanismes d'adaptation négatifs tels que le sexe transactionnel sont souvent le dernier moyen de rapporter un peu d'argent à la famille.

L'analyse rapide de genre menée en août par CARE et ONU Femmes dans les trois départements touchés par le séisme indique que les femmes font partie des groupes les plus affectés par les situations de catastrophe. Quelque 34 000 femmes enceintes et allaitantes ont été directement affectées par le séisme. Statistiquement victimes d'une répartition inégale des richesses et des ressources, elles se retrouvent souvent avec des ressources limitées et des enfants à charge. Environ 30% des femmes interrogées ont déclaré avoir perdu leur capital productif et être

devenues de plus en plus dépendantes de leurs conjoints qui ont eux-mêmes perdu leurs ressources productives, leurs emplois et leurs biens, se retrouvant ainsi souvent endettées. L'analyse a également montré que la surcharge de travail retombe majoritairement sur les femmes, partagées entre la recherche d'aide, d'eau et le soin des enfants. Près de 68% des prestataires de services sociaux interrogés ont observé que les femmes avaient un accès limité ou inexistant aux soins de santé. Par ailleurs, le système de santé haïtien ne fournit pas de services de soins gratuits, ce qui exclut davantage les femmes de l'accès aux soins.

En ce qui concerne la participation des femmes et filles dans l'action humanitaire, s'il est vrai qu'en Haïti, les femmes sont souvent en première ligne de la réponse de par leur rôle de pourvoyeur de soins (mère, infirmière, femme de ménage, etc.) dans la société, il n'en demeure pas moins qu'elles influencent très peu les cadres de prise de décision et par conséquent la

programmation en contexte humanitaire. Si 79% des répondants ont déclaré que les femmes participent aux prises de décision à toutes les étapes de la réponse (évaluation, gestion et coordination), cependant leur influence sur les décisions reste faible (22%) par rapport aux hommes (52%). Les causes mentionnées expliquant cette faible capacité à influencer sont entre autres : la faible capacité de leadership des femmes, l'invisibilité des femmes dans les postes de décision au niveau humanitaire, les barrières socioculturelles à la participation des femmes dans la sphère publique et les faibles capacités matérielles, humaines et financières des organisations de femmes/ femmes leaders.

#### HAÏTI

Photo: FNUAP



## Groupe de population 2 - Enfants (moins de 5 ans, âge scolaire)

POPULATION TOTALE	DONT: MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
<b>4,8M</b>	<b>1,4M</b>	<b>928k</b>	<b>1,4M</b>	<b>691k</b>	<b>410k</b>

Malgré les progrès réalisés ces dernières années, la situation en matière de protection de l'enfance en Haïti reste préoccupante. Plus d'un enfant sur cinq ne vit pas avec ses parents biologiques et des milliers sont placés dans des institutions. De nombreux enfants sont privés de leurs droits fondamentaux, en particulier leur droit à l'identité et à l'accès à l'éducation et autres services essentiels car ils ne sont pas enregistrés à leur naissance. Le tremblement de terre et la violence des gangs ont également réduit fortement l'accès à la santé et à l'éducation de centaines de milliers d'enfants. En 2021, pas moins de 10 000 enfants ont été contraints de se déplacer en raison des violences dans la capitale. En octobre, on estimait que plus de 250 000 enfants n'avaient toujours pas pu rejoindre les bancs de l'école dans les communes affectées par le séisme.

Les enfants haïtiens sont affectés de manière disproportionnée par les risques de protection. On estime qu'au moins un enfant sur cinq affecté par les chocs, crises et les catastrophes a besoin d'une prise en charge psychosociale individuelle. Une fille sur quatre et un garçon sur cinq sont victimes de violences sexuelles. Dans les zones marginalisées et enregistrant un accroissement de la violence armée, les enfants sont enclins à rejoindre très jeunes les bandes criminelles, du fait de la précarité sociale et de l'absence d'opportunités économiques. La situation des enfants potentiellement associés aux bandes armées et/ou à risque de recrutement constitue une préoccupation majeure en matière de droit des enfants.

Selon UNICEF, 300 000 enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique, 50 000 de malnutrition aiguë et 850 000 sont anémiques. Selon

une enquête menée dans les départements affectés par le séisme, 33% des filles et 28% des garçons ont mentionné que le manque d'accès à la nourriture était l'une de leurs plus grandes préoccupations.





## HAÏTI

Personnes déplacées suite au tremblement de terre  
du 14 août 2021. Photo: OCHA



## Groupe de population 3 - Personnes en situation de handicap et personnes âgées

POPULATION TOTALE	DONT: MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
<b>2,7M</b>	<b>966k</b>	<b>626k</b>	<b>605k</b>	<b>307k</b>	<b>182k</b>

Selon les données des Nations Unies (utilisées par le mouvement haïtien des personnes handicapées), 10% de la population haïtienne présente un handicap (56% de femmes et 44% d'hommes). Les personnes âgées, dont 8 sur 10 ont au moins une forme de handicap, représentent 7% de la population selon l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI).

En 2021, de nombreuses personnes en situation de handicap ont été particulièrement affectées. Par exemple, le camp « La Piste », où des centaines de personnes handicapées avaient trouvé refuge après le tremblement de terre de 2010, a été incendié par des hommes armés le 17 juin. Les familles, dont beaucoup avaient été évacuées par les volontaires d'une organisation locale alors que les combats faisaient rage, ont été provisoirement logées dans une petite école de la commune de Pétion-Ville, seul espace disponible pour accueillir ces familles dans des conditions sanitaires déplorables. Les quelque 150 ménages ont finalement pu retrouver un logement en octobre.

De plus, selon le Bureau du Secrétaire d'État à l'Intégration des Personnes Handicapées (BSEIPH), au moins 4 400 personnes vivant avec un handicap ont été affectées par le séisme du 14 août (dont 445 personnes âgées), parmi lesquelles cinq sont décédées, 35 ont été blessées et huit sont portées disparues. Plus de 600 maisons de personnes vivant avec un handicap ont été détruites et plus de 1 600 endommagées. Le BSEIPH a également signalé un manque d'accès à l'aide humanitaire pour les personnes handicapées. L'accès aux distributions et autres services humanitaires se heurte souvent à des difficultés en raison de leur manque d'accès à

l'information (médias non adaptés), de l'inaccessibilité des transports ou des lieux de distribution sélectionnés. Elles sont souvent livrées à elles-mêmes en étant privées d'eau potable, d'abri, de nourriture, de soins de santé, de soutien psychosocial, d'équipement adapté et en n'ayant pas les moyens financiers d'acheter certains biens de base. Les personnes âgées, lorsqu'elles sont seules, sont confrontées à des défis similaires.

Les enfants et les jeunes handicapés ont aussi généralement moins accès à l'éducation. Le recensement scolaire de 2011 (dernières données disponibles) a révélé un taux de scolarisation de 8 à 10% pour les enfants et les jeunes handicapés en âge scolaire, contre 90% pour les enfants et les jeunes sans handicap. L'accès à l'éducation a été aggravé par la COVID-19, le tremblement de terre dans les trois départements du sud, et la forte augmentation de la violence liée aux gangs. Il existe également des limitations structurelles, à savoir des bâtiments non accessibles, et le nombre réduit de personnel spécialisé certifié à la disposition des personnes handicapées. Ces limitations se reflètent dans plusieurs domaines, dont les services de santé, qui ne sont souvent pas équipés et adaptés aux besoins des personnes handicapées.

Suite aux différents chocs qui ont marqué l'année 2021, la santé (physique et mentale) de la population handicapée est marquée par la dépression, la peur, l'aggravation d'un handicap préexistant, des déficiences psychosociales ou physiques, un sentiment d'impuissance, des difficultés d'accès aux services médicaux et des risques de violations des droits humains. Elles sont également confrontées à

de graves difficultés liées à la nutrition, à l'intégrité physique et à la mobilité. En particulier, les femmes et les filles vivant avec un handicap sont soumises à une incidence accrue de violence physique, sexuelle, mentale et économique. L'exclusion sociale et la stigmatisation des personnes âgées et des personnes vivant avec un handicap suscitent également de vives inquiétudes. Les organisations et associations qui travaillent pour et avec les personnes handicapées ont signalé une augmentation significative de la mendicité.



#### HAÏTI

Personnes en situation de handicap  
déplacées. Photo: OIM

## Groupe de population 4 - Personnes en situation de déplacement (PDI / retournées / rapatriées / expulsées)

POPULATION TOTALE	DONT: MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
<b>85k</b>	-	-	<b>37k</b>	<b>48k</b>	-

Un autre groupe particulièrement vulnérable est la population déplacée, retournée, rapatriée ou expulsée dont l'accès limité aux services de base compromet la survie. Sur les 800 000 personnes touchées par le tremblement de terre du 14 août, l'OIM a recensé près de 39 000 personnes déplacées.

L'année 2021 a également été marquée par une crise migratoire. Au cours de l'année, 19 629 migrants haïtiens ont été rapatriés par voie aérienne et maritime (11 749 hommes, 4 711 femmes, 1 625 garçons et 1 544 filles) contre 2 073 tout au long de 2020. En septembre et octobre, un pic de retours a été enregistré. En effet, entre le 19 septembre et le 19 octobre 2021, soit en l'espace d'un mois seulement, OIM, en soutien à l'Office National des Migrations (ONM), a fourni une assistance post-retour à plus de 10 800 migrants haïtiens (6 586 hommes, 2 456 femmes, 920 garçons et 869 filles) rapatriés des États-Unis, du Mexique, de Cuba, des Bahamas et des îles Turques et Caïques.<sup>25</sup> Par voie terrestre depuis la République Dominicaine, à travers les 4 principaux points frontaliers officiels (Ouanaminthe, Belladère, Malpasse et Anse-à-Pitres), 24 819 migrants haïtiens ont été rapatriés ou expulsés en 2021 (21 060 hommes, 2 912 femmes, 603 garçons, 244 filles).

Par ailleurs, depuis août 2020, près de 19 000 personnes ont fui leur domicile à Port-au-Prince pour échapper aux affrontements entre bandes rivales. Les violences perpétrées par des gangs armés dans de nombreux quartiers de Port-au-Prince, caractérisées par des fusillades, des enlèvements, des meurtres, des viols, des pillages et des barrages routiers, ont contraint des familles entières à abandonner leur

domicile et à se réfugier dans des abris situés dans d'autres quartiers de la ville. Ces sites sont souvent surpeuplés et plusieurs sont difficiles d'accès pour les partenaires humanitaires en raison du contrôle exercé par les bandes armées sur ces zones. En réponse à ces déplacements, les autorités, soutenues par leurs partenaires, ont organisé la relocalisation des familles déplacées. Selon l'OIM, au 23 novembre, 879 contrats de relogement avaient été signés et 560 ménages relogés.

Les personnes en situation de déplacement ont du mal à répondre seules à leurs besoins essentiels. Leurs moyens de subsistance sont très limités et leur score de consommation alimentaire est faible. Les revenus limités ne leur permettent pas de faire face aux dépenses essentielles à la santé, à l'éducation, à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, ainsi qu'au logement, lorsque ces services sont disponibles. En outre, la perte de documents personnels pose un problème d'identification et limite leur accès aux services sociaux de base, plaçant ainsi ce groupe de personnes vulnérables dans des conditions de survie difficiles.





HAÏTI  
Photo: FNUAP



## Groupe de population 5 - Personnes vivant dans les zones enclavées ou difficiles d'accès

POPULATION TOTALE	DONT: MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
<b>4,9M</b>	<b>2,2M</b>	<b>1,5M</b>	<b>677k</b>	<b>344k</b>	<b>204k</b>

Le rapport final d'évaluation des besoins de la Direction générale de la protection civile (DGPC) suite au tremblement de terre a confirmé que les zones rurales ont été plus touchées par le séisme que les centres urbains. Les habitants de ces zones étaient particulièrement vulnérables dans la mesure où ils avaient peu ou pas d'accès aux services essentiels et où leurs moyens de subsistance, particulièrement pour les petits agriculteurs, ont été affectés par les effets combinés du séisme et de la dépression tropicale Grace.

Malgré les efforts coordonnés des partenaires humanitaires, de nombreuses familles vivant dans les villages les plus reculés et les plus difficiles à atteindre n'ont toujours pas reçu d'assistance, en raison des difficultés persistantes d'accès. En effet, de nombreuses zones reculées ne sont accessibles qu'à pied, en moto, en hélicoptère ou par la voie maritime. L'attractivité des grandes villes favorise l'exode rural, avec le risque d'émergence de bidonvilles urbains. Ce phénomène a notamment été observé lors de la réponse à l'ouragan Matthew en 2016.

Selon les données du Système d'Information du Ministère des Affaires Sociales et du Travail (SIMAST), la proportion de ménages haïtiens très vulnérables est deux fois plus élevée en zone rurale (39% contre 22% en zone urbaine). Afin d'accéder à certains services, ces personnes doivent se rendre dans les zones urbaines, ce qui peut prendre des heures. En raison des conditions de vie difficile, les populations de ces zones recourent régulièrement à des mécanismes d'adaptation tels que le recours à la médecine traditionnelle et à l'automédication, la vente de biens, l'endettement, la migration vers les zones urbaines ou

vers d'autres pays, ainsi que la réduction de la qualité et de la quantité des aliments. Il en résulte souvent des taux d'exposition aux maladies, de morbidité et de mortalité plus élevés que dans les zones urbaines, des sentiments d'abandon et de rejet, un stress psychologique et un retard de développement cognitif chez de nombreux enfants souffrant de malnutrition chronique.

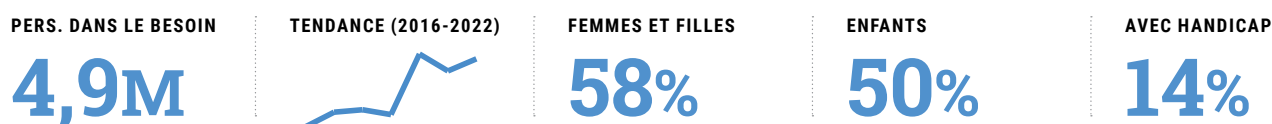
1.5

## Nombre de personnes dans le besoin

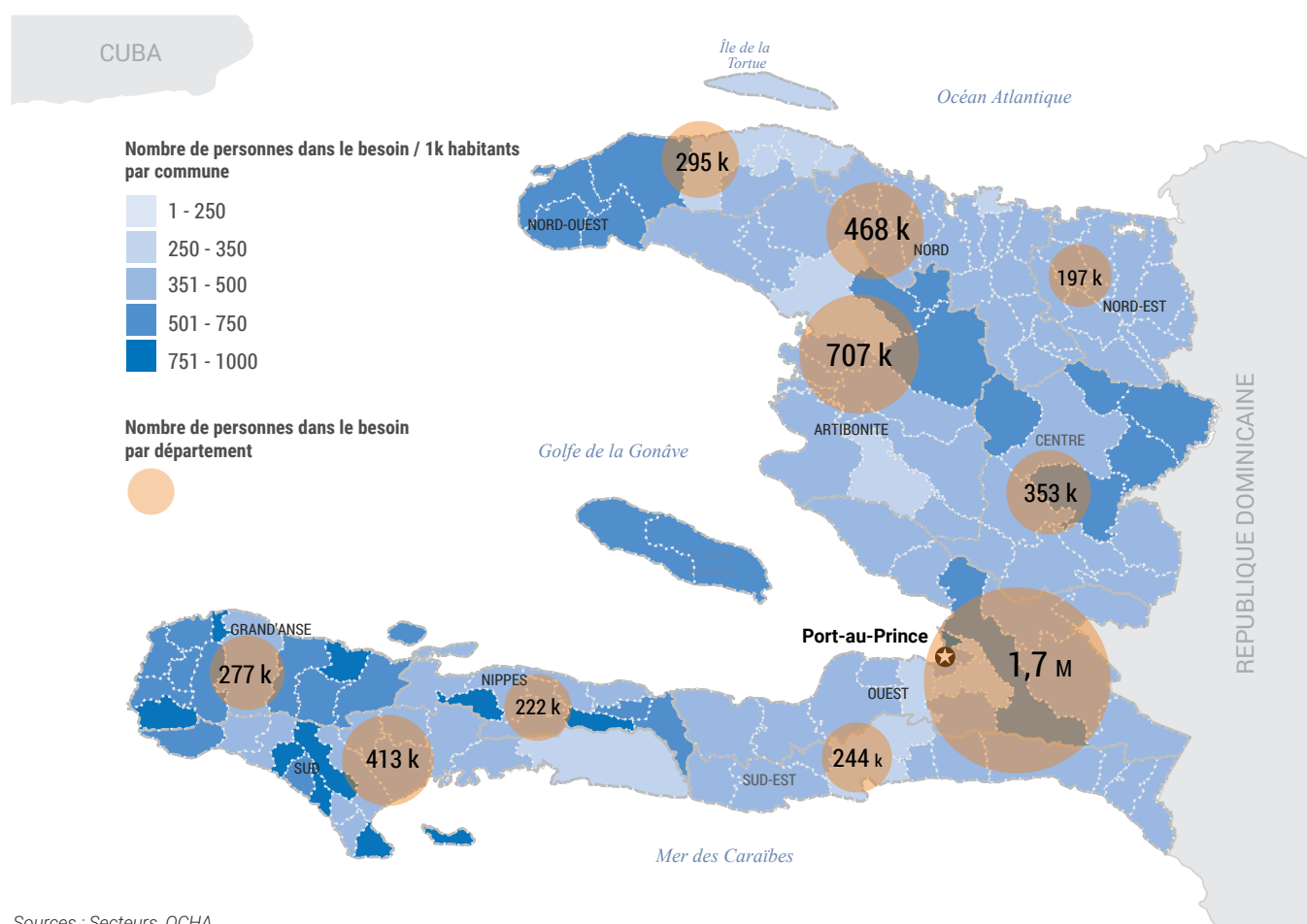
### Chiffres actuels (2021)



### Chiffres prévus (2022)



### Sévérité des besoins intersectoriels et estimation du nombre de personnes dans le besoin (2022)



PiN par phase de sévérité et localisation

DÉPARTEMENT	POPULATION TOTALE	NOMBRE DE PERSONNES DANS CHAQUE PHASE DE SÉVÉRITÉ					VARIATION DU PIN AVEC 2021 (%)
		MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE	
Artibonite	1,8M	667k	432k	391k	198k	118k	13% ^
Centre	780k	259k	168k	195k	99k	59k	28% ^
Grand'Anse	489k	129k	84k	153k	78k	46k	38% ^
Nippes	358k	83k	54k	122k	62k	37k	55% ^
Nord	1,1M	393k	254k	259k	131k	78k	9% ^
Nord-Est	412k	130k	84k	109k	55k	33k	10% ^
Nord-Ouest	762k	283k	183k	163k	83k	49k	-9% v
Ouest	4,2M	1,5M	979k	952k	483k	287k	6% ^
Sud	810k	241k	156k	228k	116k	69k	54% ^
Sud-Est	661k	253k	164k	135k	69k	41k	-14% v
Sous-total		3,9M	2,6M	2,7M	1,4M	815k	
				Total PiN	4,9M		12% ^

DÉPARTEMENT	PAR GENRE FEMMES/HOMMES (%)	PAR ÂGE ENFANTS/ADULTES/PERS. ÂGÉES (%)	EN SITUATION DE HANDICAP	DANS LES ZONES REÇULÉES	DEPLACÉES/ RETOURNÉES/ RAPATRIÉES
Artibonite	57 / 43 <div><div></div></div>	47 / 43 / 10 <div><div></div></div>	102k	177k	3k
Centre	59 / 41 <div><div></div></div>	52 / 38 / 10 <div><div></div></div>	51k	88k	12k
Grand'Anse	60 / 40 <div><div></div></div>	49 / 41 / 10 <div><div></div></div>	40k	69k	11k
Nippes	60 / 40 <div><div></div></div>	47 / 43 / 10 <div><div></div></div>	32k	55k	6k
Nord	57 / 43 <div><div></div></div>	57 / 33 / 10 <div><div></div></div>	68k	117k	1k
Nord-Est	58 / 42 <div><div></div></div>	52 / 38 / 10 <div><div></div></div>	28k	49k	9k
Nord-Ouest	57 / 43 <div><div></div></div>	50 / 40 / 10 <div><div></div></div>	43k	74k	294
Ouest	56 / 44 <div><div></div></div>	53 / 37 / 10 <div><div></div></div>	248k	430k	18k
Sud	59 / 41 <div><div></div></div>	48 / 42 / 10 <div><div></div></div>	60k	103k	23k
Sud-Est	58 / 42 <div><div></div></div>	49 / 41 / 10 <div><div></div></div>	35k	61k	73



## Partie 2 :

# Analyse des risques et suivi de la situation et des besoins

### HAÏTI

Personnes déplacées suite au tremblement de terre  
du 14 août 2021. Photo: OCHA



## 2.1

# Analyse des risques

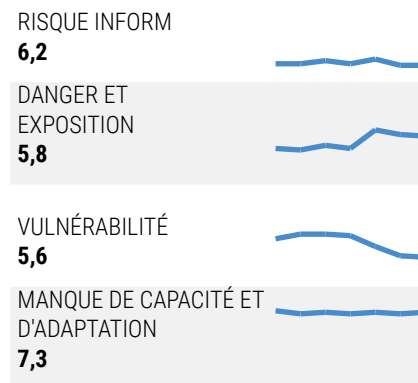
Cette analyse des risques examine les développements susceptibles d'avoir un impact sur les besoins au cours des années 2022 et 2023. Les risques et les impacts sont surtout présents à l'échelle nationale même si des événements localisés tels que l'insécurité ou les menaces naturelles sont susceptibles d'avoir un impact localement. Les risques affectent les conditions auxquelles sont confrontés tous les groupes de population concernés, comme indiqué précédemment.

Parmi les risques et les influences possibles sur les vulnérabilités des populations concernées tout au long des 12 mois à venir, on peut citer :

- Les développements politiques (notamment la tenue d'élections)
- Les perspectives de sécurité (notamment liées aux conflits entre gangs armés et aux opérations policières), et avec cela les possibles nouveaux mouvements de population, les risques de protection et l'inaccessibilité humanitaire;
- Les enjeux sociaux et les risques liés à de possibles mouvements de contestation;
- Les prévisions économiques nationales
- Les menaces naturelles majeures (inondations, ouragans, sécheresses, tremblements de terre);
- Les épidémies y compris l'évolution de la COVID-19.

Pour chaque semestre une combinaison de scénarios « les plus probables » a été développée afin d'analyser les risques inhérents à l'évolution du contexte entre 2022 et 2023.

### Indice INFORM



Pour plus d'informations, visitez: [www.inform-index.org](http://www.inform-index.org)

**INFORM**  
INDEX FOR RISK MANAGEMENT

Scénarios (projections 2022-2023)

Risque = Probabilité x Impact				
1	X,x - Y,y		Risque lié à l'instabilité politique et insécurité (limite inférieure - limite supérieure)	
2	X,x - Y,y		Risque lié au contexte économique (limite inférieure - limite supérieure)	
3	X,x - Y,y		Risque lié aux menaces naturelles et épidémies (limite inférieure - limite supérieure)	

1. Contexte socio-politique			2. Contexte socio-économique		3. Menaces naturelles / épidémies	
2022 Jan - Juin	L'année 2022 sera fortement impactée par les efforts visant à la création de conditions politiques et sécuritaires nécessaires à la tenue des élections, reportées plusieurs fois depuis 2019.		En 2021, et pour la troisième année consécutive, la croissance économique du pays est en baisse. Toutefois, et à condition que les efforts de reconstruction après le tremblement de terre du 14 août soient soutenus, l'économie haïtienne devrait rebondir avec un PIB en hausse de 3,2% en 2022 selon les perspectives de la Banque mondiale . Grâce à l'augmentation des envois de fonds de l'étranger, en particulier des États-Unis et du Canada, les importations et la consommation privée recommenceront à croître et la pauvreté devrait légèrement diminuer en 2022, mais l'accès aux services de base restera un défi.		La pandémie de COVID-19 continuera à poser un risque majeur dans les mois à venir. L'acceptation de la vaccination étant très basse, la population haïtienne reste vulnérable. Si des campagnes de vaccination de rattrapage ne peuvent être organisées sur l'ensemble du territoire en raison du climat d'insécurité, des épidémies telles que la rougeole pourraient faire leur apparition.	
	L'influence des gangs armés et leur possible manipulation par certains acteurs politiques pourrait avoir un impact négatif sur la situation sécuritaire et, par conséquent, sur l'accès humanitaire. La tendance à l'augmentation des enlèvements et des violations des droits humains pourrait se poursuivre dans un contexte socio-économique encore complexe, et malgré les efforts des acteurs politiques d'élargir davantage le consensus. Les opérations de la PNH contre les gangs armés sont probables.		L'inflation et d'autres facteurs, notamment politiques, détermineront le développement social et économique au début de l'année 2022. L'augmentation des prix du carburant fin 2021, liés à l'abandon des subventions pourrait avoir un effet d'entraînement sur d'autres secteurs de l'économie (par exemple, l'énergie, l'eau, les transports, l'industrie, le commerce de détail, l'agriculture, l'éducation, les télécommunications, la santé), ce qui entraînera une augmentation rapide des prix de tous les services de base et des produits de consommation courante. Cela pourrait être particulièrement vrai pour les transports (mototaxis, tap-tap) et le secteur industriel déjà affaibli. Les syndicats pourraient reprendre leur mobilisation contre la vie chère dès le mois de janvier.		Sur une échelle de 0 (pas de risque) à 10 (risque très élevé), l'analyse INFORM 2021 indique qu'en 2022 le pays présente un risque élevé d'être touché par des épidémies (7.5), des désastres socio-naturels (8.9), y compris des tremblements de terre (9.7), tsunamis (6.3), inondations (4.3), cyclones tropicaux (7.2), et sécheresse (3.9).	
	On s'attend à de nouveaux flux migratoires et des déplacements de la population métropolitaine et d'autres zones urbaines vers d'autres quartiers/régions. Avec cela, une poursuite des expulsions et des rapatriements de migrants haïtiens d'autres pays est attendue en 2022.				Quant à la réponse au séisme de 2021, l'opérationnalisation de la stratégie de la réponse humanitaire pour 2022 dépendra beaucoup du financement du plan de réponse humanitaire et du plan de reconstruction.	
	Risque					
1	2,3 - 1,1	Probabilité	3,5	Probabilité	2,0	
2	2,1 - 1,1	Impact si interventions limitées	3,3	Impact si interventions limitées	2,6	
3	1,0 - 0,5	Impact si interventions optimales	1,6	Impact si interventions optimales	1,3	

2022 Juil - Déc	La réalisation d'un consensus plus large autour d'un projet commun pour le rétablissement des institutions démocratiques pourrait faciliter la création des conditions politiques et sécuritaires pour la tenue des élections libres, crédibles et transparentes. La publication des résultats pourrait engendrer des activités de protestations et une augmentation des activités de violence des gangs armés dans les zones déjà difficiles d'accès. Par ailleurs, le 7 juillet marquera le premier anniversaire de l'assassinat du Président Moïse.		Le tremblement de terre et les inondations provoquées par la tempête tropicale Grace ont principalement endommagé les infrastructures rurales, notamment agricoles, et le manque persistant d'investissements pour stimuler la productivité dans le secteur agricole ajoutera une pression supplémentaire sur les prix des denrées alimentaires et sur l'inflation dans les années à venir.		La Nina, après deux années de forte intensité (2020-2021), devrait retrouver un niveau neutre, laissant présager une saison cyclonique 2022 proche de la normale. Cependant cela ne signifie pas qu'Haïti soit à l'abri d'être touché par une ou plusieurs tempêtes tropicales, voire par un cyclone.	
	La dégradation de la situation sociale du pays et des conditions de vie pourrait continuer à entraîner le départ de nombreux Haïtiens vers d'autres pays de la région, notamment vers la République dominicaine. Ainsi, on pourrait assister à une intensification des tensions politiques et diplomatiques entre certains pays de la région, caractérisée notamment par le rapatriement et l'expulsion des Haïtiens sans papiers.		De plus, les catastrophes naturelles ont justifié des dépenses supplémentaires dans les programmes gouvernementaux pour soutenir les ménages touchés, ce qui a incité les autorités à élaborer un budget supplémentaire avec un déficit plus élevé. Le déficit budgétaire devrait donc se creuser, et sera financé principalement par la création monétaire, ce qui touchera plus durement les pauvres.		Les conséquences du changement climatique, comme des phénomènes de sécheresse, par exemple dans le Nord-Ouest du pays, continueront à affecter les récoltes agricoles. De même, des précipitations importantes pourraient entraîner des risques d'inondations par des eaux de ruissellement et des crues soudaines de certaines rivières.	
			Un climat de tensions lié aux problèmes socio-économiques pourrait se développer. Le mécontentement croissant, en particulier de la jeune génération, à l'égard de leur situation socio-économique et de la hausse du chômage pourrait favoriser une nouvelle augmentation des migrations internationales.			
	Risque					
1	2,7 - 1,3	Probabilité	4,0	Probabilité	4,5	
2	2,6 - 1,3	Impact si interventions limitées	3,4	Impact si interventions limitées	3,6	
3	3,2 - 1,6	Impact si interventions optimales	1,7	Impact si interventions optimales	1,8	

2023 Jan - Juin	Avec la tenue des élections en 2022, le début de l'année 2023 pourrait voir le retour du pays à une certaine forme de normalité et de stabilité politique après l'installation d'un nouveau Président élu et d'un nouveau parlement. Après l'installation du nouveau gouvernement et la mise en place des nouvelles institutions, le pays devrait être sur la voie du renforcement de la gouvernance démocratique et de la stabilité politique.		La voie à suivre reste semée d'embûches et particulièrement exposée aux troubles politiques qui pourraient continuer à entraver la reprise économique et retarder la mise en œuvre des réformes essentielles nécessaires pour mettre Haïti sur la voie de la croissance durable et de la réduction de la pauvreté.		La population haïtienne est concentrée au niveau des zones côtières, et dans la région de Port-au-Prince, ce qui expose les personnes aux menaces naturelles. En superposant la carte des zones à forte densité de population avec celle des zones à risque, une accentuation des phénomènes climatiques tels que les inondations constitue une véritable menace surtout dans le courant du premier trimestre avec des phénomènes tels que la Nordée (15 décembre - 15 mai).	
	Dans un scénario alternatif, tout retard dans la création des conditions nécessaires à la mise en place d'une réforme constitutionnelle et aux élections pourrait créer une situation d'incertitude politique avec une période de gouvernance transitionnelle plus étendue.					
	Risque					
1	2,6 - 1,3	Probabilité	4,5	Probabilité	2,2	
2	2,1 - 1,0	Impact si interventions limitées	2,9	Impact si interventions limitées	2,8	
3	1,2 - 0,6	Impact si interventions optimales	1,5	Impact si interventions optimales	1,4	

2023 Juil - Déc	Cette stabilité politique et sociale devrait persister jusqu'à la fin de 2023. Les différents acteurs politiques pourraient rester engagés dans la recherche d'une solution consensuelle et pacifique à la crise.		Cependant, le retour à une stabilité politique permettrait une relance progressive de l'activité économique et des investissements, y compris des institutions financières internationales.		<i>Voir période Juillet-Décembre 2022.</i> Au-delà des phénomènes hydro-météorologiques, le pays est toujours à risque d'être frappé par un événement sismique majeur, comme l'a rappelé le tremblement de terre du 14 août 2021. Ce type d'événement n'étant pas saisonnier, ce risque est omniprésent et n'est donc pas inclus dans les projections saisonnières.	
	Risque					
1	1,9 - 0,9	Probabilité	3,5	Probabilité	4,0	
2	1,5 - 0,7	Impact si interventions limitées	2,7	Impact si interventions limitées	1,6	
3	2,6 - 1,3	Impact si interventions optimales	1,3	Impact si interventions optimales	3,2	

Projection du nombre de personnes dans le besoin

Sur la base du scénario décrit plus haut, une estimation de l'évolution du nombre de personnes dans le besoin a été calculée. Cette projection est basée sur deux hypothèses:

- 1. Une intervention limitée du fait de contraintes à l'accès humanitaire et du manque de ressources
- 2. Une intervention optimale basée sur un HRP financé équitablement permettant de mettre en oeuvre les activités planifiées et d'avancer sur les objectifs fixés, et des contraintes d'accès humanitaire minimales

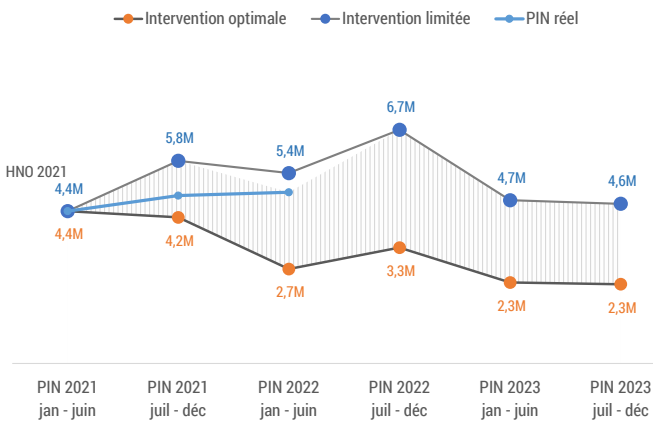
Ces deux hypothèses prennent en considération les risques présentés dans le scénario le plus probable, en considérant par exemple qu'au moins un ouragan de forte intensité (catégorie 3 ou plus) frapperait le pays dans le courant de la saison cyclonique (juin-octobre) 2022, voire en 2023.

En faisant un pronostic sur les probabilités et l'impact, en tenant compte du niveau d'intervention limité ou optimal, le nombre de personnes dans le besoin entre 2022 et 2023 pourrait évoluer ainsi :

PROJECTION DES BESOINS (2022-2023)  
Millions de personnes (M)

PÉRIODE	INTERVENTION LIMITÉE	INTERVENTION OPTIMALE
PIN 2022 jan - juin	5,4M	2,7M
PIN 2022 juil - déc	6,7M	3,3M
PIN 2023 jan - juin	4,7M	2,3M
PIN 2023 juil - déc	4,6M	2,3M

Évolution du nombre de personnes dans le besoin  
(projections 2021-2023)







### HAÏTI

Livraison d'eau potable aux communautés affectées par AGERCA à la suite du tremblement de terre du 14 août 2021. Photo : AGERCA

## 2.2 Suivi de la situation et des besoins

### Indicateurs de suivi de la situation et des besoins

#	INDICATEURS	SECTEURS	SOURCE
01	Nombre de ménages vivant actuellement dans des situations d'hébergement non viables dans les zones affectées par un désastre naturel	Abris/BNA/CCCM	Shelter Sector assessments
02	Nombre de ménages vivant actuellement dans des situations d'hébergement non viables dans les zones affectées par la violence	Abris/BNA/CCCM	Shelter Sector assessments, DTM
03	Nombre de ménages dont la maison d'origine a été endommagée suite aux conséquences d'un désastre naturel.	Abris/BNA/CCCM	Shelter Sector assessments.
04	Nombre de ménages dont la maison d'origine a été endommagée suite aux conséquences de violence	Abris/BNA/CCCM	Shelter Sector assessments, DTM
05	Nombre de ménages affectées par les désastres naturels et des violences, ayant besoins de NFI	Abris/BNA/CCCM	Shelter Sector assessments

#	INDICATEURS	SECTEURS	SOURCE
06	Nombre de personnes à risque d'être affectées par un désastre dans le besoin d'accès à un abri collectif fonctionnel et opérationnel	Abris/BNA/CCCM	Shelter Sector assessments, DRR
07	Nombre de ménages ayant accès à des sources d'eau de qualité et de disponibilité suffisantes	EPAH	SIEPA/ONEPA Rapport final SDG 2020
08	Pourcentage de ménages ayant accès à des installations suffisantes pour se laver les mains	EPAH	JPM 2019 / Données COVID-19 2020 (ONEPA)
09	Nombre d'enfants touchés dans les écoles détruites ou endommagées par des catastrophes naturelles au cours des derniers 9 mois	Éducation	Rapport d'évaluation post-séisme
10	Nombre d'enfants dans les écoles ayant des blocs sanitaires partiellement ou totalement détruits	Éducation	Rapport d'évaluation post-séisme
11	Nombre d'enfants touchés par l'insécurité alimentaire (IPC 3 et 4)	Éducation	Rapport du secteur Sécurité Alimentaire
12	Nombre d'enfants touchés par le déplacement et les écoles occupées (département de l'Ouest).	Éducation	Rapport d'évaluation sur la situation des déplacés
13	Nombre d'enfants de 6-59 mois (filles et garçons) souffrant de malnutrition aiguë sévère et modérée admis et traités	Nutrition	MSPP, SISNU 2021
14	Nombre d'enfants de 6-59 mois (filles et garçons) dépistés pour la malnutrition aiguë	Nutrition	MSPP, SISNU 2021
15	Pourcentage des garçons/filles affectés par les crises ayant bénéficiés de prise en charge psychosociale	Protection de l'enfance	Sondages U-Report
16	Pourcentage des enfants ayant subi une des formes de discipline violente, englobant la violence psychologique ou physique	Protection de l'enfance	MSNA / Protection Monitoring
17	Pourcentage ou nombre de filles / garçons qui ont été séparés de leurs parents ou d'autres soignants adultes typiques	Protection de l'enfance	EMMUS
18	Pourcentage de personnes ayant des connaissances sur les services de protection de l'enfance de base disponibles	Protection de l'enfance	Qualitative survey (U-Report survey 2020)
19	Pourcentage de filles/femmes de 15-49 ans en âge de procréer, affectées par au moins 2 facteurs de risque (violences sexuelles et physiques)	Protection VBG	SISNU/ Data collection/Partners
20	Nombre d'institutions sanitaires où les services de gestion médicale et psychosociale de VBG sont disponibles	Protection VBG	SISNU/ Data collection/Partners
21	Pourcentage de ménages ayant des connaissances sur les services de base disponibles pour les survivants.es de VBG	Protection VBG	EMMUS VI
22	Nombre de personnes retournées, rapatriées ou expulsées vers Haïti par voie aérienne et maritime	Protection des migrants	Collecte de données ONM et OIM.
23	Nombre de personnes retournées, rapatriées ou expulsées de la République dominicaine ayant besoin d'une assistance frontalière à leur arrivée en Haïti	Protection des migrants	Collecte de données de l'OIM et partenaires frontaliers : GARR, RFJS, SJM - Matrice de Suivi des Déplacements, DTM
24	Nombre de déplacés internes suite aux violences armées	Protection des migrants	Collecte de données par l'OIM et ses partenaires - Matrice de Suivi des Déplacements, DTM

#	INDICATEURS	SECTEURS	SOURCE
25	Nombre de déplacés internes suite à une situation de catastrophe naturelle	Protection des migrants	OIM et partenaires de collecte de données - Matrice de Suivi des Déplacements, DTM
26	Nombre de personnes civiles tuées ou blessées à la suite de violence armée	Protection	Protection Monitoring
27	Nombre de personnes tuées, blessées ou disparues à la suite d'une catastrophe naturelle	Protection	Désagrégation par âge et sexe, et commune
28	Ratio de mortalité maternelle hospitalière pour 100,000 accouchements	Santé	SISNU
29	Pourcentage de SONU B et C fonctionnelles	Santé	Monitoring SONU UNFPA
30	Nombre d'incidence des maladies à potentiel épidémique	Santé	SISNU
31	Couverture vaccinale en RR1 des enfants de 9 à 12 mois	Santé	SISNU
32	Nombre de personnes en insécurité alimentaire aiguë	Sécurité alimentaire	Haiti Analyse IPC (Sept 2021)





## HAÏTI

A la suite du tremblement de terre du 14 août 2021  
dans le Grand Sud. Photo : OCHA



## Partie 3 : Analyse sectorielle

HAÏTI

Photo: OCHA



### 3.1 Abris / BNA / CCCM

PERS. DANS LE BESOIN

**880k**

TENDANCE (2017-2022)



SÉVÉRITÉ DES BESOINS

**48%**

Aucune/Minimale

**15%**

Stress

**15%**

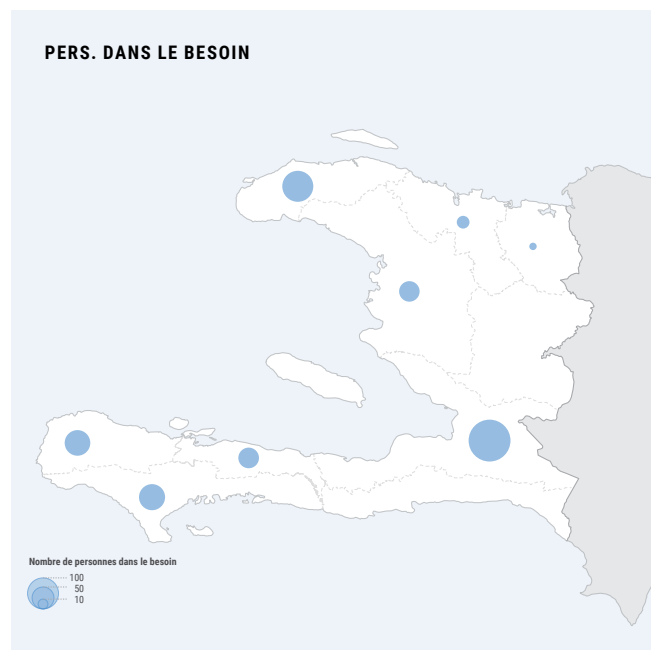
Sévère

**12%**

Sévère

**10%**

Extrême



### 3.2 Eau potable, hygiène et assainissement

PERS. DANS LE BESOIN

**3,3M**

TENDANCE (2017-2022)



SÉVÉRITÉ DES BESOINS

**36%**

Aucune/Minimale

**36%**

Stress

**10%**

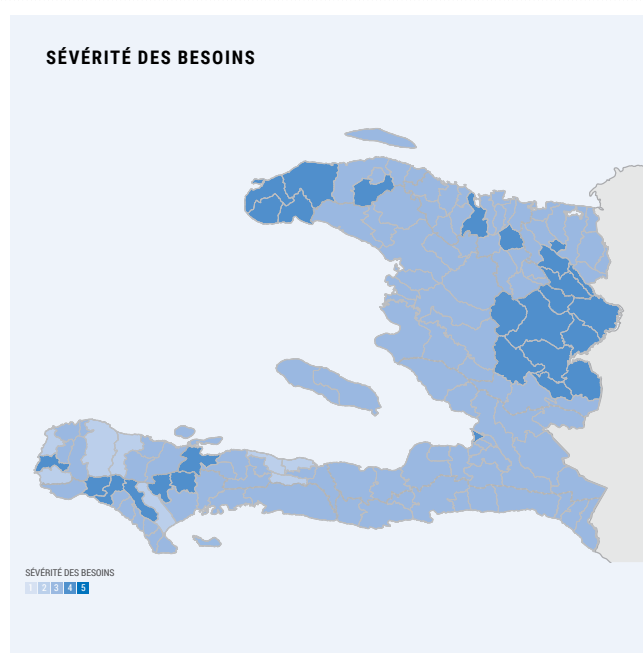
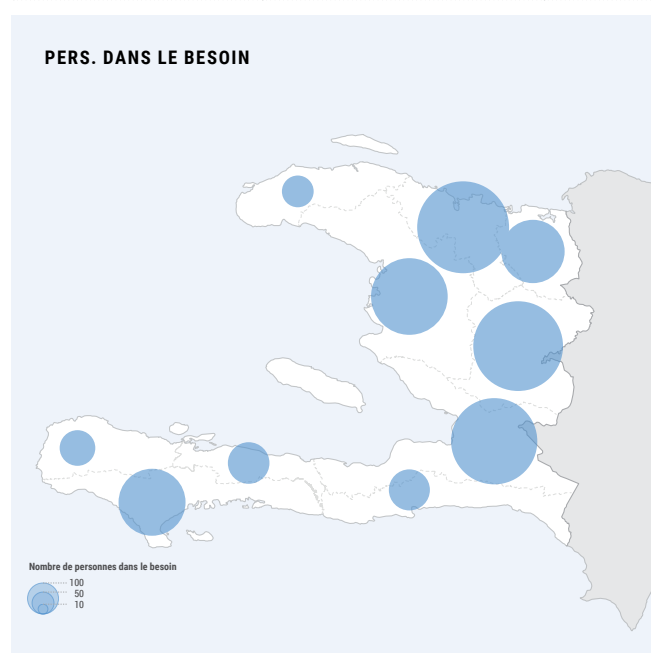
Sévère

**10%**

Extrême

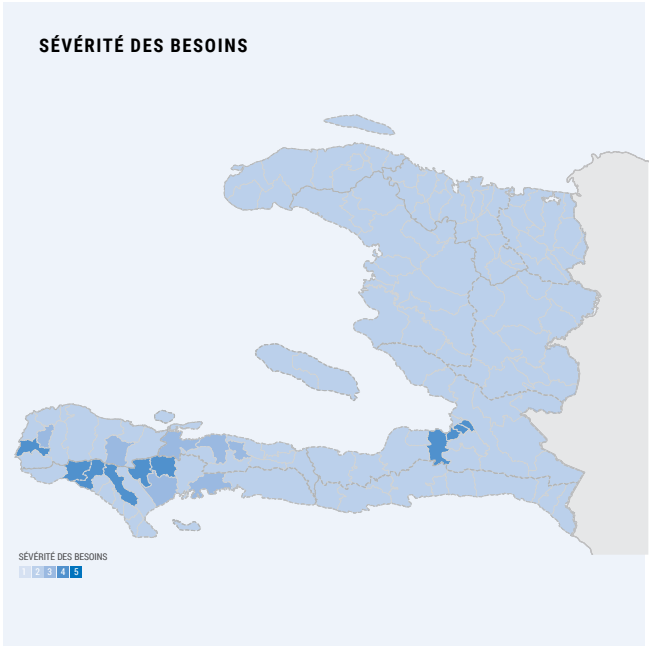
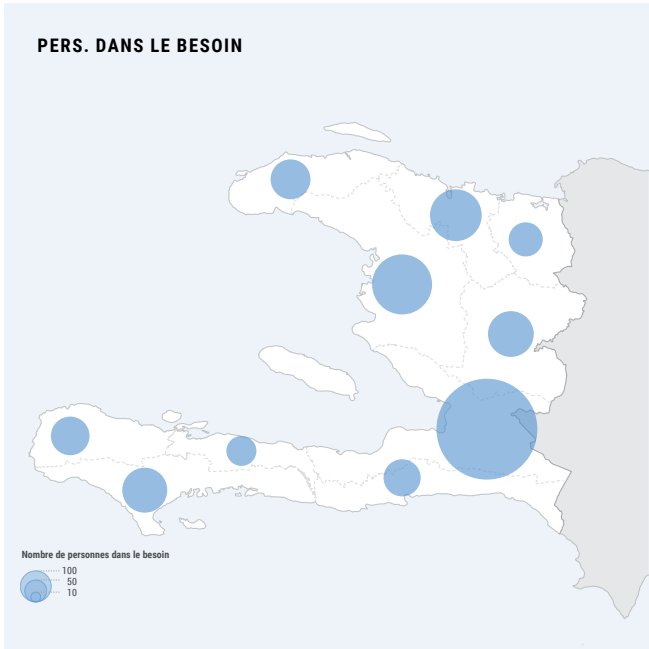
**8%**

Catastrophique

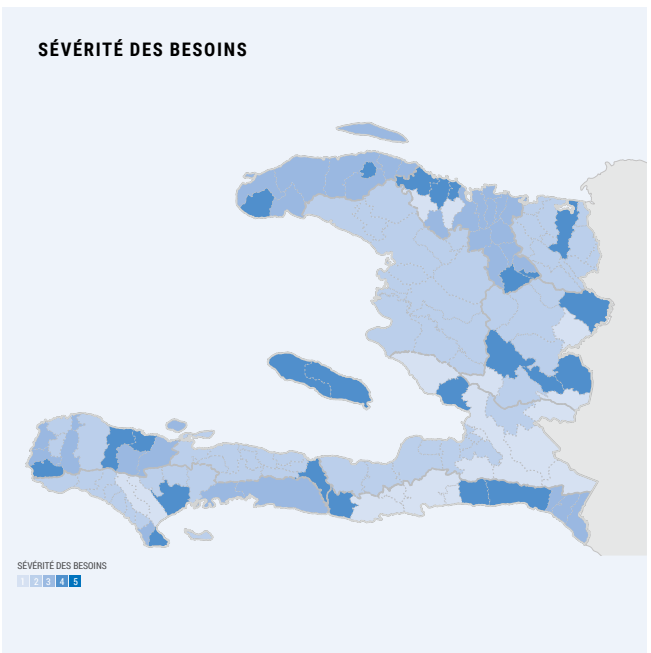
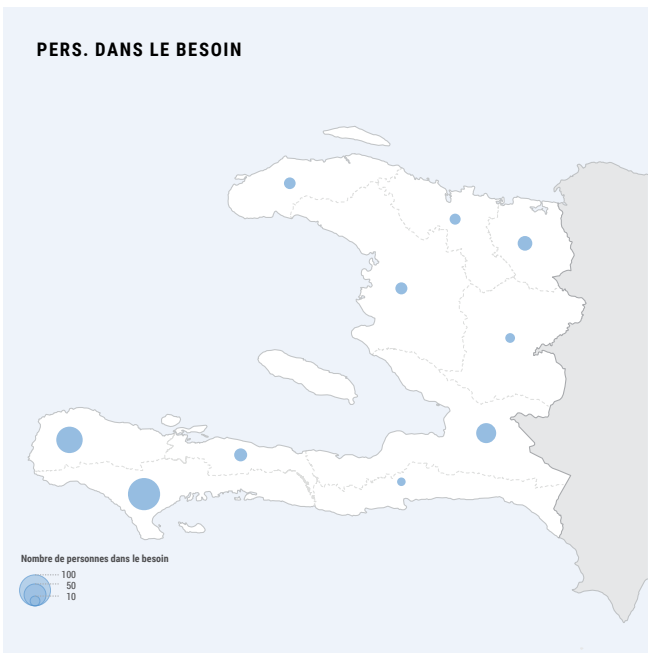




### 3.3 Éducation



### 3.4 Nutrition





### 3.5 Protection

PERS. DANS LE BESOIN

979k

TENDANCE (2017-2022)



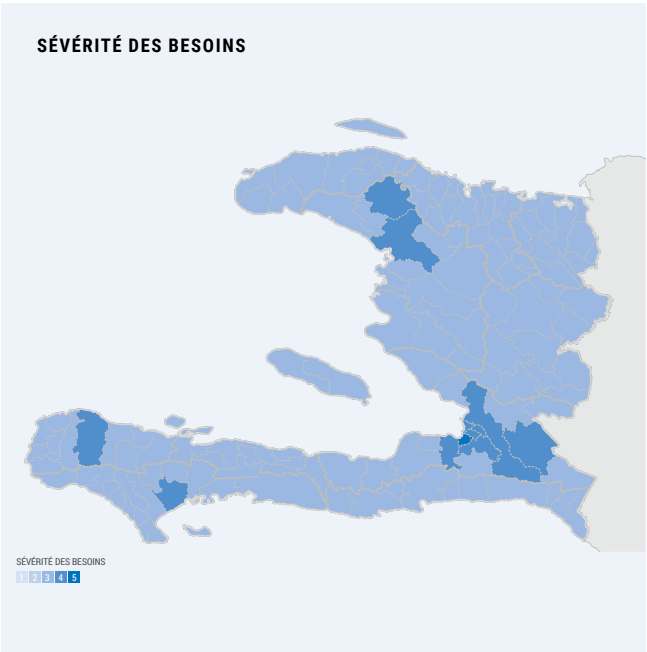
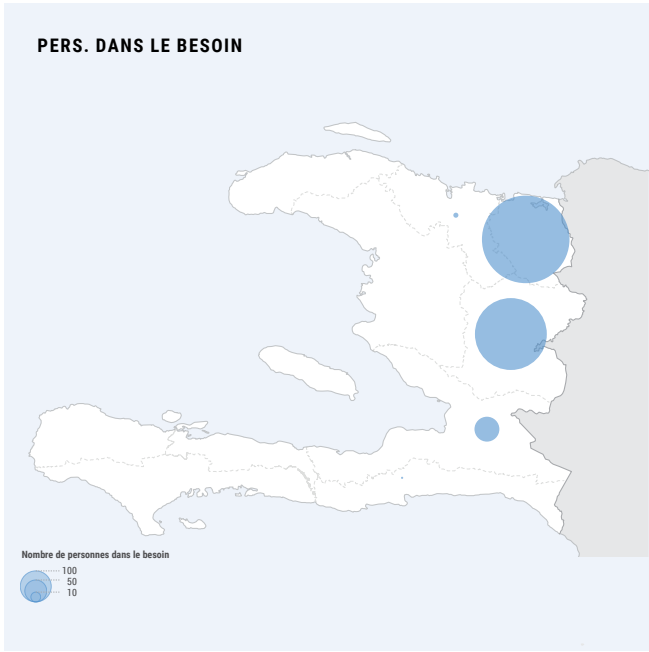
SÉVÉRITÉ DES BESOINS

18%  
Aucune/Minimale

73%  
Stress

5%  
Sévère

4%  
Extrême



#### 3.5.1 Protection de l'enfance

PERS. DANS LE BESOIN

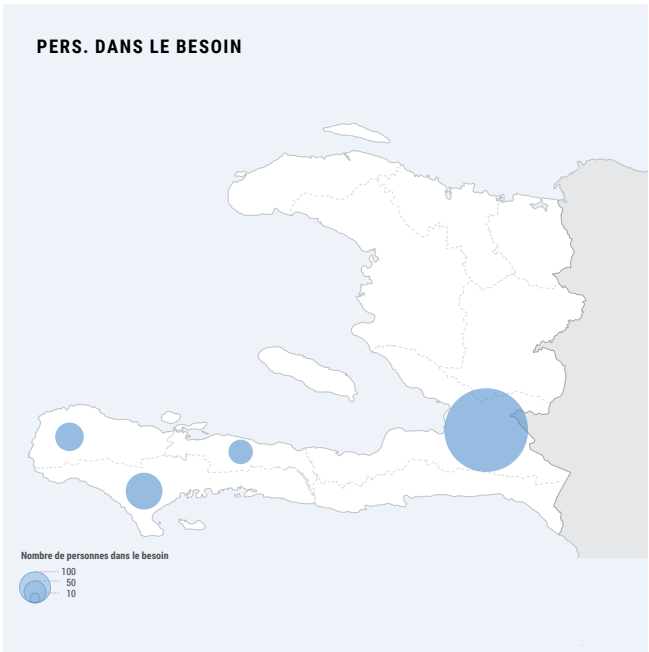
712k

SÉVÉRITÉ DES BESOINS

30%  
Aucune/Minimale

55%  
Stress

15%  
Extrême



### 3.5.2 Protection des migrants

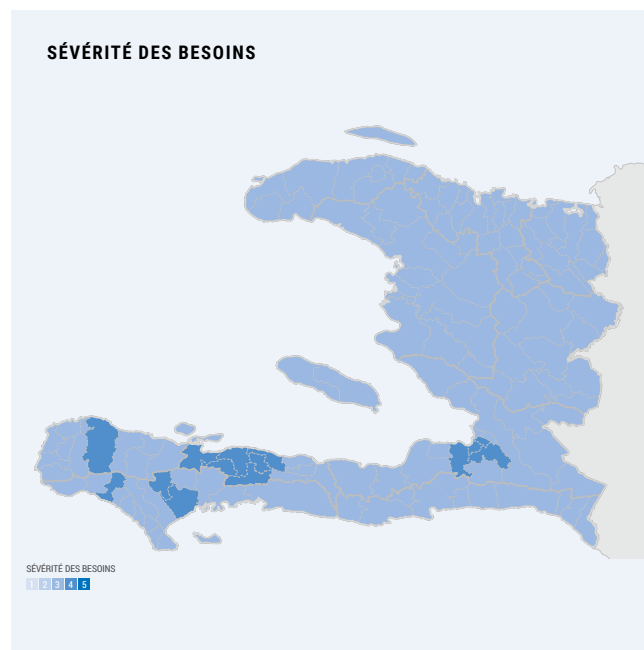
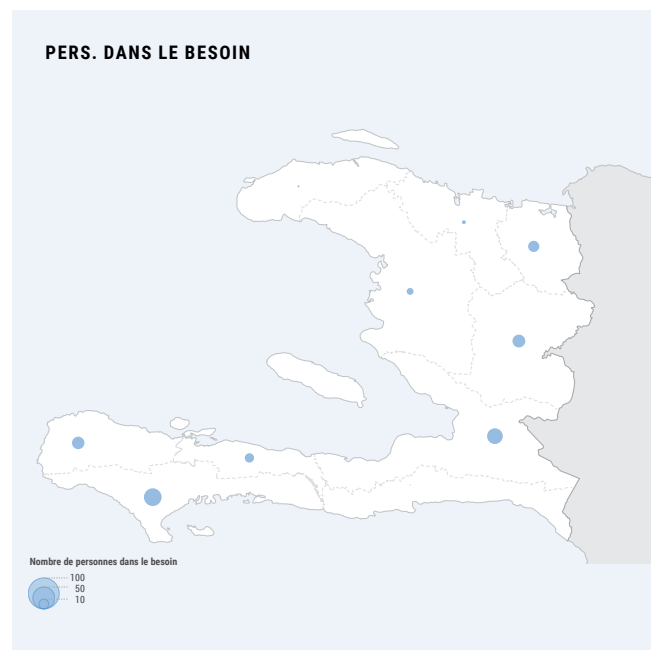
PERS. DANS LE BESOIN

**85k**

SÉVÉRITÉ DES BESOINS

**43%**  
Sévère

**57%**  
Extrême



### 3.5.3 Violence basée sur le genre (VBG)

PERS. DANS LE BESOIN

**265k**

SÉVÉRITÉ DES BESOINS

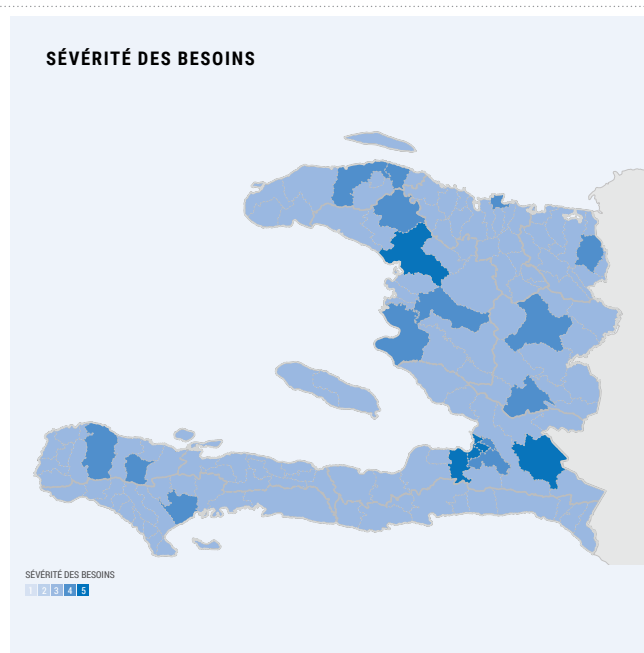
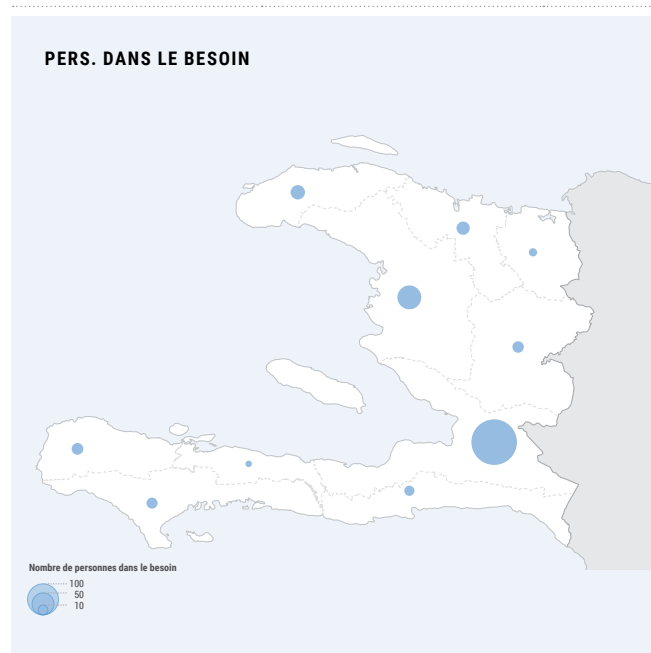
**36%**  
Aucune/Minimale

**60%**  
Stress

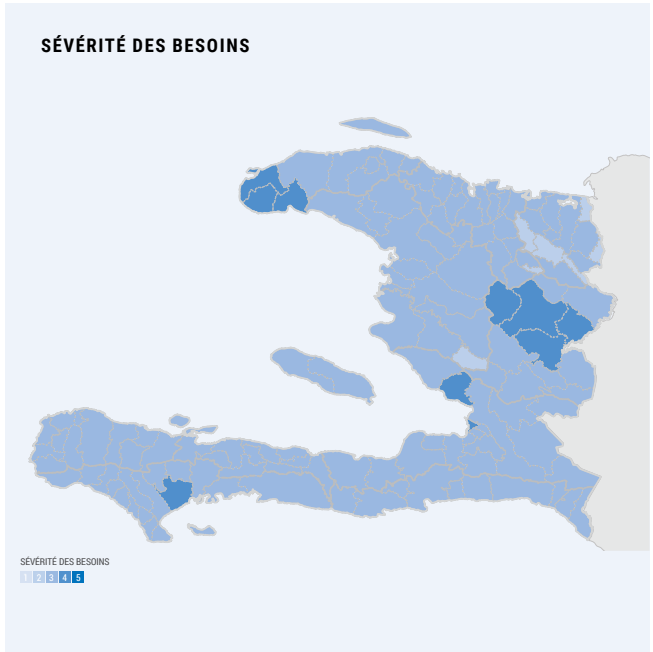
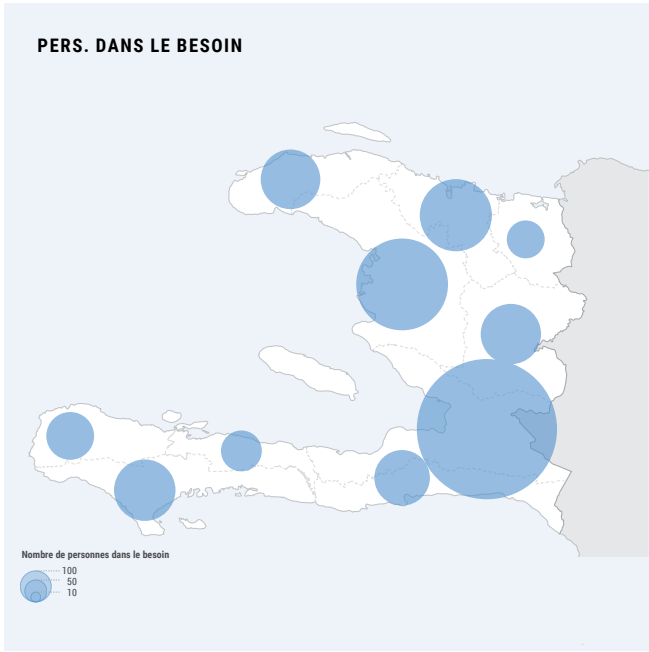
**1%**  
Sévère

**1%** Extrême

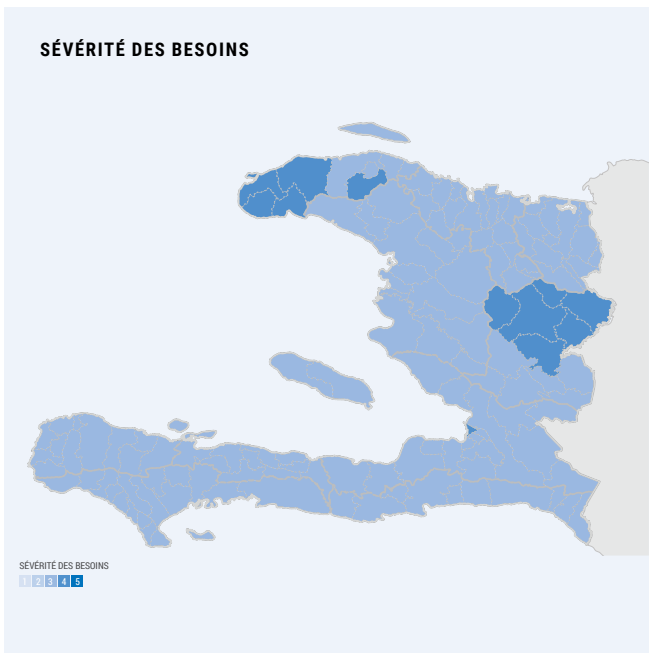
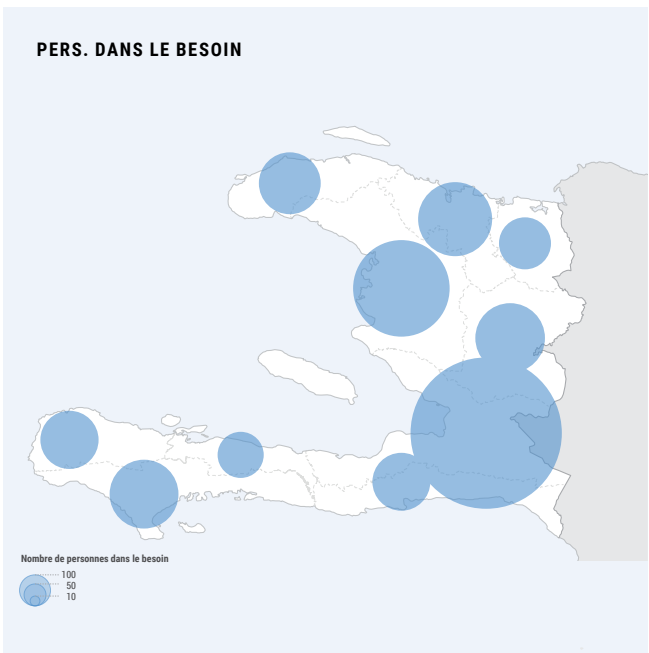
**2%** Catastrophique



3.6 Santé



3.7 Sécurité alimentaire





## 3.1

**Abris / BNA / CCCM**

PERS. DANS LE BESOIN

**880k**

FEMMES ET FILLES

**60%**

ENFANTS

**45%**

EN SITUATION DE HANDICAP

**15%****Analyse des besoins humanitaires**

Le manque de planification urbaine, les conditions de logement éphémères et la mauvaise qualité de la construction des logements affectent principalement les populations les plus vulnérables à travers le pays, notamment dans les zones les plus reculées.

Le 14 août 2021, le séisme a endommagé de nombreuses maisons et bâtiments publics et a touché près de 800 000 personnes, dont la majorité continue de vivre dans des maisons gravement endommagées qui risquent de s'effondrer. Au 10 novembre 2021, plus de 16 000 bâtiments ont été inspectés, y compris des abris d'évacuation et des bâtiments publics. Les évaluations structurelles se poursuivent par les ingénieurs du ministère des Travaux publics, Transports et Communications (MTPTC) pour couvrir environ 150 000 bâtiments touchés où, jusqu'à présent, environ 3 000 maisons ont été déclarées complètement inaccessibles et à détruire en raison des dommages causés par le séisme et plus de 5 400 maisons sont classées comme jaunes et nécessitent des travaux de réparation et de réhabilitation. Les ménages les plus pauvres n'ont d'autre choix que de rester dans leurs habitations, même si celles-ci pourraient s'effondrer.

Plus de 18% des maisons évaluées sont sévèrement endommagées et doivent être réparées.

D'autre part, l'insécurité et la violence dans certaines zones urbaines ont poussé des centaines de familles à fuir leurs maisons, ce qui a aggravé les besoins de base et de logement. Ces familles se sont réfugiées dans plusieurs sites et abris de fortune. En septembre

2021, pas moins de 5 000 ménages étaient encore déplacés dans la zone urbaine de Port-au-Prince.

Par ailleurs, depuis que les premiers cas de COVID-19 ont été confirmés dans le pays, le risque de propagation du virus reste élevé compte tenu de la surpopulation qui règne au sein des zones urbaines et de la promiscuité qui règne dans la plupart des maisons, qui abritent parfois plusieurs ménages. L'inadéquation de la plupart des abris aux normes d'hygiène est devenue encore plus flagrante avec la pandémie, car la distance sociale, la ventilation et les limitations d'espace ne permettent pas d'accueillir en toute sécurité les personnes en déplacement.

En ce qui concerne la capacité des abris d'évacuation, principalement en raison du manque de financement des années précédentes, la situation reste préoccupante et 70 à 90% des refuges temporaires existants ne répondent ni aux normes humanitaires Sphère ni à celles du gouvernement haïtien pour l'accueil des personnes en cas d'urgence. Selon la dernière évaluation, il est estimé que 75% des abris d'évacuation ne sont pas accessibles aux personnes à mobilité réduite. La population vulnérable, y compris les groupes de personnes vivant avec un handicap, dénonce la précarité de l'habitat et la faible accessibilité des structures d'abris d'évacuation conformément aux normes du pays. En outre, les personnes hébergées actuellement dans les sites de la capitale rapportent le mauvais état du lieu et le manque de structures adaptées pour une utilisation collective.

Selon les analyses du secteur Abris / Biens Non-Alimentaires (BNA) / Coordination et gestion de

Camp (CCCM), les groupes les plus vulnérables dans le besoin sont les suivants :

- Personnes vivant dans des zones urbaines densément peuplées qui n'ont pas accès aux services de base, ni à une maison sûre et digne.
- Personnes affectées par le séisme de 2021 habitant toujours en situation de sévérité extrême dans le Grand Sud notamment les départements du Sud, les Nippes et la Grand'Anse.
- Personnes en situation de déplacement causé par les affrontements armés violents aux zones urbaines de Port-au-Prince en 2020-2021.
- Personnes migrantes en situation de déplacement, retournées ou déportées.

### Projection des besoins sectoriels

Le scénario politique, économique et sécuritaire à court terme suggère que les déplacements de population dans les zones urbaines pourraient s'intensifier en 2022.

De même, les menaces naturelles, principalement entre juin et novembre, pourraient à nouveau frapper le pays. Les personnes actuellement sinistrées et vivant encore dans les maisons classées « rouge » risquent de subir des dommages physiques ou de perdre la vie si les départements du Sud étaient une nouvelle fois frappés par une catastrophe.

Enfin, la situation socio-économique instable pourrait bien augmenter le nombre de personnes en situation de déplacement.

### Suivi des besoins

Le secteur Abris/BNB et CCCM collecte les données sur les besoins régulièrement à travers les deux groupes de coordination qui sont actifs et composés de plusieurs représentants du gouvernement, ainsi que d'acteurs de la communauté humanitaire et de la société civile :

- Groupe de travail Abris/BNB et CCCM sous le lead

de l'Unité de Construction de Logements et de Bâtiments Publics (UCLBP)

- Comité Thématique Évacuation et Gestion des Abris Provisoires (CTEGAP) sous la direction de la DGPC
- Équipes d'ingénieurs pour les évaluations structurelles dirigés par le MTPTC.

Les indicateurs du secteur choisis pour l'élaboration du HNO sont les suivants :

- Nombre de ménages vivant actuellement dans des situations d'hébergement non viables dans les zones affectées par un désastre naturel
- Nombre de ménages vivant actuellement dans des situations d'hébergement non viables dans les zones affectées par la violence
- Nombre de ménages dont la maison d'origine a été endommagée suite aux conséquences d'un désastre naturel
- Nombre de ménages dont la maison d'origine a été endommagée suite aux conséquences de violence
- Nombre de ménages affectés par les désastres naturels et des violences, ayant besoin de NFI
- Nombre de personnes à risque d'être affectés par une catastrophe ayant besoin d'accès à un abri collectif fonctionnel et opérationnel

## Projections des besoins (2022-2023)

	PERS. DANS LE BESOIN	MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
Jan - Juin 2022	<b>880k</b>	6,3M	4,2M	673k	207k	-
Juil - Déc 2022 (Intervention limitée)	<b>1,2M</b>	6,1M	4,1M	918k	283k	-
Juil - Déc 2022 (Intervention optimale)	<b>662k</b>	6,4M	4,3M	506k	156k	-
Jan - Juin 2023 (Intervention limitée)	<b>839k</b>	6,3M	4,2M	641k	198k	-
Jan - Juin 2023 (Intervention optimale)	<b>462k</b>	6,6M	4,4M	353k	109k	-
Juil - Déc 2023 (Intervention limitée)	<b>821k</b>	6,3M	4,2M	627k	193k	-
Juil - Déc 2023 (Intervention optimale)	<b>452k</b>	6,6M	4,4M	346k	107k	-

## 3.2

## Eau potable, assainissement et hygiène (EPAH)



PERS. DANS LE BESOIN

3,3M

FEMMES ET FILLES

55%

ENFANTS

45%

EN SITUATION DE HANDICAP

15%

## Analyse des besoins humanitaires

Les conditions socio-économiques et sécuritaires et la résurgence de l'épidémie de COVID-19 ont à la fois entraîné une discontinuité dans la fourniture et l'accès aux services EPAH et accentué la demande et le besoin de ces services.

Sur les sites de déplacés de l'aire métropolitaine, l'accès à l'eau potable, à l'assainissement (douches et toilettes) et à la gestion des déchets pour des centaines de ménages est catastrophique. En juillet 2021, le nombre de personnes déplacées dans les sites organisés était estimé à 6 269, et à 2 500 dans les sites spontanés.

Malgré les efforts des autorités et des partenaires pour améliorer les conditions dans ces espaces, la configuration des sites ne permettait pas de respecter les normes minimales dans ces domaines.

Sur les sites "organisés", la quantité d'eau par personne et par jour et le nombre de toilettes et de douches restent globalement insuffisants. Par exemple, sur le site de l'église Saint-Yves, où 1 110 personnes ont été hébergées, seules sept latrines ont pu être mises à la disposition des déplacés. Sur le site de Carrefour, des toilettes mobiles ont été posées, mais elles n'ont pu être vidangées que deux fois par semaine par un prestataire du département du Sud, compte tenu de la situation sécuritaire à Martissant, qui limite la mobilisation des services à partir de Port-au-Prince.

Sur les sites spontanés, souvent inaccessibles en raison des risques sécuritaires, de nombreux témoignages font état d'une situation désastreuse en

termes d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement.

L'attention initiée en 2020 sur les structures collectives, afin d'assurer la continuité du service et de minimiser la propagation de la COVID-19, a dû être maintenue en 2021 suite à l'apparition de nouveaux variants en Haïti et à l'augmentation du nombre de cas enregistrés. Ces activités additionnelles ont eu un impact sur les activités de préparation et de réponse du secteur aux autres urgences liées aux catastrophes naturelles, aux épidémies d'origine hydrique et au soutien aux migrants de retour en Haïti.

Si le secteur a enregistré de légers progrès en termes de couverture d'accès à l'eau et à l'assainissement au niveau national, dans les départements du Sud, le séisme du 14 août 2021 a mis à mal ces maigres avancées. Il a causé des dommages conséquents aux infrastructures d'eau qui desservent les habitations, les écoles et les établissements de santé. Le séisme a entraîné la création de soixante-dix sites de regroupement de personnes déplacées ayant des besoins importants en matière d'hébergement, d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EPAH).

Selon l'évaluation des besoins post-catastrophe suite au séisme, les dégâts les plus importants dans le secteur concernent 59 systèmes d'adduction d'eau potable, dont 57 en zone rurale et 2 en zone urbaine (Cayes et Jérémie), affectant directement 500 000 personnes.

Les perturbations de la distribution de carburant entre septembre et novembre ont eu un impact majeur sur l'accès à l'eau et la continuité des soins de santé. En novembre, la Direction Nationale de l'Eau Potable et



de l'Assainissement (DINEPA) a annoncé l'arrêt de la fourniture des services d'eau dans les communes de Tabarre, Cité Soleil et Delmas en raison d'un manque de carburant pour alimenter les systèmes de pompage. Dans d'autres départements, des communes comme Ouanaminthe ont également été visées par cette mesure.

Bien qu'aucun cas de choléra n'ait été confirmé depuis février 2019, le pays a enregistré, au cours de l'année 2021, plus de 191 500 cas combinés de typhoïde, de diarrhée et de malnutrition avec des poches d'incidences très marquées dans les départements de l'Ouest (47 362 cas), du Nord (41 530 cas) et l'Artibonite (27 688 cas).

Les maladies diarrhéiques sont l'une des principales causes de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans. Le secteur nutrition a estimé que 224 891 enfants de moins de 5 ans seront touchés par une forme de malnutrition en 2022. Les faibles taux d'accès à l'eau potable, à l'assainissement de base et à l'hygiène restent un obstacle à la lutte contre la malnutrition.

## Projection des besoins sectoriels

Même lorsque l'eau potable est disponible en quantité suffisante, les ménages font face à de multiples barrières pour y accéder en sécurité. Dans un contexte d'insécurité élevé, l'attente aux points d'eau, comme le chemin pour s'y rendre, est souvent propice à des incidents et des risques de protection. Dans les quartiers sous contrôle des gangs, où résident entre 800 000 et 1 million de personnes, les fontaines publiques sont désormais gérées par des éléments armés au détriment des comités locaux de l'eau.

Les personnes vivant dans des zones où l'incidence de la diarrhée aiguë, de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire est élevée n'ont souvent pas accès à une source d'eau potable protégée et n'ont pas la possibilité de traiter l'eau à domicile. Dans ces zones, les comportements d'hygiène (personnelle, domestique et alimentaire) tels que l'utilisation de latrines et le lavage des mains ne sont souvent pas ou peu appliqués et les risques de transmission féco-orale restent élevés.

## Projections des besoins (2022-2023)

	PERS. DANS LE BESOIN	MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
Jan - Juin 2022	<b>3,3M</b>	2,6M	5,0M	2,6M	971k	271k
Juil - Déc 2022 (Intervention limitée)	<b>4,6M</b>	2,3M	4,5M	3,1M	1,2M	324k
Juil - Déc 2022 (Intervention optimale)	<b>2,5M</b>	3,0M	5,8M	1,7M	639k	178k
Jan - Juin 2023 (Intervention limitée)	<b>3,2M</b>	2,8M	5,4M	2,2M	810k	226k
Jan - Juin 2023 (Intervention optimale)	<b>1,8M</b>	3,3M	6,3M	1,2M	446k	125k
Juil - Déc 2023 (Intervention limitée)	<b>3,1M</b>	2,8M	5,4M	2,1M	792k	221k
Juil - Déc 2023 (Intervention optimale)	<b>1,7M</b>	3,3M	6,4M	1,2M	437k	122k

En 2022, quelque 3,3 millions de personnes auront besoin d'une assistance humanitaire dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement.

## Suivi des besoins

La DINEPA, institution étatique EPAH et chef de file du secteur, et UNICEF, co-Lead du secteur, assureront le suivi des données et information du secteur à travers le Système intégré d'Information sur l'Eau Potable et l'Assainissement (SIEPA) (Plateforme logée sur mWater) mise en place par l'Office National de l'eau Potable et de l'Assainissement (ONEPA) qui est une des structures techniques de la DINEPA chargé du Système d'Information, en coordination avec les institutions publiques concernées telles que la DGPC, la Direction d'Épidémiologie, de Laboratoires et de Recherche (DELR), le MSPP et le Ministère de l'Éducation Nationale et de Formation Professionnelle (MENFP).

Les besoins EPAH en urgence dans les zones de fortes incidences épidémiques et/ou de malnutrition aiguë seront suivis chaque mois par le secteur à travers la DELR du MSPP. Les alertes climatiques seront suivies de manière hebdomadaire à travers les alertes de l'administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA) et l'unité hydrométéorologique d'Haïti (UHM). Le secteur EPAH sera aussi attentif aux différentes alertes de la DGPC au niveau central, départemental et communal. Les données concernant l'accès aux services EPAH au niveau des ménages et dans les institutions publiques (écoles et structures de santé) seront collectées et suivies à travers l'ONEPA.

Le secteur collectera les données suivantes:

- Nombre de ménages ayant accès à des sources d'eau de qualité et de disponibilité suffisantes
- Pourcentage de ménages ayant accès à des installations suffisantes pour se laver les mains

## 3.3 Éducation



PERS. DANS LE BESOIN

800k

FILLES

60%

GARÇONS

40%

EN SITUATION DE HANDICAP

10%

### Analyse des besoins humanitaires

Plus de 1 250 écoles, dont 530 établissements publics, ont été endommagées ou totalement détruites dans les trois départements touchés par le séisme. Les dommages ont été enregistrés à tous les niveaux du système, du préscolaire à l'enseignement supérieur, en passant par l'école fondamentale, l'école secondaire et le niveau technique et professionnel. Outre la destruction des salles de classe, certaines écoles se sont complètement effondrées, y compris leurs bâtiments administratifs, blocs sanitaires et points de lavage des mains. Selon l'évaluation partielle des dommages réalisée par le MTPTC, plus de 15% de 811 écoles déjà évaluées à la mi-décembre sont totalement inaccessibles et 25% pourraient être utilisées mais avec des restrictions. En conséquence, 250 000 élèves n'ont pas encore repris le chemin de l'école, malgré une rentrée scolaire retardée à la mi-octobre.

Cette situation, exacerbée par la perte de revenus des ménages, entraîne pour les enfants la perte de nombreuses heures d'apprentissage, des risques de redoublement et d'abandon scolaire et, plus encore, des risques de mise en place de mécanismes négatifs d'adaptation aux crises, de protection tels que les abus et l'exploitation, y compris les abus sexuels, et le recrutement par des bandes armées.

Dans le même temps, la persistance de la violence dans les quartiers sensibles de Port-au-Prince, les enlèvements, les viols et les attaques contre les écoles, en plus de provoquer le déplacement interne de plus de 10 000 enfants, a également réduit l'accès à un environnement scolaire protecteur pour des centaines de milliers d'enfants et d'enseignants. Des

établissements scolaires font l'objet de rançons de la part des gangs.<sup>26</sup> Dans de trop nombreuses communautés du pays, la peur empêche l'apprentissage. Les gangs transforment les lieux d'apprentissage en théâtres de la violence. Dans les quartiers de Martissant, Cité Soleil, le Centre-Ville, la Saline et Bas-Delmas 6 mois après la rentrée des classes 2021-2022, plus de 200 établissements scolaires sont restés fermés.

Les enfants du site de Tabarre Issa, incendié en mars, et du site de camp « La Piste », incendié en juin, ont dû fuir avec leurs parents vers d'autres sites de déplacement ou ont été hébergés dans des familles d'accueil. Leur scolarité a été brutalement interrompue et, à la rentrée scolaire de septembre, la majorité d'entre eux n'avait toujours pas trouvé de place dans une nouvelle école.

Selon UNICEF, alors que l'insécurité alimentaire et les niveaux de pauvreté augmentent en raison de la dureté de l'environnement, seuls 68% des enfants des ménages les plus pauvres fréquentent l'école primaire contre 92% des ménages les plus riches et les niveaux d'apprentissage restent très faibles.<sup>27</sup>

En 2022, pas moins de 797 000 enfants, adolescents, jeunes (dont 49% de filles) ne pourront pas accéder, en toute sécurité, à l'école et suivre une scolarité normale. Leurs parents ne pourront faire face à l'augmentation des prix des besoins essentiels et auront des difficultés à payer les frais de scolarité.

### Projection des besoins sectoriels

Compte tenu de la détérioration de l'économie, du

climat politique et social, et de la forte recrudescence de la violence et des enlèvements, les risques d'augmentation du taux d'abandon scolaire et du taux de redoublement, qui était estimé à plus de 14% auparavant, restent importants, en particulier pour les filles et les garçons issus de ménages vivant sous le seuil de pauvreté. De nouveaux abandons potentiels viendront s'ajouter aux 500 000 enfants d'âge scolaire estimés déjà déscolarisés, tandis que plus de 30% des écoles des départements du sud pourraient ne pas rouvrir aussitôt si le plan de relèvement et de reconstruction du séisme n'est pas rapidement mis en œuvre.

Le coût du remplacement des bâtiments scolaires, calculé en considérant le niveau des dégâts et en fonction du type d'école, est estimé à 255 millions de dollars, dont 65 millions pour les Nippes, 76 millions pour Grand'Anse et 114 millions pour le Sud.

### Suivi des besoins

Au niveau du secteur Éducation, les activités de suivi des besoins seront assurées par le Groupe Sectoriel Éducation en Situation d'Urgence dans les 58

communes prioritaires identifiées par la communauté humanitaire en accord avec le Gouvernement sur la base des indicateurs de vulnérabilités retenus par le secteur.

Des évaluations seront conduites de concert avec les structures du MENFP du niveau central et des niveaux déconcentrés.

Les données seront collectées au niveau du secteur sur la base des indicateurs suivants:

- Nombre d'enfants touchés dans les écoles détruites ou endommagées par des catastrophes naturelles au cours des derniers 9 mois
- Nombre d'enfants dans les écoles ayant des blocs sanitaires partiellement ou totalement détruits
- Nombre d'enfants touchés par l'insécurité alimentaire (IPC 3 et 4)
- Nombre d'enfants touchés par le déplacement et les écoles occupées (département de l'Ouest).

### Projections des besoins (2022-2023)

	PERS. DANS LE BESOIN	MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
Jan - Juin 2022	<b>798k</b>	1,2M	1,1M	554k	225k	19k
Juil - Déc 2022 (Intervention limitée)	<b>1,1M</b>	1,0M	980k	755k	307k	26k
Juil - Déc 2022 (Intervention optimale)	<b>600k</b>	1,3M	1,2M	416k	169k	14k
Jan - Juin 2023 (Intervention limitée)	<b>761k</b>	1,2M	1,1M	528k	215k	18k
Jan - Juin 2023 (Intervention optimale)	<b>419k</b>	1,4M	1,3M	291k	118k	10k
Juil - Déc 2023 (Intervention limitée)	<b>744k</b>	1,2M	1,1M	516k	210k	18k
Juil - Déc 2023 (Intervention optimale)	<b>410k</b>	1,4M	1,3M	285k	116k	10k



## 3.4 Nutrition



PERS. DANS LE BESOIN

225k

FILLES

50%

GARÇONS

50%

EN SITUATION DE HANDICAP

3%

### Analyse des besoins humanitaires

La malnutrition, principale manifestation du fléau de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, demeure un important problème de santé publique et de développement en Haïti. Sous ses diverses formes (retard de croissance, émaciation, insuffisance pondérale, carences en micronutriments), elle affecte surtout les enfants durant la fenêtre d'opportunités. Ainsi, les femmes enceintes malnutries donnent naissance à des enfants de petit poids. La malnutrition intra utérine affecte le développement cérébral, engendrant le cycle intergénérationnel vicieux de la pauvreté, ainsi que l'apparition des maladies chroniques non dégénératives à l'âge adulte.

Les résultats de l'enquête nutritionnelle SMART de janvier 2020 montrent que l'émaciation infantile des moins de 5 ans est de 6,0%. La désagrégation selon le sexe montre que les garçons sont plus affectés par la malnutrition aiguë (7,3%) que les filles (4,6%). Les enfants âgés de 6 à 23 mois sont plus touchés (7,9%) que ceux de 24 à 59 mois (4,7%). Cette mauvaise situation affecte principalement six (6) des onze (11) domaines d'études notamment l'Aire Métropolitaine (6,5%), le reste du département de l'Ouest (6,0%), Nord (5,8%), Sud-Est (5,6%), Nord-Est (5,4%) et Grand'Anse (5,0%). La prévalence de la Malnutrition Aiguë Sévère (2,1%) est supérieure à 2% au niveau national et de 2,5% pour l'Aire Métropolitaine. La prévalence de la malnutrition chronique au niveau national est de 22,7%. Elle reste stagnante, car statistiquement similaire à celle de 2012 où elle était estimée à 23,4%.

L'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants n'était pas optimale pour une majorité avant le

tremblement de terre. En Haïti, seuls deux enfants de moins de six mois sur cinq (40%) sont exclusivement allaités et à 4-5 mois, ce pourcentage est beaucoup plus faible (15%). En outre, 25% des enfants sont nourris au biberon.<sup>28</sup> Parmi les enfants de 6 à 23 mois, seuls 1 sur 4 ont reçu une alimentation répondant aux critères de diversification alimentaire minimale, incluant au moins quatre groupes d'aliments et 1 sur 10 ont reçu un apport alimentaire minimum acceptable selon les critères de l'OMS.

La carence en micronutriments (Vitamine A, iode, fer et zinc) constitue aussi un problème de santé publique en Haïti, comme en témoignent les résultats de DHS 2016-2017, avec une femme sur deux en âge de procréer et deux enfants sur trois de moins de cinq ans souffrant d'anémie.

La couverture pour la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère (MAS) et modérée (MAM) reste limitée. Sur les 1 007 institutions sanitaires que compte le pays, il n'y a que 444 institutions sanitaires qui logent 715 structures de prise en charge de la malnutrition aiguë dont 34 Unités de Stabilisation Nutritionnelle (USN), 386 Programme Thérapeutique Ambulatoire (PTA) et 295 Programme de Nutrition Supplémentaire (PNS). Selon les statistiques publiées par le Système d'Information Sanitaire Unique (SISNU), pour la période de janvier à septembre 2021, 29 956 enfants ont été admis (MAS 11 201, MAM 18 755) contre 30 429 en 2020 (13 177 MAS, 17 252 MAM).

En plus des principaux déterminants de la malnutrition, notamment le faible accès aux services de base (santé, eau, hygiène et assainissement, éducation), les facteurs contextuels de 2021, tels que les crises

sociopolitiques et économiques, la dégradation de la situation agricole et les catastrophes naturelles, ont largement affecté le pouvoir d'achat des ménages les plus pauvres et leur capacité à accéder à la nourriture, les obligeant à adopter, par voie de conséquence, des stratégies de moyens d'existence non soutenables. Le niveau de vulnérabilité structurelle du pays rend de nombreux ménages extrêmement sensibles aux chocs et particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Tout ceci a favorisé la détérioration de l'état nutritionnel des groupes cibles de la nutrition, fragilisée de surcroît depuis mars 2020 par la COVID-19 et ses effets collatéraux surtout au niveau communautaire où les services de nutrition ont connu un ralentissement.

Le nombre de personnes dans le besoin a été calculé à partir des prévalences départementales de malnutrition aiguë sévère et modérée de l'enquête SMART de janvier 2020, de EMMUS-2016-2017, IPC 2021 et des informations collectées suite à l'évaluation rapide nutritionnelle réalisée après le séisme dans trois départements affectés. Ainsi, 225 000 enfants en besoin ont été identifiés.

### **Projection des besoins sectoriels**

La persistance des crises politique et sécuritaire, la pandémie de la COVID-19 ainsi que la fréquence répétée des catastrophes naturelles accentuent la détérioration de la situation socio-économique du pays et l'insécurité alimentaire au niveau des ménages. Cette situation provoquera des conséquences sur l'état nutritionnel de la population, particulièrement des filles et des garçons de moins de cinq ans et des femmes, augmentant ainsi le nombre de cas de malnutrition aiguë dans les zones vulnérables en 2022.

### **Suivi des besoins**

Sous la coordination de l'Unité de Coordination de Programme National d'Alimentation et de Nutrition (UCPNANu) en collaboration avec l'Unité d'Évaluation et de Programmation (UEP), les données seront collectées et transmises du niveau opérationnel au

niveau national à travers le SISNU. Une analyse globale sera présentée à chaque réunion mensuelle du Comité Technique Nutrition (CTN) organisée par l'UCPNANu, chef de file du secteur nutrition, avec l'appui de UNICEF. Ces rencontres permettront de faire un suivi et une adaptation en temps réel des interventions.

Le suivi de la situation sera assuré mensuellement à partir des indicateurs notamment le nombre d'enfants 6-59 mois dépistés et le nombre d'enfants 6-59 mois souffrant de malnutrition aiguë sévère et modérée admis et traités.

Avec l'appui des points focaux nutrition des directions départementales sanitaires, les missions de suivi mensuelles/ trimestrielles par niveau (arrondissement, commune) seront réalisées pour s'assurer de la mise en œuvre effective des interventions. Les missions conjointes trimestrielles du niveau national vers les départements seront également effectuées.

## Projections des besoins (2022-2023)

	PERS. DANS LE BESOIN	MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
Jan - Juin 2022	<b>225k</b>	344k	779k	137k	6k	75k
Juil - Déc 2022 (Intervention limitée)	<b>307k</b>	316k	717k	193k	8k	106k
Juil - Déc 2022 (Intervention optimale)	<b>169k</b>	358k	812k	106k	4k	58k
Jan - Juin 2023 (Intervention limitée)	<b>214k</b>	345k	781k	135k	6k	74k
Jan - Juin 2023 (Intervention optimale)	<b>118k</b>	374k	848k	74k	3k	41k
Juil - Déc 2023 (Intervention limitée)	<b>210k</b>	346k	784k	132k	5k	72k
Juil - Déc 2023 (Intervention optimale)	<b>116k</b>	375k	849k	73k	3k	40k

## 3.5 Protection



PERS. DANS LE BESOIN

979k

FEMMES ET FILLES

65%

ENFANTS

76%

EN SITUATION DE HANDICAP

15%

### Analyse des besoins humanitaires

Le cumul des chocs politiques et de ces catastrophes naturelles a non seulement aggravé la situation économique et sociale des populations vulnérables, mais a également favorisé la montée et l'expansion de la violence armée contre les populations vivant les zones urbaines et périurbaines du pays. Les principaux protagonistes de cette violence ont été les bandes criminelles et dans une moindre mesure la police haïtienne lors d'opérations anti criminalité. Entre janvier et octobre 2021, au moins 1 190 personnes ont été tuées, blessées ou enlevées, principalement à Port-au-Prince. Il convient aussi de souligner que les défenseurs des droits humains, les journalistes et certains acteurs du secteur judiciaire n'ont pas été épargnés par cette violence. Les violences basées sur le genre, particulièrement les incidents de violences sexuelles, ont aussi connu une augmentation exceptionnelle (+400%) sur l'ensemble du pays en comparaison avec la même période en 2020, selon les services fournissant un appui aux survivants.

A ces atteintes à l'intégrité physique s'est ajoutée une progressive prise de contrôle de certains axes routiers et des quartiers de la capitale par ces mêmes bandes criminelles qui ont contraint des milliers de personnes à fuir dans d'autres quartiers ou dans d'autres régions pour sauver leur vie, éviter de s'exposer davantage aux actes criminels ou parce que leurs biens et habitations avaient été détruits ou pillés. Des dizaines de milliers de personnes déplacées ont ainsi rejoint des sites de fortune. Dans tous les cas, la vulnérabilité de ces populations déplacées s'est aggravée et leurs besoins en protection s'est accentuée dans les zones d'accueil,

en raison de l'absence de services sociaux de l'Etat et d'opportunités économiques, mais aussi des risques de violence physique et sexuelle qu'elles encourent. Les femmes, les enfants et les personnes en situation de handicap sont particulièrement affectés par ces déplacements.

Outre l'instabilité politique et les conséquences des catastrophes naturelles, plusieurs autres facteurs ont causé cette progression de la violence armée parmi lesquels figure un sentiment général d'impunité caractérisé par un faible nombre de poursuites judiciaires contre les auteurs et les promoteurs de ces actes, mais aussi la collusion entre des éléments ou d'anciens éléments de la police avec ces bandes criminelles. Un second facteur concerne le soutien que ces mêmes bandes criminelles ont pu recevoir d'acteurs politiques et économiques. Enfin, la faible présence des services étatiques dans les zones affectées par la violence et le manque d'opportunités et d'alternatives économiques pour les jeunes y vivant ont également joué un rôle important.

L'augmentation et l'expansion de la violence armée a eu des répercussions extrêmement négatives sur la fourniture et l'accès aux services de base pour les populations résidant dans les quartiers défavorisés de la capitale. Certains acteurs humanitaires ciblés par des attaques ont dû fermer leurs locaux et/ou relocaliser leurs interventions en dehors des zones à risque. En conséquence, l'accès aux populations vulnérables est devenu extrêmement risqué et périlleux.

A partir du mois de septembre, le vol et le



détournement par des bandes criminelles des camions transportant le carburant en provenance des zones portuaires de Port-au-Prince a eu des répercussions désastreuses sur le fonctionnement des services étatiques et privés ainsi que sur leurs capacités à fournir des prestations à la population en général, et aux populations vulnérables en particulier. Plusieurs hôpitaux et centres de santé ont été contraints de réduire leurs activités, tandis que la quasi-totalité des ambulances ont cessé de circuler, rendant par exemple l'accès aux services médicaux très compliqué pour les femmes sur le point d'accoucher.

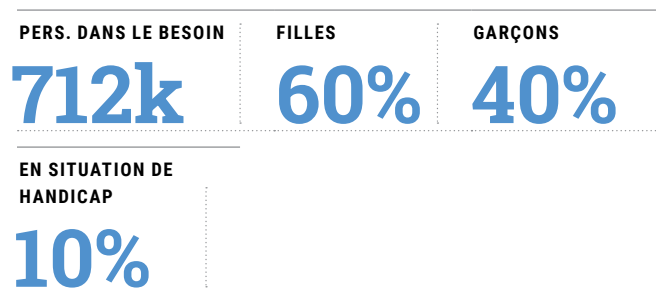
Les centres de détention, déjà surpeuplés, ont aussi été particulièrement affectés. Le manque de carburant a eu pour conséquence la réduction du nombre de repas servis pour les détenus et l'impossibilité de faire fonctionner les groupes électrogènes pour assurer la sécurité à l'intérieur et l'extérieur des enceintes.

Parallèlement à ces défis, l'année 2021 a également enregistré une augmentation des expulsions de migrants haïtiens en provenance des pays de la région. Le durcissement des mesures pour entrer sur les territoires des principaux pays d'accueil et de transit a conduit au rapatriement d'au moins 38 126 migrants (dont 74% d'hommes, 17% de femmes, 5% de garçons et 4% de filles) vers Haïti, par voie maritime, aérienne et terrestre.

Les personnes en situation de handicap représentent l'un des groupes les plus désavantagés, marginalisés et vulnérables de la société haïtienne. Les autorités haïtiennes estiment ce groupe à environ un million d'individus (10% de la population du pays) dont au moins 200 000 enfants. La situation socio-économique des personnes vivant avec un handicap reste marquée par des inégalités par rapport au reste de la population avec un niveau d'instruction moins élevé, un accès limité aux services sociaux de base notamment les soins de santé, ainsi qu'un taux de chômage et de pauvreté plus élevés. De manière générale, l'inclusion sociale et économique de ces personnes se heurte à divers obstacles. Parmi ces derniers figurent : les préjugés, les discriminations et le rejet social, l'absence d'appareils et de technologies d'assistance, l'inadaptation des moyens de communication,

l'inaccessibilité aux bâtiments et aux transports, les carences des services publics et une offre de service de réadaptation physique et fonctionnelle défailante. Les conséquences du tremblement de terre du 14 août ont accentué la vulnérabilité des personnes en situation de handicap vivant dans le Grand Sud, en particulier quant à l'accès à l'aide humanitaire. Il a aussi accru leur isolement et leur faible insertion socio-économique.

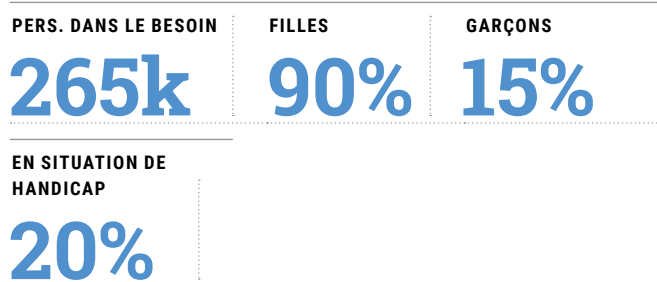
### Protection de l'enfance



En Haïti, les enfants ont été affectés de manière disproportionnée par les risques de protection. Environ 15 à 20% des enfants affectés par les crises humanitaires ont besoin d'une prise en charge psychosociale individuelle et 75 à 80% d'un soutien psychosocial au niveau communautaire. Une fille sur quatre et un garçon sur cinq sont affectés par les violences sexuelles. Enfin, 85% des enfants<sup>29</sup> subissent une discipline violente dans le cadre de leur éducation parmi lesquels 14%<sup>30</sup> subissent une discipline violente et extrême<sup>31</sup>, incluant notamment les châtiments corporels sévères portant gravement atteinte à l'intégrité physique et psychologique de l'enfant tels que l'administration de coups de fouets ou la privation de sommeil.

Dans les zones marginalisées et enregistrant un accroissement de la violence armée, les enfants sont aussi enclins à rejoindre très jeunes les bandes criminelles et à s'identifier à leurs leaders, du fait de la précarité sociale et de l'absence d'opportunités économiques. La situation des enfants potentiellement associés aux bandes criminelles et/ou à risque de recrutement constitue une préoccupation majeure en matière de droit des enfants en Haïti.

## Violence basée sur le genre (VBG)



Les situations de crise, de catastrophe naturelle et d'insécurité accru créent malheureusement un terrain favorable pour la recrudescence des cas de VBG et des cas d'abus et d'exploitation sexuels constituant par là-même l'un des plus grands défis de protection auquel les individus et les communautés peuvent faire face. Au cours de la période Janvier à Octobre 2021, le système de santé en Haïti à travers les structures sanitaires assurant la prise en charge des cas de VBG, principalement (les violences sexuelles et physiques) a enregistré un total de 15 288 cas collectés; ce sont 77% des femmes et des filles contre 23% enregistrés pour les hommes et les garçons, survivants de violence sexuelle.

Le rapport d'évaluation de l'office de protection citoyenne (OPC), lead du secteur protection, avec l'appui de OCHA, a relevé par ailleurs que la violence sexuelle et sexiste est utilisée par les gangs comme une arme pour humilier, terroriser et renforcer leur contrôle sur les populations locales. Les violences sexuelles impliquant des gangs restent largement sous-déclarées. En moyenne, 75 cas de violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG) sont rapportés par mois, dont des enfants de 2 ans, victimes de violences sexuelles à Port-au-Prince. Les femmes et les filles sont plus affectées que les hommes.<sup>32</sup> La tranche d'âge de 18-59 ans est la plus affectée suivie par la tranche d'âge des moins de 18 ans puis des personnes de plus de 59 ans. Les cas de VBG déclarés sur les garçons parmi les survivants, sont pour des rituels d'initiation ou comme moyens de pression et sont enrôlés de force dans les gangs. Un haut niveau de brutalité et d'impitoyabilité a été décrit par les victimes de viol et les membres de leur famille. Dans certaines régions, le sentiment

d'impunité est si répandu que des viols sont perpétrés en plein jour<sup>33</sup>, dans les transports en commun. Des jeunes filles deviennent esclaves sexuelles de chefs de gangs du fait du climat coercitif dans les zones occupées par ces gangs. Cette tendance pourrait se maintenir en 2022 si les efforts de sécurisation et de la consolidation de la paix dans les zones affectées par les crises humanitaires et sociopolitiques ne sont pas renforcés.

D'après l'analyse des données collectées de janvier à juillet 2021, les survivants de violences sexuelles ayant recherché une assistance médicale étaient pour 40% des femmes, 40% des filles, 13%, des hommes et 7% des garçons. Ceci met en lumière que les violences basées sur le genre affectent aussi les hommes et les garçons. La stigmatisation sociale pour ces derniers diminue toutefois assurément leur propension à rechercher des services fournissant des soins médicaux et/ou psychosociaux.

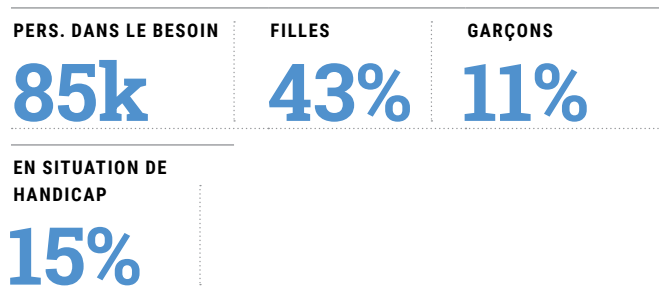
Les personnes vivant avec handicaps et à besoin spécifique sont très vulnérables dans ce genre de contexte. Les mouvements de population accentuent la vulnérabilité des femmes et des filles, les obligeant à développer des pratiques de survie qui sont une atteinte à leur intégrité physique et émotionnelle ainsi qu'à leur dignité humaine. Certaines femmes et filles déplacées ou retournées sont contraintes à échanger des faveurs sexuelles contre du travail ou de l'argent pour subvenir à leurs besoins. Cette vulnérabilité est renforcée par le faible statut de la femme, sa condition (handicap, grossesse ou allaitement, femme cheffe de ménage/seule/vieille) et le poids des us et coutumes. Les exploitations et abus sexuels demeurent une problématique, même si des chiffres ne sont pas disponibles, cela reste une menace permanente.

L'accès à l'offre de service de base reste un défi, du fait des attaques contre le système de santé (les installations médicales, le personnel sont impactés), l'insuffisance des capacités opérationnelles pour le soutien psychosocial, la fragilité de l'environnement de protection du fait de la corruption et de l'insécurité/menaces sont autant de facteurs qui fragilisent une prise en charge efficiente, holistique et coordonnées des cas de VBG et d'exploitation et abus sexuels.

Dans un tel contexte, les réponses policières, juridiques et judiciaires sont extrêmement limitées et inefficaces en dépit des grands efforts déployés par le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF) en coordination avec les acteurs clés intervenant dans la lutte contre les VBG pour assurer la mise en place des structures de coordination fortes et fonctionnelles tant au niveau national que départemental.

Les organisations de femmes et féministes intervenant traditionnellement dans la prise en charge des survivantes de violences notamment les VBG font face difficilement à la recrudescence des sollicitations en termes d'assistance psychosociale et d'accompagnements médico légal. Malgré leur agentivité (pour faire face à la pandémie et les violence communautaires) à travers des initiatives telles que la mise en place des mécanismes de signalement et d'alerte, des lignes vertes, la création d'application mobile (Alo TOYA), ou de promotion d'espaces sûrs pour les femmes et les filles avec l'appui de UNFPA, ONU FEMMES, UNICEF et le PNUD etc., leurs actions restent limitées par la méconnaissance des mécanismes d'intervention humanitaires et l'accès aux moyens et ressources financières pour faire face aux crises et catastrophes. matière de droit des enfants en Haïti.

### Migrants et PDI



Les catastrophes naturelles et la violence armée causant des déplacements internes, ajoutés aux rapatriements de migrants haïtiens depuis l'étranger, expliquent qu'au moins 84 800 personnes vulnérables déplacées, expulsées ou rapatriées ont besoin d'une assistance humanitaire. Parmi ces personnes figurent 47% de migrants rapatriés, expulsés et retournés, 41%

de déplacés en raison de catastrophes naturelles et 12% de personnes déplacées du fait de la violence armée. La décomposition par âge et sexe de ces personnes indique que 51% sont des hommes, 27% des femmes, 11% des garçons, et 11% des filles.

En effet, le climat général d'insécurité, et surtout les activités des gangs dans les zones urbaines et périurbaines de Port-au-Prince, ont contraint 19 000 personnes à se déplacer à l'intérieur du pays. Ces personnes ont dû quitter leur domicile pour sauver leur vie, certaines d'entre elles ont même vu leur maison brûler. Ainsi, à la suite des affrontements armés au niveau de Bel-Air en août 2020, environ 450 familles (regroupant 46,9% d'hommes et 53,2% de femmes) se sont réfugiées dans quatre sites de déplacés, dans lesquelles elles se trouvaient toujours pendant le premier semestre de l'année 2021. Parmi ces personnes, on compte un pourcentage élevé de cas de vulnérabilités particulières : 7,2% de ces personnes souffrent d'une maladie chronique, 2,1% sont des femmes allaitantes et 1,5% des femmes enceintes, un grand nombre est en situation de handicap physique, visuel ou auditif, et plusieurs enfants séparés ou non accompagnés.<sup>34</sup>

A la suite d'une série d'affrontements sur le site de Tabarre Issa en février 2021, le différend entre plusieurs gangs armés a entraîné un incendie le 29 mars, créant ainsi la panique et le déplacement immédiat des familles et personnes vivant dans ce site (432 ménages, représentant 2 196 personnes).

En juin, de nouvelles escalades de violence dans les quartiers de Bas-Delmas, Martissant et Cité Soleil ont généré de nouveaux déplacements de populations, notamment parmi les résidents du camp « La Piste », qui existait depuis le tremblement de terre de 2010, et dans lequel vivaient des centaines de personnes en situation de handicap. L'intensification et la résurgence de la violence, ainsi que l'absence d'autorité de l'État dans certaines zones et le récent assassinat du Président, exacerbent les vulnérabilités dans un environnement de plus en plus dégradé, aggravant ainsi la situation de populations déjà vulnérables ayant peu d'accès aux services de base. Le temps d'être relogées ou de pouvoir retourner chez elles,

ces personnes déplacées internes (PDI) dépendent de l'aide humanitaire pour répondre à leurs besoins fondamentaux, tels que l'accès à la nourriture et l'eau, mais également un appui psychosocial pour surmonter les traumatismes qu'elles ont vécu, une assistance médicale, une aide pour l'intégration des personnes en situation de handicap, et un suivi de protection adapté à leurs besoins spécifiques.

En outre, le séisme de magnitude 7.2 a entraîné le déplacement de 39 000 personnes dans 89 points de rassemblement répartis dans les trois départements du Sud, les Nippes et la Grand' Anse, et dont 75 sites comprennent plus de 100 personnes. Le niveau de vie de ces PDI et plus généralement de la population affectée par la catastrophe s'est effondré. Par conséquent, au cours des mois de septembre et octobre 2021, l'OIM a observé une augmentation du nombre d'Haïtiens quittant le pays par bateau depuis les départements de la Grand'Anse et des Nippes, qui figurent parmi les zones les plus touchées par le tremblement de terre.

Ainsi, des milliers d'Haïtiens quittent le pays à la recherche de bien-être, et la plupart d'entre eux prennent des risques et exploitent de plus en plus les routes migratoires irrégulières, tant par les frontières terrestres poreuses que par les couloirs maritimes vers les îles voisines et les États-Unis.

Plus spécifiquement, depuis la fin du mois d'août 2021 des milliers d'Haïtiens se sont rassemblés dans des sites de fortune du côté mexicain de la frontière pour attendre avant d'entrer aux États-Unis. En réponse à cet afflux massif de migrants, les gouvernements des États-Unis et d'autres pays d'Amérique Latine et des Caraïbes ont augmenté les rapatriements de migrants haïtiens. Ainsi, à partir du 19 septembre et jusqu'à la fin de l'année 2021, 12 364 migrants ont été rapatriés en provenance des États-Unis (6 916 hommes, représentant la majorité des rapatriés avec 56%, 3 182 femmes soit 26%, et 2 266 enfants représentant 18%). Ces rapatriements devraient se poursuivre en 2022.

Ces chiffres s'ajoutent aux migrants déjà rapatriés par voie aérienne et maritime depuis le début de l'année 2021, donnant ainsi un total de 19 629 migrants

haïtiens rapatriés par voies aérienne et maritime (11 749 hommes, 4 711 femmes, 1 625 garçons et 1 544 filles) tout au long de l'année 2021 ; et à ceux rapatriés par voie terrestre depuis la République dominicaine voisine, au nombre de 24 819 au cours de l'année 2021.<sup>35</sup> L'OIM a développé une enquête administrée auprès de migrants rapatriés entre les mois de janvier et juin 2021 afin de mieux comprendre les raisons motivant leur départ, qui ont révélé être principalement le chômage, l'insécurité et la recherche de meilleures conditions de vie. Une fois de retour en Haïti, ces migrants ont exprimé que leurs trois besoins les plus urgents sont l'emploi, le transport vers leur domicile et la nourriture.

Les principaux besoins exprimés par les migrants rapatriés de la République Dominicaine consistent en une aide pour rentrer chez eux (en transport), un soutien pour obtenir un emploi ou développer une activité génératrice de revenus afin de subvenir à leurs besoins.

Lors de leur arrivée, les migrants ont souvent rapporté avoir été victime d'abus et de mauvais traitements lors de leur parcours migratoire et avoir besoin d'une assistance humanitaire d'urgence dans la mesure où ils arrivent sans biens et ressources personnels. Leur réinsertion s'est avérée aussi extrêmement difficile, en particulier pour subvenir à leurs besoins en nourriture ou pour trouver un logement et un emploi ou une activité génératrice de revenus. Faute de réponses à ces défis de réinsertion et aux causes profondes qui ont motivé leur migration, beaucoup de migrants rapatriés envisagent de quitter à nouveau Haïti, malgré la connaissance des risques encourus lors des migrations irrégulières.

Si l'ensemble des besoins en protection des personnes en situation de déplacement s'étendent sur l'ensemble du territoire, plusieurs départements et villes frontalières du pays ainsi que les régions du sud seront particulièrement ciblés, dont les départements de l'Ouest, l'Artibonite, le Sud, le Nord et le Centre, qui sont les principales localités de départ et de retour des migrants.



## Projection des besoins sectoriels

A la lumière des actuelles tendances politiques, sécuritaires et économiques, la situation des personnes vulnérables devrait continuer à se détériorer, et leurs besoins de protection pourraient s'accroître en 2022. Aussi longtemps que la situation sociopolitique et économique du pays restera défavorable, que la violence armée se propagera et que les droits humains ne seront pas respectés, les tendances migratoires actuelles, tant externes qu'internes, se poursuivront. Les populations vulnérables continueront à se déplacer vers des zones plus sûres pour échapper à la violence des gangs et à l'insécurité générale, et une grande partie d'entre elles tentera de quitter le pays à la recherche de meilleures conditions de vie. La tendance à la hausse des cas de VBG observée en 2021 se poursuivra.

Pas moins de 712 000 enfants (29% affectés par le tremblement de terre et 71% par les violences urbaines, dont 15% souffrent d'une forme de handicap) auront besoin de protection, notamment dans 41 des 58 communes identifiées comme prioritaires dans les départements de l'Ouest, des Nippes, du Sud et de la Grande Anse.

Au moins 84 800 migrants vulnérables et personnes déplacées internes auront besoin d'aide dans tout le pays, dont certains ont des besoins spécifiques d'assistance et de protection, comme les personnes en situation de handicap (qui représentent 12% du total, et sont particulièrement représentées parmi les personnes déplacées internes en raison de la violence des gangs ou de catastrophes naturelles), les femmes et les filles - notamment celles qui sont enceintes et qui allaitent -, les mineurs non accompagnés ou séparés, les jeunes et les personnes âgées, les victimes du trafic et de la traite de personnes, les survivant(e)s de violence sexuelle, et les personnes vivant dans des zones reculées.

## Suivi des besoins

Le groupe de travail sur la protection de l'enfance coordonnera avec les institutions publiques et la société civile ainsi qu'avec les groupes de travail nationaux et départementaux de protection de l'enfance pour le suivi et le partage des informations et des alertes.

Les membres du groupe de travail sur la VBG ont fait état de lacunes dans la coordination et le reporting

## Projections des besoins (2022-2023)

### Protection de l'enfance

	PERS. DANS LE BESOIN	MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
Jan - Juin 2022	<b>712k</b>	-	4,1M	392k	317k	-
Juil - Déc 2022 (Intervention limitée)	<b>972k</b>	-	3,9M	537k	435k	-
Juil - Déc 2022 (Intervention optimale)	<b>535k</b>	-	4,3M	296k	240k	-
Jan - Juin 2023 (Intervention limitée)	<b>679k</b>	-	4,1M	375k	304k	-
Jan - Juin 2023 (Intervention optimale)	<b>374k</b>	-	4,4M	207k	168k	-
Juil - Déc 2023 (Intervention limitée)	<b>664k</b>	-	4,2M	367k	297k	-
Juil - Déc 2023 (Intervention optimale)	<b>366k</b>	-	4,5M	202k	164k	-

**Projections des besoins (2022-2023)****Violence basée sur le genre (VBG)**

	PERS. DANS LE BESOIN	MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
Jan - Juin 2022	<b>265k</b>	1,3M	2,9M	68k	149k	13k
Juil - Déc 2022 (Intervention limitée)	<b>362k</b>	1,2M	2,8M	107k	234k	21k
Juil - Déc 2022 (Intervention optimale)	<b>199k</b>	3,8M	7,4M	59k	129k	12k
Jan - Juin 2023 (Intervention limitée)	<b>253k</b>	3,8M	7,3M	75k	163k	15k
Jan - Juin 2023 (Intervention optimale)	<b>139k</b>	3,9M	7,4M	41k	90k	8k
Juil - Déc 2023 (Intervention limitée)	<b>247k</b>	3,8M	7,3M	73k	160k	14k
Juil - Déc 2023 (Intervention optimale)	<b>136k</b>	3,9M	7,4M	40k	88k	8k

**Projections des besoins (2022-2023)****Migrants et PDI**

	PERS. DANS LE BESOIN	MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
Jan - Juin 2022	<b>85k</b>	-	-	23k	80k	11k
Juil - Déc 2022 (Intervention limitée)	<b>116k</b>	-	-	55k	194k	28k
Juil - Déc 2022 (Intervention optimale)	<b>64k</b>	-	-	101k	352k	50k
Jan - Juin 2023 (Intervention limitée)	<b>81k</b>	-	-	39k	135k	19k
Jan - Juin 2023 (Intervention optimale)	<b>45k</b>	-	-	70k	246k	35k
Juil - Déc 2023 (Intervention limitée)	<b>79k</b>	-	-	12k	41k	6k
Juil - Déc 2023 (Intervention optimale)	<b>44k</b>	-	-	69k	240k	34k

dans les situations humanitaires. Sous la direction du MCFDF, des lignes directrices seront développées pour assurer une meilleure coordination et un suivi régulier des besoins. Les points focaux des institutions étatiques, des organisations non gouvernementales internationales et nationales déployées dans tout le pays feront rapport sur l'état des besoins et particulièrement dans les communes prioritaires identifiées par l'équipe humanitaire de pays. Afin de faciliter le suivi, des enquêtes seront menées au niveau départemental et communal tous les six mois en utilisant les outils mis à disposition par le Comité permanent inter-agences (IASC) et adaptés par le groupe humanitaire VBG, tout en tenant compte des défis liés à la situation sécuritaire et socio-politique.

En collaboration avec les groupes de travail sur la protection de l'enfance et les migrants et PDI, un mécanisme de suivi incluant les alertes de mouvements de populations, et les risques de VBG dans les zones affectées par l'insécurité alimentaire aiguë sera mis en place. Des données sur les risques et les incidents de VBG au sein de ces groupes de population seront collectées. Des analyses de situation seront produites sur l'impact de la violence des bandes armées, l'impact du tremblement de terre et du déplacement forcé sur les femmes et les filles, la mise à disposition et l'utilisation du paquet de services intégrés aux violences physiques/sexuelles, le trafic, l'exploitation et les abus sexuels avec un accent sur les personnes vivant avec un handicap, à besoins spécifiques et celles vivant dans des zones reculées.

Des analyses de protection seront produites, notamment sur l'évolution du nombre de personnes déplacées par la violence des gangs, les tendances de rapatriement, ainsi que les principaux problèmes rencontrés à la frontière entre Haïti et la République dominicaine. Une attention particulière sera accordée aux catégories de populations les plus vulnérables.

Le secteur collectera les données suivantes :

- Nombre de personnes civiles tuées ou blessées à la suite de violence armée.
- Nombre de personnes tuées, blessées ou

disparues à la suite d'une catastrophe naturelle

- Pourcentage des garçons/filles affectés par les crises ayant bénéficiés de prise en charge psychosociale
- Pourcentage des enfants ayant subi une des formes de discipline violente, englobant la violence psychologique ou physique
- Pourcentage ou nbre de filles / garçons qui ont été séparés de leurs parents ou d'autres soignants adultes typiques
- Pourcentage de personnes ayant des connaissances sur les services de CP de base disponibles
- Nombre d'établissements de santé où des services de prise en charge médicale et psychosociale de la VBG sont disponibles
- Pourcentage de filles/femmes âgées de 15 à 49 ans, en âge de procréer, affectées par au moins deux facteurs de risque (violence sexuelle et physique)
- Pourcentage de ménages ayant des connaissances sur les services de base disponibles pour les survivant(e)s de VBG
- Nombre de personnes retournées, rapatriées ou expulsées vers Haïti par voie aérienne et maritime
- Nombre de personnes retournées, rapatriées ou expulsées de la République dominicaine ayant besoin d'une assistance frontalière à leur arrivée en Haïti
- Nombre de déplacés internes suite aux violences armées
- Nombre de déplacés internes suite à une situation de catastrophe naturelle

## 3.6 Santé



PERS. DANS LE BESOIN

3,8M

FEMMES ET FILLES

65%

ENFANTS

40%

EN SITUATION DE HANDICAP

15%

### Analyse des besoins sectoriels

Les groupes les plus touchés sont les femmes enceintes, les femmes allaitantes et les enfants de moins de cinq ans. Dans un contexte d'insécurité chronique et de situation économique précaire, ces personnes sont davantage exposées à des maladies telles que la COVID-19, la diphtérie et le paludisme. L'insécurité et la pauvreté rendent également difficile l'accès aux services de santé de base tels que les soins obstétricaux et néonataux d'urgence, le planning familial et la vaccination. Même lorsque ces groupes vulnérables parviennent à accéder aux services de santé, ils sont souvent confrontés à des établissements de santé qui manquent d'équipements et de médicaments essentiels, ou à une pénurie de personnel médical qualifié.

Les personnes handicapées sont victimes de stigmatisation et sont souvent exclues de la vie socio-économique. En Haïti, 4 femmes handicapées sur 5 sont victimes de violences physiques à domicile (estimation ONU Femmes). L'accès aux services de santé est difficile pour ce groupe de personnes, en raison de l'inaccessibilité physique de la plupart des services existants dans le pays et du coût élevé des transports publics. En outre, les services spécialisés, notamment les services de réadaptation fonctionnelle, ne sont pas disponibles dans la plupart des établissements de santé. Les personnes vivant avec le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et les travailleurs du sexe sont également considérés comme des groupes vulnérables à tous égards et nécessitent une attention et un soutien particuliers pour assurer leur survie. Par ailleurs, la situation socio-politique et sécuritaire que connaît le pays au dernier trimestre

2021 et qui se traduit par une pénurie d'énergie (manque de carburant) aura un impact à court et moyen terme sur le système de santé en général.

Les victimes de catastrophes naturelles sont particulièrement vulnérables aux maladies d'origine hydrique en raison des dommages souvent causés aux structures sanitaires, à leurs habitations et aux sources d'eau potable. Ces populations ont fréquemment des difficultés à accéder aux soins de santé de base et sont également confrontées à d'autres problèmes tels que les routes endommagées, le manque de personnel de santé qualifié dans les hôpitaux, le manque de médicaments et le manque de moyens financiers pour payer les prestations de santé.

En 2021, les blocages récurrents des routes principales de Port-au-Prince, notamment vers les départements du Sud et (dans une moindre mesure) du Nord, ont entraîné à plusieurs reprises l'impossibilité pour les agents de santé de se rendre au travail, et dans d'autres cas plus extrêmes, la fermeture de certaines institutions.

Les vagues successives de la pandémie de COVID-19 ont laissé de nombreux établissements de santé fournissant des soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU) dans une situation d'extrême vulnérabilité, avec des équipements de protection individuelle très limités tant pour le personnel médical que pour les patients. Cette situation a été critique pour les établissements de santé fournissant des services de base, mais encore plus pour les établissements de santé qui ont perdu leur capacité chirurgicale et ont par conséquent diminué la capacité globale du pays à traiter les complications



obstétricales et à sauver des vies.

L'état de la santé reproductive de la population s'est détérioré de telle sorte que le déclin d'année en année des indicateurs clés s'est aggravé, avec une baisse globale de 30% de la fréquentation des maternités, des accouchements institutionnels et des consultations prénatales entre 2019 et 2020, ceux-ci ont encore baissé de moitié entre 2020 et 2021 (tableau 1), mettant en évidence une augmentation de la vulnérabilité des femmes face à leurs besoins de santé, une augmentation des accouchements non assistés par du personnel qualifié et une diminution significative de la capacité des femmes à utiliser la planification familiale, qui est l'un des facteurs importants de la baisse de la mortalité maternelle.

Avec le taux de mortalité maternelle et néonatale le plus élevé de la région (529 femmes pour 100 000 naissances et 32 nouveau-nés pour 1 000 naissances), la baisse de l'offre de services de santé due à la réduction de la disponibilité des ressources humaines a contribué à une augmentation des coûts de santé pour les ménages. L'année 2021 a connu une inflation de 23% (chiffres de l'indice général des prix à la consommation de septembre), notamment sur les dépenses liées à la santé.

Entre le 19 mars 2020 et le 19 novembre 2021, 25 016 cas confirmés de COVID-19 ont été signalés en Haïti, avec 725 décès.<sup>36</sup> Au vu de ces chiffres, il semble raisonnable de dire que la pandémie a eu un impact limité en Haïti par rapport à d'autres pays des Amériques.

**Tableau 1.** Évolution de quelques indicateurs de santé maternelle en Haïti, 2018-2021

PÉRIODES	ACCOUCHEMENTS INSTITUTIONNELS	ACCEPTANTES PLANNING FAMILIAL	FEMMES ENCEINTES VUES EN 1ÈRE CONSULTATION PRÉNATALE	FEMMES ENCEINTES VUES EN 4ÈME CONSULTATION PRÉNATALE
Octobre 2018	11 238	37 391	23 382	8 966
Octobre 2019	12 547	30 949	20 825	6 742
Octobre 2020	10 800	27 722	19 683	6 544
Octobre 2021	5 096	13 383	8 236	3 723

Source: DHIS2-SISNU, décembre 2021

Cependant, la probabilité d'une épidémie majeure reste extrêmement élevée dans le pays pour plusieurs raisons. La sous-déclaration des cas, les capacités de prise en charge, les flux de population de migrants/retournés, la frontière poreuse entre Haïti et la République dominicaine (avec plus de 390 058 cas confirmés de COVID-19 en octobre 2021), et malgré un programme de vaccination officiellement lancé à la mi-juillet, Haïti a le taux de vaccination contre la COVID-19 le plus faible des Amériques (0,6%).

La plupart des Haïtiens n'ont pas accès à l'eau potable et à l'assainissement, et beaucoup vivent

dans des zones d'habitation où une quarantaine et un isolement efficace sont pratiquement impossibles. Ces mêmes facteurs exposent Haïti à la résurgence d'autres maladies à potentiel épidémique, comme la grippe et le choléra. De plus, le risque d'une épidémie de paludisme demeure en raison de la nature épidémique de la maladie, de la présence généralisée de moustiques dans le pays et du manque de moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée.

Situé dans une zone cyclonique et sur des failles sismiques pouvant provoquer de forts tremblements de terre, Haïti est mal préparé à faire face aux

catastrophes naturelles. Ceci a été mis en évidence par les catastrophes qui ont directement impacté le secteur de la santé en 2021 : les tempêtes tropicales (Elsa en juillet et Grace en août) et le dernier séisme du 14 août 2021 (2 248 morts, 12 763 blessés) qui a détruit ou endommagé 97 structures de santé.

## Projection des besoins

La situation sanitaire en Haïti est très préoccupante. Selon les estimations du secteur de la santé, 3 841 612 personnes (environ 34% de la population haïtienne) auront besoin d'aide pour répondre à leurs besoins sanitaires de base en 2022, soit 28% de plus que l'année précédente (3 000 000 de personnes). Cette augmentation des besoins est principalement due à la succession de crises sociopolitiques aux conséquences multiples, au sous-financement du secteur de la santé, à la dynamique de la pandémie de COVID-19, aux aléas climatiques (ouragans, inondations), et au tremblement de terre, qui ont provoqué une sérieuse perturbation du fonctionnement des services de santé de base - notamment l'offre de soins de santé maternelle, néonatale et infantile ainsi que la mise en place de la surveillance épidémiologique en général. L'impact de tous ces

événements sur le secteur de la santé se fait sentir à tous les niveaux, institutionnel et communautaire.

Bien que l'ensemble du pays soit touché, la majorité (63%) des besoins sera tout de même concentrée dans trois départements : Ouest (1 431 714 personnes), Artibonite (613 771 personnes) et Nord (379 157 personnes). A cela s'ajoute le sud du pays touché par le séisme du 14 août 2021 (Grand'Anse, Nippes et Sud) avec 563 419 personnes dans le besoin.

## Suivi des besoins

Le suivi de l'évolution des besoins de santé sera réalisé par le biais de plusieurs méthodes :

- La collecte et l'analyse des données hebdomadaires fournies par la Direction de l'épidémiologie, du laboratoire et de la recherche (DELR) et le Laboratoire national de santé publique (LNSP). Ces données permettront de surveiller l'incidence et la létalité des maladies transmissibles et non transmissibles. Elles permettront également de suivre l'évolution de la santé maternelle, infantile et néonatale.

## Projections des besoins (2022-2023)

	PERS. DANS LE BESOIN	MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
Jan - Juin 2022	<b>3,8M</b>	3,0M	4,1M	1,2M	1,1M	698k
Juil - Déc 2022 (Intervention limitée)	<b>5,2M</b>	4,0M	3,6M	2,1M	1,9M	1,2M
Juil - Déc 2022 (Intervention optimale)	<b>2,9M</b>	2,2M	4,9M	1,1M	1,1M	683k
Jan - Juin 2023 (Intervention limitée)	<b>3,7M</b>	2,8M	4,5M	1,5M	1,3M	866k
Jan - Juin 2023 (Intervention optimale)	<b>2,0M</b>	1,6M	5,4M	803k	738k	477k
Juil - Déc 2023 (Intervention limitée)	<b>3,6M</b>	2,8M	4,5M	1,4M	1,3M	847k
Juil - Déc 2023 (Intervention optimale)	<b>2,0M</b>	1,5M	5,5M	786k	722k	467k

- Des réunions périodiques avec les différents acteurs du secteur de la santé pour discuter de l'évolution des besoins de santé, de l'impact des activités de réponse, et ainsi améliorer la coordination des réponses et des interventions.
- Coordination avec le MSPP tant au niveau central que départemental. Des missions conjointes peuvent être menées dans certaines zones du pays afin de mieux évaluer la situation sur le terrain.

Les données seront collectées au niveau du secteur sur la base des indicateurs suivants:

- Ratio de mortalité maternelle hospitalière pour 100 000 accouchements
- Pourcentage de SONU B et C fonctionnelles
- Nombre d'incidence des maladies à potentiel épidémique
- Couverture vaccinale en RR1 des enfants de 9 à 12 mois

## 3.7 Sécurité alimentaire



PERS. DANS LE BESOIN

4,6M

FEMMES ET FILLES

51%

ENFANTS

41%

EN SITUATION DE HANDICAP

10%

### Analyse des besoins humanitaires

Haïti a connu une crise humanitaire majeure en 2021 et maintient une trajectoire à la hausse des besoins humanitaires. Les caractéristiques de cette sévérité sectorielle se traduisent par la perte de moyens de subsistance, la perte d'accès à la terre, la perte de bétail, la détérioration de la situation sécuritaire et divers chocs économiques, politiques, naturels et climatiques.

Cette détérioration de la sécurité alimentaire est reflétée par les informations recueillies en 2021 dans le cadre des évaluations de l'Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (ENSAN) et de l'*Emergency Food Security Assessment* (EFSA) (Grand Sud).

Ainsi, 56% des ménages sur l'ensemble du territoire national ont un score de consommation alimentaire (SCA) faible ou limité. Cette proportion est proche de 72% dans les zones IPC classées en phase 4. Cette situation précaire conduit les ménages à mettre en œuvre des stratégies d'adaptation de crise pour 55% d'entre eux (70% dans les zones en phase 4), telles que la vente d'actifs productifs, le retrait des enfants de l'école, la réduction des dépenses de santé ou la consommation des stocks de semences. En outre, près d'un quart des ménages (23%) ont utilisé des stratégies d'adaptation d'urgence (38% dans les IPC4) qui se traduisent par la vente de la maison ou de la terre, la mendicité, des activités illégales pour générer des revenus ou la migration du ménage.

Par ailleurs, pas moins de 7 ménages sur 10 ont également recours à des stratégies de consommation

alimentaire telles que l'utilisation d'aliments moins appréciés et moins chers, l'emprunt de nourriture ou la demande d'aide à un proche, la réduction du nombre de repas par jour, la limitation de la taille des portions pendant les repas ou la réduction de la quantité que les adultes/mères mangent pour nourrir leurs enfants.

Les évaluations révèlent également qu'une grande partie des ménages (30%) ont un indice de faim modéré, sévère et très sévère (36% dans les zones de la phase 4).

Les ménages urbains restent vulnérables aux stress causés par l'insécurité ainsi qu'à la détérioration macroéconomique (augmentation de l'inflation, dévaluation de la monnaie locale), en particulier pour les ménages travaillant dans le secteur informel. Plus de la moitié (54%) de ces ménages se sont endettés pour acheter de la nourriture (CNSA, 2021). Dans les sept zones urbaines de la capitale (Carrefour, Cité Soleil, Croix-des-Bouquets, Delmas, Pétiön-Ville, Port-au-Prince, Tabarre), le score moyen de consommation alimentaire des ménages analysés était « pauvre » pour 11% des ménages interrogés et « limite » pour 33%. La diversité alimentaire s'est également fortement détériorée par rapport à 2020. Le nombre de ménages consommant en moyenne 5 à 12 groupes d'aliments a chuté de 43%, passant de 77% à 24%, tandis que la proportion de ménages ne consommant que 3 à 4 groupes d'aliments a augmenté de 27% pour atteindre 48%, et que ceux qui se situent dans le groupe de 2 aliments ou moins (considérés comme étant en crise ou pire) ont augmenté de 18 points pour atteindre 30%.

Les personnes déplacées vivant sur les sites depuis juin 2021 sont particulièrement vulnérables.



L'indicateur sur les stratégies d'adaptation des moyens de subsistance (LCS) montre que 38% de la population du site de Carrefour et 60% de celle du site de l'église Saint-Yves ont mis en place des stratégies d'urgence. L'indicateur sur les stratégies d'adaptation montre que plus de deux tiers de ces personnes sont en situation de crise alimentaire ou d'urgence.

La pluviométrie inférieure à la normale a globalement affecté les performances des campagnes agricoles de l'automne 2021 et de l'hiver (2021-2022) avec une disponibilité des semences inférieure à la normale et par conséquent une production en dessous de la moyenne. Les revenus issus de la vente de la main d'œuvre agricole sont limités en raison de la faible capacité d'embauche suite aux impacts résiduels des chocs climatiques, sociopolitiques et économiques qui réduisent la capacité d'investissement dans le secteur.

En ce qui concerne l'élevage et le bétail, la filière a été sévèrement touchée par les inondations causées par la tempête tropicale Grace et le tremblement de terre, notamment en ce qui concerne les caprins. La peste porcine africaine, diagnostiquée en juillet en République dominicaine, est désormais présente en Haïti, et une perte de 30% du cheptel national haïtien est envisagée au cours des six prochains mois.

Le séisme du 14 août 2021 a détruit des infrastructures essentielles telles que les systèmes d'irrigation, les installations d'eau, d'assainissement et de santé, et des milliers de personnes ont perdu leurs moyens de subsistance. Selon les estimations officielles, environ 20% de la production annuelle de maïs et de haricots a été produite dans les zones touchées (principalement dans les départements du Sud et du Sud-Est) en 2019, avec plus de la moitié de la production annuelle récoltée au printemps (juin et juillet). Les pertes causées par le séisme pourraient entraîner une réduction de la disponibilité des denrées alimentaires de base.

Depuis la découverte des nouveaux variants de la COVID-19 en Haïti, les mesures de prévention et de confinement de la pandémie pourraient avoir un impact négatif sur les moyens de subsistance des segments les plus vulnérables de la population. Les

mesures restrictives liées à la pandémie ont eu un impact négatif sur le secteur informel, où 67,7% des femmes travaillent en milieu rural et environ 50% en milieu urbain.

### Projection des besoins sectoriels

Pour l'année 2022, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë atteindra 4,6 millions, soit 47% de la population totale nécessitant une action humanitaire urgente. En mars 2022, 14% de la population analysée (1 343 000 personnes) sera en situation d'urgence et 33% (3 221 000 personnes) sera en phase de crise.

Cette extrême gravité réduit la capacité des ménages, en particulier les plus pauvres, à accéder à la nourriture et les oblige à recourir à des stratégies d'adaptation négatives qui érodent leurs moyens de subsistance. Si ces facteurs ne sont pas traités de manière adéquate, la situation pourrait encore se détériorer.

Sur les 32 zones de moyens d'existence analysées, trois seront en phase 4 (urgence), à savoir le Haut Plateau, le Nord-Ouest et le Centre, ainsi que les quartiers pauvres et très pauvres de Cité Soleil. Le reste du pays a été classé en phase de crise (phase 3). Parmi les zones classées en phase de crise, l'Artibonite, La Gonâve et la Grand'Anse comptent le plus de personnes ayant besoin d'une assistance immédiate, avec plus de 50% de la population en situation de crise ou d'urgence.

Le scénario le plus probable pour le secteur de la sécurité alimentaire prévoit une légère détérioration de la situation humanitaire. Les vulnérabilités sectorielles seront impactées par la mauvaise performance de la saison agricole de printemps pour plusieurs zones de moyens d'existence, ce qui entraînera une détérioration de la situation de sécurité alimentaire des ménages, la production de cette saison représentant environ 50% de la production annuelle.

L'augmentation des prix du marché, qui pourrait toucher principalement les aliments importés, aura un effet négatif sur le pouvoir d'achat des ménages.<sup>37</sup> Les ménages les plus vulnérables devront recourir

à des stratégies de subsistance non soutenables pour se nourrir.

### Suivi des besoins

Pour le secteur de la sécurité alimentaire, l'IPC est l'indicateur critique de sécurité alimentaire, déterminé à partir de la convergence de tous les indicateurs disponibles. Les résultats rendent compte du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire en les classant en fonction du niveau de vulnérabilité, de minimale à catastrophique ou famine. Les résultats finaux sont issus de la convergence des quatre domaines d'analyse:

- la consommation alimentaire, dans laquelle sont pris en compte les indicateurs de fréquence et de diversité alimentaires, le comportement alimentaire et les stratégies d'adaptation.
- le changement des moyens de subsistance, qui prend en compte les perceptions des ménages en matière de stratégies d'adaptation
- l'état nutritionnel et
- les données de mortalité.

L'exercice s'articule autour d'un consensus entre tous les acteurs de la sécurité alimentaire sous la direction des services techniques de l'État, notamment la CNSA.

Les partenaires et observateurs du secteur de la sécurité alimentaire ont également mis en place des mécanismes de suivi de la redevabilité envers les populations affectées, tels que la ligne verte pour les plaintes et les mécanismes de plaintes communautaires.

Les données suivantes seront collectées par le secteur:

- Nombre de personnes en insécurité alimentaire aiguë

### Projections des besoins (2022-2023)

	PERS. DANS LE BESOIN	MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
Jan - Juin 2022	<b>4,6M</b>	3,2M	3,8M	3,2M	1,2M	-
Juil - Déc 2022 (Intervention limitée)	<b>6,2M</b>	2,4M	2,8M	4,6M	1,7M	-
Juil - Déc 2022 (Intervention optimale)	<b>3,4M</b>	3,6M	4,3M	2,5M	911k	-
Jan - Juin 2023 (Intervention limitée)	<b>4,4M</b>	3,2M	3,8M	3,2M	1,2M	-
Jan - Juin 2023 (Intervention optimale)	<b>2,4M</b>	4,1M	4,9M	1,8M	637k	-
Juil - Déc 2023 (Intervention limitée)	<b>4,3M</b>	3,2M	3,9M	3,1M	1,1M	-
Juil - Déc 2023 (Intervention optimale)	<b>2,3M</b>	4,1M	4,9M	1,7M	623k	-



## Partie 4 : **Annexes**

### HAÏTI

A la suite du tremblement de terre du 14 août 2021  
dans le Grand Sud. Photo: OCHA



## 4.1

## Sources des données

Des données secondaires ont été utilisées pour l'élaboration du HNO 2022. Par exemple, grâce à l'outil « Europe Media Monitor » (EMM) développé par l'Union Européenne, plus de 41 000 articles de presse mis en ligne par les médias haïtiens entre 2015 et 2021 ont permis d'améliorer la lecture des tendances au cours de sept dernières années, notamment dans le domaine social, politique et sécuritaire. Ces informations ont été complémentées par la mise en place d'un système d'analyse de groupes de discussion en ligne pour mesurer entre autres les contraintes d'accès résultant de l'insécurité et de la crise du carburant.

Les secteurs se sont également basés sur des études réalisées par les partenaires locaux, comme par exemple l'Évaluation des établissements de santé en zones urbaines de l'aire métropolitaine du département de l'ouest réalisée par l'Institut Haïtien de l'Enfance (IHE) et commandité par UNICEF.

Des efforts importants ont aussi été menés pour renforcer les liens avec le travail effectué par les acteurs de développement. Par exemple, le SIMAST a soutenu les analyses de l'identification des groupes de personnes les plus vulnérables.<sup>38</sup>

Dans le cadre de la collecte des informations primaires, les secteurs ont recueilli, suite au tremblement de terre, une grande quantité de données de première main récoltées lors d'évaluations sur les zones impactées, de consultations, de groupes de discussion sur différentes thématiques. Au cours de plusieurs missions de haut niveau, le Coordonnateur humanitaire des Nations unies et les chefs d'agences ont mené des groupes de discussion avec des personnes vulnérables, telles que les personnes en situation de handicap, les paysans et des femmes afin qu'elles puissent exprimer leurs besoins et leurs préoccupations.

Une collaboration étroite avec les organisation non gouvernementale (ONG) nationales et locales, les comités de représentants (e.g. dans les sites de PDI ou les écoles), ainsi que les organisations communautaires de base (e.g. les organisations travaillant avec et pour les personnes en situation de handicap et personnes âgées, les femmes et filles vulnérables) a permis de conduire de nombreuses de consultations avec les communautés en particulier avec les personnes déplacées dans la zone métropolitaine de la capitale, notamment pour analyser les risques et les opportunités d'ouvrir des nouvelles opérations dans des quartiers sensibles.





#### HAÏTI

Livraison d'eau potable aux communautés affectées par AGERCA à la suite du tremblement de terre du 14 août 2021. Photo : AGERCA

## 4.2 Méthodologie

L'analyse et la structuration de l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) se fondent sur le *Cadre d'Analyse Intersectorielle Conjoint / Joint Intersectoral Analysis Framework (JIAF)* qui est un ensemble de protocoles, de méthodes et d'outils pour classer la sévérité des conditions humanitaires selon cinq (5) piliers :

1. Contexte
2. Choc / Évènements
3. Impact
4. Conditions humanitaires
5. Besoins courants et projetés

Ils permettent de définir la portée de la crise, d'identifier les zones géographiques impactées et le nombre de personnes dans le besoin.

## Cadre d'analyse intersectorielle conjoint (JIAF)

Contexte		
Politique	Economie	Socio-culturel
Juridique et politique	Technologique	Démographique
Environnement	Sécurité	Infrastructure

### Personnes vivant dans les zones affectées

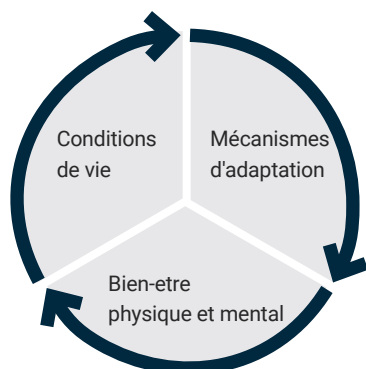
Chocs / Événements	
Déclencheurs	Facteurs sous-jacents / Vulnérabilités pré-existantes

### Personnes affectées

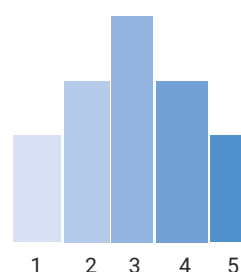
Impact		
Impact sur l'accès humanitaire	Impact sur les systèmes et les services	Impact sur les personnes

## Conditions humanitaires

### Personnes dans le besoin



### Sévérité des besoins



### Besoins prioritaires courants et projetés

Par âge, genre et diversité

## Sévérité des conditions humanitaires

La mesure de la sévérité intersectorielle (degré de préjudice apporté par toutes les conséquences humanitaires combinées) est le fondement de la méthodologie de calcul du PIN qui a été réalisée en appliquant le modèle de sévérité du JIAF. Pour chaque niveau de l'échelle de sévérité (1 à 5), les informations des trois sous-piliers des conditions humanitaires

(Conditions de vie, Survie et Bien-être) sont combinées pour identifier le degré de sévérité au niveau des communes du pays. La méthodologie permet ainsi de répartir la population dans l'ensemble des cinq classifications de phases de sévérité.

PHASE DE SÉVÉRITÉ	DESCRIPTION	RÉPONSES POTENTIELLES
<b>1 Aucune/Minimale</b>	Niveau de vie est acceptable. Capacité à satisfaire tous les besoins essentiels de base. Pas ou peu/peu de risque d'impact sur le bien-être physique et mental.	Renforcer la résilience  Réduire les risques de catastrophe
<b>2 Stress</b>	Niveau de vie sous pression, conduisant à l'adoption de stratégies d'adaptation. Incapacité à satisfaire certains besoins de base. Impact minimal sur le bien-être physique et mental. Possibilité d'avoir quelques incidents de violence localisés/ciblés.	Supporter la réduction de catastrophe  Protéger les moyens de subsistance
<b>3 Sévère</b>	Dégradation du niveau de vie. Accès/disponibilité réduits de biens et services sociaux/de base. Incapacité à répondre à certains besoins fondamentaux. Dégradation du bien-être physique et mental.	Protéger les moyens de subsistance  Prévention et réduction des risques de détérioration extrême des conditions humanitaires
<b>4 Extrême</b>	Dégradation du niveau de vie. Perte extrême/liquidation des moyens de subsistance. Violations graves et généralisées des droits de l'homme. Dégradation du bien-être physique et mental.	Sauver des vies et des moyens de subsistance
<b>5 Catastrophique</b>	Dégradation du niveau de vie. Épuisement quasi total des possibilités d'adaptation. Mécanismes d'adaptation de dernier recours/épuisement. Mortalité généralisée (CDR, U5DR) et/ou dommages irréversibles. Dommages physiques et mentaux irréversibles généralisés. Violations graves et généralisées des droits de l'homme.	Rétablir/prévenir les décès généralisés et/ou le total effondrement des moyens de subsistance

## Groupes de population

Dans le cadre du HNO la population est prise en compte dans sa globalité, mais pour les secteurs de la Nutrition, de l'Éducation et de la Protection de l'enfance, l'évaluation du PIN prend en compte les tranches d'âge de la population concernée en se basant sur les données démographiques de l'IHSI et des données du SIMAST.

## Niveau géographique

Le pays est divisé administrativement en 10 départements, 146 communes<sup>39</sup> et 575 sections communales. Dans le cadre de cet HNO, les partenaires humanitaires ont collecté et analysé les données au niveau communes (deuxième niveau administratif) sur l'ensemble du territoire.

## Sélection des indicateurs

Pour estimer le PIN, les partenaires humanitaires des secteurs ont sélectionné 32 indicateurs de suivi des besoins sur les conditions humanitaires dont 15 ont été catégorisés comme critiques, c'est-à-

dire correspondant à une situation particulièrement préoccupante avec des conséquences mettant la vie en danger.

Le choix des indicateurs a tenu compte des critères suivants :

- **Pertinence** : L'indicateur renseigne clairement sur la situation humanitaire considérée
- **Précision** : l'indicateur mesure avec exactitude ce qu'il a l'intention de mesurer
- **Couverture** : l'indicateur est mesurable à l'échelle des communes pour la population
- **Unicité** : l'indicateur mesure de manière unique et claire une condition ou préoccupation qui n'est pas prise en compte par d'autres indicateurs.
- **Mesurabilité** : l'indicateur permet de quantifier objectivement la situation humanitaire

## Liste des indicateurs critiques

SECTEURS	INDICATEURS	SOURCES
ABRIS	Nombre de ménages dont la maison d'origine a été endommagée suite aux conséquences d'un désastre naturel.	Shelter Sector assessments
EDUCATION	Nombre d'enfants affectés dans les écoles détruites ou endommagées par des catastrophes naturelles au cours des derniers 9 mois	Rapport d'évaluations conduites au niveau du secteur
EPAH	Nombre de ménages ayant accès à des sources d'eau de qualité et de disponibilité suffisantes	SIEPA/ONEPA Rapport final SDG 2020
NUTRITION	Nombre de filles et de garçons de 0-59 mois souffrant de MAS dans le besoin	MSPP, SISNU 2021
PROTECTION	Nombre de personnes civiles kidnappées, tuées ou blessées à la suite de violence armée.	Protection Monitoring Désagrégation par âge et sexe, et commune
PROTECTION	Nombre de personnes tuées, blessées ou disparues à la suite d'une catastrophe naturelle	DGPC
PROTECTION DE L'ENFANCE	Pourcentage des garçons/filles affectés par les crises ayant bénéficiés de prise en charge psychosociale	Sondages U-Report



SECTEURS	INDICATEURS	SOURCES
PROTECTION DE L'ENFANCE	Pourcentage des enfants ayant subi une des formes de discipline violente, englobant la violence psychologique ou physique	MSNA / Protection Monitoring
PROTECTION VBG	Pourcentage de filles/femmes de 15-49 an en âge de procréer affectées par au moins 2 facteurs de risque (violences sexuelles et physiques)	SISNU/ Data collection/Partners
PROTECTION VBG	Nombre d'institutions sanitaires où les services de gestion médicale et psychosociale de VBG sont disponibles	SISNU/ Data collection/Partners
PROTECTION MIGRANTS ET PDI	Nombre de personnes déplacées internes à la suite de violence armée.	Protection monitoring/manifestes/Protection database
PROTECTION MIGRANTS ET PDI	Nombre de personnes vulnérables déplacées internes à la suite d'une catastrophe naturelle.	Enregistrements dans les points de rassemblements et produits DTM. Désagrégation par âge et sexe, et par commune d'origine
SANTÉ	Ratio de mortalité maternelle hospitalière pour 100,000 accouchements	SISNU
SANTÉ	Pourcentage de SONU B et C fonctionnelles	Monitoring SONU UNFPA
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	Nombre de personnes en insécurité alimentaire aiguë	Haiti Analyse IPC (Sept 2021)

## Détermination du PIN

Le cadre du JIAF adopte une approche intersectorielle pour estimer les personnes dans le besoin d'assistance humanitaire ainsi que les niveaux de vulnérabilité en combinant un certain nombre d'indicateurs sectoriels et intersectoriels. Cette estimation du nombre de personnes dans le besoin (PIN) d'une assistance humanitaire qui est obtenue en fonction de la sévérité des besoins est ensuite affinée par d'autres paramètres et des jugements d'expert. Le JIAF propose deux scénarios pour l'agrégation des données des indicateurs de vulnérabilité en vue d'obtenir une première estimation du PIN. Ces scénarios sont déterminés sur la base de la disponibilité des données des indicateurs, en particulier si les données sont disponibles au niveau des ménages (scénarios A) et/ou des zones géographiques (scénarios B).

Les données disponibles étant relatives aux zones géographiques, le « scénario B » a été utilisé pour décrire, analyser et mesurer le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire. La

détermination du PIN dans le cadre du HNO est constituée des étapes suivantes :

- **Étape 1 : Collecte et consolidation des données.** Les secteurs ont partagé les données relatives à leurs indicateurs de besoin. Dans chacun de ses indicateurs la population de la commune est segmentée entre les 5 classes de sévérité (classe 1 : minimale, classe 2 : stress, classe 3 : sévère, classe 4 : extrême, classe 5 : catastrophique). Les personnes ayant besoin d'assistance humanitaire sont celles qui font partie des classes de sévérité 3 à 5.
- **Étape 2 : Calcul de la classe de sévérité pour chaque commune par indicateur.**

**Sévérité sectorielle.** Pour estimer la classe de sévérité d'une commune, pour un indicateur donné on a appliqué « la règle des 25% », selon le JIAF ce seuil de 25 % est le plus susceptible de produire le même résultat final (classe de sévérité) que ceux obtenus avec la méthode d'agrégation par

ménage. Suivant cette règle, la classe de sévérité d'une commune est calculée en effectuant la somme cumulative du nombre de personnes par classe de sévérité (étape 1), en partant du niveau 5 vers les niveaux de sévérité inférieurs, jusqu'à obtenir au moins 25% de la population totale de la commune. La qualité des données n'étant pas toujours optimale (lacune dans les évaluations récentes des vulnérabilités), un coefficient de confiance allant de 25% (moins fiable) à 100% (très fiable) a été introduit pour « ajuster » cette classe de sévérité (IVS1).

**Introduction d'indicateurs de vulnérabilité liés à l'enclavement, les risques liés aux menaces naturelles ainsi qu'à l'insécurité.**

Si l'indice de sévérité intersectoriel nous renseigne sur le niveau de vulnérabilité mesuré à travers l'ensemble des données sectorielles, il ne considère pas les vulnérabilités liées à l'insécurité, l'accès humanitaire et aux menaces naturelles. En réponse à cette préoccupation importante dans le contexte haïtien, des indicateurs de vulnérabilité supplémentaires ont été introduits pour chaque commune. Ces indicateurs utilisant le même ensemble de cinq niveaux de sévérité ces indicateurs se forment un composite d'éléments probants sur les risques multi-aléas, les contraintes d'accès physique et l'analyse des données sur l'insécurité au cours des deux dernières années.

- **Étape 3 : Calcul de l'indice de vulnérabilité globale pour chaque commune.** Cet indice est une moyenne arithmétique de l'indice de vulnérabilité intersectorielle (issu de la moyenne pondérée de toutes les indices de sévérité liés aux indicateurs sectoriels) et des indices liés à l'insécurité, l'accès humanitaire et aux menaces naturelles.
- **Étape 4 : Estimation du PiN intersectoriel par commune en fonction de la phase de sévérité.** L'estimation du PiN prend en compte les personnes dans toutes les communes dont la sévérité des besoins se situe sur les trois derniers niveaux de l'échelle de sévérité en utilisant 21 indicateurs sectoriels. Ainsi le PiN intersectoriel de

chaque commune sera la somme des maximums des PiN des niveaux trois(3) quatre (4) et cinq (5) de l'échelle de sévérité des 21 indicateurs sectoriels. Vue le poids de l'insécurité alimentaire dans le pays, pour la plupart des communes, l'indicateur déterminant pour les personnes dans le besoin était souvent le score IPC (les personnes en phase 3 ou plus de l'IPC étant considérées comme « dans le besoin ») - mais pas exclusivement, car dans certaines communes touchées par le tremblement de terre, les personnes ayant besoin d'un abri dépassent celles en situation d'insécurité alimentaire. Ce processus a conduit à une estimation totale de 4,9 millions de personnes dans le besoin.

- **Étape 5 : Évaluation des communes prioritaires dans le cadre de la réponse 2022-2023.** Pour informer l'Équipe humanitaire pays sur les zones géographiques les plus vulnérables, on a comparé l'indice de sévérité des communes avec l'indice de vulnérabilité globale moyen pour le pays. Pour l'ensemble des communes, 58 ont eu un indice de sévérité supérieur à la moyenne nationale et seront considérées comme prioritaires dans le cadre des interventions humanitaires en 2022 et 2023.
- **Étape 6 : Validation par l'Équipe humanitaire pays (EHP).** L'EHP a validé les résultats entérinant 4,9 millions de personnes estimées dans le besoin et les 58 communes identifiées comme zones prioritaires.

## 4.3

### Insuffisance d'informations

---

La collecte régulière et le partage systématique des données présentent toujours des défis importants. Si des efforts ont été déployés par tous les groupes sectoriels, des lacunes importantes doivent encore être comblées pour parvenir à identifier au moment opportun les informations nécessaires à informer les décisions stratégiques. Certains secteurs, bien qu'ayant identifié avec soin des indicateurs de suivi des vulnérabilités, ont eu du mal à les renseigner ou à pouvoir fournir des informations récentes avec une granularité suffisante, notamment sur les questions liées au genre, à l'âge et au handicap.

Cette carence dans le suivi de données en 2021 est liée à plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci, les plus importants sont : 1) la réorientation des ressources vers la réponse au tremblement de terre en août 2021, qui réduit les capacités d'effectuer des visites de terrain dans les départements non affectés par le séisme, 2) des problèmes systémiques et faiblesses structurelles au sein des différents ministères et institutions en charge du suivi, 2) les difficultés opérationnelles qui résultent des effets combinés de l'insécurité et de la crise du carburant.

## 4.4

## Acronymes

---

**APD** : Aide Publique au Développement

**BINUH** : Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti

**APD** : Aide Publique au Développement

**BINUH** : Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti

**BNA** : Biens Non-Alimentaires

**BRH** : Banque de la République d'Haïti

**BSEIPH** : Bureau du Secrétaire d'État à l'Intégration des Personnes Handicapées

**CARICOF** : Caribbean Climate Outlook Forum / Forum sur les perspectives climatiques des Caraïbes

**CCCM** : Coordination et gestion de camp / Camp Coordination and Camp Management

**CEP** : Conseil Électoral Provisoire

**CIPC** : Centre d'Information Permanente sur le Coronavirus

**CMGP** : Commission Multisectorielle pour la Gestion de la Pandémie

**CNDDR** : Commission Nationale pour le Désarmement, le Démantèlement et la Réinsertion

**CNSA** : Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire

**CRB** : Centres de ressources aux frontières

**CRS** : Catholic Relief Services

**CTEGAP** : Comité Thématique Évacuation et Gestion des Abris Provisaires

**CTN** : Comité Technique Nutrition

**DELIR** : Direction d'Épidémiologie, de Laboratoires et de Recherche

**DGPC** : Direction Générale de la Protection Civile

**DINEPA** : Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement

**DRR** : Disaster Risk Reduction / Réduction des risques aux désastres

**DTM** : Displacement Tracking Matrix / Surveillance du suivi des déplacements

**EAS** : Exploitation et abus sexuels

**EDAB** : Evaluation préliminaire rapide des dommages et des besoins

**EFAS** : Emergency Food Security Assessment / Évaluation de la sécurité alimentaire d'urgence

**EHP** : Equipe humanitaire pays

**EMM** : Europe Media Monitor

**EMMUS** : Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services

**ENSAN** : Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire et de Nutrition

**EPAH** : Eau Potable, Assainissement et Hygiène

**FMI** : Fonds Monétaire International

**GRD** : Gestion des Risques et des Désastres

**HNO** : Humanitarian Needs Overview / Aperçu des besoins humanitaires

**HPC** : Humanitarian Project Cycle / Cycle de programme humanitaire

**HRP** : Humanitarian Response Plan / Plan de réponse humanitaire

**IASC** : Inter-Agency Standing Committee / Comité permanent inter-agences

**IBESR** : Institut du Bien-Être Social et de la Recherche

**IDH** : Indice de Développement Humain

**IGPNH** : Inspection Générale de la Police Nationale Haïtienne

**IIG** : Indice d'inégalité de genre

**IHD** : Indice Humain de Développement

**IHE** : Institut Haïtien de l'Enfance

**IHSI** : Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique

**IPC** : Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire

**JIAF** : Cadre d'Analyse Intersectorielle Conjoint / Joint Intersectoral Analysis Framework

**LCS** : Livelihoods coping strategies / Stratégies d'adaptation des moyens de subsistance

**LNSP** : Laboratoire national de santé publique

**MAM** : Malnutrition aiguë modérée

**MAS** : Malnutrition aiguë sévère



**MAST** : Ministère des Affaires Sociales et du Travail

**MCDFD** : Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes

**MENFP** : Ministère de l'Éducation Nationale et de Formation Professionnelle

**MSF** : Médecins Sans Frontières

**MSNA** : Multi-Sector Needs Assessment / Evaluation multisectorielle des besoins

**MSPP** : Ministère de la Santé Publique et de la Population

**MTPTC** : Ministère des Travaux publics, Transports et Communications

**MINUJUSTH** : Mission des Nations Unies pour l'Appui à la Justice en Haïti

**NOAA** : National Oceanic and Atmospheric Administration / Administration nationale des océans et de l'atmosphère

**OCB** : Organisations communautaires de base

**OCHA** : Office for the Coordination of Humanitarian Affairs / Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires

**OHCHR** : Office of the High Commissioner for Human Rights / Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

**OIM** : Organisation Internationale pour les Migrations

**OMS** : Organisation Mondiale de la Santé

**ONG** : Organisation Non Gouvernementale

**ONM** : Office Nationale des Migrations

**ONEPA** : Office National de l'eau Potable et de l'Assainissement

**OPC** : Office de protection citoyenne

**OPHI** : Oxford Poverty and Human Development Initiative

**PAM** : Programme Alimentaire Mondiale

**PDI** : Personne Déplacée Interne

**PDNA** : Post-disaster needs assessment / évaluation des besoins post-catastrophe

**PIB** : Produit Intérieur Brut

**PIN** : Personnes dans le besoins / People in need

**PNH** : Police Nationale d'Haïti

**PNPPS** : Politique Nationale de Protection et de Promotion Sociale

**PNS** : Programme de Nutrition Supplémentaire

**PNUE** : Programme des Nations Unies pour l'Environnement

**PNUD** : Programme des Nations Unies pour le développement

**PSEA** : Protection contre l'exploitation et les abus sexuels

**PTA** : Programme Thérapeutique Ambulatoire

**RN** : Route Nationale

**SCA** : Score de consommation alimentaire

**SIEPA** : Système intégré d'Information sur l'Eau Potable et l'Assainissement

**SIMAST** : Système d'Information du Ministère des Affaires Sociales et du Travail

**SISNU** : Système d'Information Sanitaire Unique

**SNGRD** : Système National de Gestion des Risques et des Désastres

**SONU** : Soins obstétricaux et néonataux d'urgence

**UCLBP** : Unité de Construction de Logements et de Bâtiments Publics

**UCPNANu** : Unité de Coordination de Programme National d'Alimentation et de Nutrition

**UEP** : Unité d'Évaluation et de Programmation

**UHM** : Unité Hydrométéorologique d'Haïti

**UNDSS** : United Nations Department of Safety and Security / Département de Sûreté et Sécurités des Nations Unies

**UNHAS** : United Nations Humanitarian Air Service / Service aérien humanitaire des Nations Unies

**UNFPA** : United Nations Population Fund / Fonds des Nations Unies pour la population

**UNICEF** : United Nations Children's Fund / Fonds des Nations unies pour l'enfance

**USN** : Unités de Stabilisation Nutritionnelle

**VBG** : Violence Basée sur le Genre

**VIH** : Virus de l'Immunodéficience humaine

**VSBG** : Violence sexuelle et basée sur le Genre

**WFP** : World Food Programme / Programme Alimentaire Mondial

## 4.5

# Notes finales

- 1 « Peyi lòk » est une expression créole qui signifie “pays bloqué” et fait référence à la paralysie quasi totale du pays suite aux troubles socio-politiques de 2018 et 2019.
- 2 Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), “Indicateur Conjoncturel d'Activité Économique, 21 septembre 2021.
- 3 Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme, “Etat des droits humains en 2021”, 15 décembre 2021: <https://cardh.org/archives/3274>
- 4 PNUD et Initiative d'Oxford sur la pauvreté et le développement humain, “Tracer la voie hors de la pauvreté multidimensionnelle : réaliser les Objectifs de développement durable”, 2020: [https://hdr.undp.org/sites/default/files/2020\\_mpi\\_report\\_fr.pdf](https://hdr.undp.org/sites/default/files/2020_mpi_report_fr.pdf)
- 5 PNUD et Initiative d'Oxford sur la pauvreté et le développement humain, “Tracer la voie hors de la pauvreté multidimensionnelle : réaliser les Objectifs de développement durable”, 2020: [https://hdr.undp.org/sites/default/files/2020\\_mpi\\_report\\_fr.pdf](https://hdr.undp.org/sites/default/files/2020_mpi_report_fr.pdf)
- 6 International Legal assistance consortium (ILAC) Haïti, “Haïti: L'état de droit en péril”, 27 août 2021: <http://documents.nycbar.org/files/Haiti-letat-dedroit-en-peril.pdf>
- 7 Ibid.
- 8 Germanwatch, “Global Climate Risk Index 2021”, janvier 2021: [https://germanwatch.org/sites/default/files/Global%20Climate%20Risk%20Index%202021\\_2.pdf](https://germanwatch.org/sites/default/files/Global%20Climate%20Risk%20Index%202021_2.pdf)
- 9 Banque Mondiale, “Croissance de la population (% annuel) - Haïti”, 2020: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.GROW?locations=HT>
- 10 UNFPA, “Y a-t-il une explosion démographique en Haïti?»: [https://haiti.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Publication\\_explosion\\_demographique\\_version\\_finale.pdf](https://haiti.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Publication_explosion_demographique_version_finale.pdf)
- 11 Banque Mondiale, “Accès à l'électricité (% de la population) - Haïti”, 2019: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.ELC.ACCS.ZS?locations=HT>
- 12 OCHA, “Haïti : Tremblement de terre - Rapport de situation No. 1-8”, 15 août - 29 novembre 2021.
- 13 Gouvernement d'Haïti, “Évaluation Post-Désastre en Haïti : Séisme du 14 août 2021 dans la péninsule sud”, 29 octobre 2021: <https://reliefweb.int/report/haiti/valuation-post-d-sastre-en-ha-ti-s-isme-du-14-ao-t-2021-dans-la-p-ninsule-sud>
- 14 IPC, “Haïti : Grand Sud, zones affectées par les derniers chocs (séisme et inondations), Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë | septembre 2021 - juin 2022”, 7 septembre 2021: <https://reliefweb.int/report/haiti/ha-ti-grand-sud-zones-affect-es-par-les-derniers-chocs-s-isme-et-inondations-analyse>
- 15 TT CARE, ONU Femmes, OPS/OMS, UNICEF, PNUD, PAM, FNUAP, UNAIDS, OCHA, “Analyse Rapide Genre: Tremblement de terre du 14 août en Haïti”, 15 octobre 2021: <https://reliefweb.int/report/haiti/analyse-rapide-genre-tremblement-de-terre-du-14-ao-t-en-ha-ti>
- 16 Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme, “Etat des droits humains en 2021”, 15 décembre 2021: <https://cardh.org/archives/3274>
- 17 RFI, “In Haiti, rise of gangs leads to another horror: gang rape”, 29 novembre 2021: <https://www.rfi.fr/en/in-haiti-rise-of-gangs-leads-to-another-horror-gang-rape>
- 18 OCHA, “SitRep No. 1-6: Déplacements dus à la violence des gangs à Port-au-Prince”, juin-août 2021.
- 19 Nations Unies en Haïti, Ministère de la Planification et de la Coopération Externe, Union Européenne, “Évaluation Socioéconomique de l'Impact de la Pandémie COVID-19”, 31 janvier 2021: <https://haiti.un.org/fr/122676-evaluation-socioeconomique-de-l-impact-de-la-pandemie-covid-19-esi-covid-19-republique-dhaiti>
- 20 CARE, “COVID-19: Impacts, Attitudes, and Safety Nets in Haiti - Savings Group experiences in Haiti in June 2020 - April 2021”, 7 septembre 2021: <https://reliefweb.int/report/haiti/covid-19-impacts-attitudes-and-safety-nets-haiti-savings-group-experiences-haiti-june>
- 21 European Commission, “INFORM Risk Index”, 2021: <https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index/INFORM-Risk>
- 22 REACH, “Initiative Conjointe de Suivi des Marchés”, juillet 2021: [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/REACH\\_HTI\\_Fiche-d'Information\\_ICSM\\_Septembre-2021.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/REACH_HTI_Fiche-d'Information_ICSM_Septembre-2021.pdf)
- 23 CARE, ONU Femmes, OPS/OMS, UNICEF, PNUD, PAM, FNUAP, UNAIDS, OCHA, “Analyse Rapide Genre: Tremblement de terre du 14 août en Haïti”, 15 octobre 2021: <https://reliefweb.int/report/haiti/analyse-rapide-genre-tremblement-de-terre-du-14-ao-t-en-ha-ti>
- 24 CARE, ONU Femmes, “Analyse Rapide Genre – COVID-19 Haïti”, 25 septembre 2020: <https://reliefweb.int/report/haiti/analyse-rapide-genre-covid-19-haiti-25-septembre-2020>
- 25 OIM, “Situational report- Returns of migrants and reception assistance in Haiti (19 September to 19 October 2021) No. 1”, octobre 2021: <https://reliefweb.int/report/haiti/situational-report-returns-migrants-and-reception-assistance-haiti-19-septembre-19>
- 26 Alterpresse, “Les gangs extorquent et volent de plus en plus d'écoles en Haïti, dénonce l'Unicef”, novembre 2021: <https://www.alterpresse.org/spip.php?article 27634>

- 27 UNICEF, consulté le 31 octobre 2021: <https://www.unicef.org/haiti/education>
- 28 Institut Haïtien de l'Enfance and ICF. "Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services - EMMUS-VI 2016-2017", juillet 2018: <https://www.dhsprogram.com/publications/publication-fr326-dhs-final-reports.cfm>
- 29 85,8% des garçons et 84,3% des filles.
- 30 15,5% garçons et 12,7% filles.
- 31 Emmus V.
- 32 SISNU-MSPP, "Système d'information sanitaire national unique", novembre 2021.
- 33 [https://www.globalprotectioncluster.org/wp-content/uploads/Haiti\\_Protection-Assessment\\_Summary\\_Feb2022.pdf](https://www.globalprotectioncluster.org/wp-content/uploads/Haiti_Protection-Assessment_Summary_Feb2022.pdf)
- 34 DGPC et OIM, 23 septembre 2020.
- 35 OIM, Matrice de Suivi des Déplacements (DTM).
- 36 MSPP, SitRep COVID-19, 19 novembre 2021: [https://mspp.gouv.ht/site/downloads/Sitrep%20COVID-19\\_19-11-2021.pdf](https://mspp.gouv.ht/site/downloads/Sitrep%20COVID-19_19-11-2021.pdf)
- 37 Groupe de Travail sur les Transfers Monétaires, Catholic Relief Services, REACH, "Initiative Conjointe de Suivi des Marchés", mars - octobre 2021: <https://reliefweb.int/updates?advanced-search=%28PC113%29&search=initiative+conjointe+de+suivi+de+march%C3%A9s>
- 38 [https://eeas.europa.eu/delegations/haiti/45088/le-syst%C3%A8me-d%E2%80%99information-du-minist%C3%A8re-des-affaires-sociales-et-du-travail\\_hr](https://eeas.europa.eu/delegations/haiti/45088/le-syst%C3%A8me-d%E2%80%99information-du-minist%C3%A8re-des-affaires-sociales-et-du-travail_hr)
- 39 Les calculs de PIN sont basés sur 140 communes car les données officielles complètes pour les 6 communes nouvellement créées ne sont pas encore disponibles. Cependant, leurs populations sont prises en compte à travers les sections communales des communes dont elles faisaient partie.

# **APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES** HAÏTI

PUBLIÉ EN MARS 2022